



Archives des assemblées nationales. Sessions (1848-1870)

Répertoire numérique détaillé des articles C//908 à C//1163

Établi par P. de Vaissière (1924), revu par J. Charon-Bordas (1975-1980)

Première édition électronique

Archives nationales (France)

Pierrefitte-sur-Seine

1924, 1975-1980, 2019

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_058327

Cet instrument de recherche a été encodé en 2010 par l'entreprise diadeis dans le cadre du chantier de dématérialisation des instruments de recherche des Archives Nationales sur la base d'une DTD conforme à la DTD EAD (encoded archival description) et créée par le service de dématérialisation des instruments de recherche des Archives Nationales

Ce document est écrit en français.

Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD (version 2002) aux Archives nationales.

Mentions de révision :

- 2019: Revu par Céline Parcé

Sommaire

Archives des assemblées nationales. Sessions (1848-1870)	6
ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE (4 mai 1848 - 27 mai 1849)	8
Pièces diverses	8
Projets et propositions de lois	13
Comités	30
Commission d'enquête sur les évènements du 15 mai et du 23 juin 1848	33
Enquête sur le travail agricole et industriel, prescrite par le décret du 25 mai 1848, exécutée par cantons et portant sur l'état de l'agriculture et ...	39
ASSEMBLÉE NATIONALE LÉGISLATIVE (28 mai 1849-2 décembre 1851)	41
Pièces diverses	41
Projets et propositions de lois	46
Commissions	84
Enquêtes parlementaires	84
CORPS LÉGISLATIF (14 janvier 1852-4 septembre 1870)	90
Session de 1852	90
Session extraordinaire de 1852	94
Session de 1853	94
Session de 1854	99
Session de 1855	103
Session extraordinaire de 1855	107
Session de 1856	108
Session de 1857	113
Session de 1858	117
Session de 1859	122
Session de 1860	126
Session de 1861	132
Session de 1862	138
Session de 1863	142
Session de 1864	148
Session de 1865	154
Session de 1866	159
Session de 1867	164
Session de 1868	169

Session de 1869	178
Session extraordinaire de 1869	183
Session de 1870	184
Session extraordinaire de 1870	200

INTRODUCTION

Référence

C//908-C//1163

Niveau de description

dossier

Intitulé

Archives des assemblées nationales. Sessions (1848-1870)

Date(s) extrême(s)

1848-1870

Importance matérielle et support

255 articles

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve du règlement de la salle de lecture.

Conditions d'utilisation

Reproduction et réutilisation selon le règlement en vigueur aux Archives nationales.

DESCRIPTION

Présentation du contenu

Les articles C//908 à C//1163 regroupent les dossiers des sessions de 1848 à 1870. Ce terme désigne par raccourci les papiers produits lors du travail législatif des assemblées pendant leurs sessions.

Ils sont constitués :

- de pièces diverses concernant le fonctionnement des assemblées (convocations ; messages du Président de la République ou de l'Empereur selon les régimes ; demandes d'autorisations de poursuites de députés ; scrutins ; absences, démissions, déchéances, décès de députés ; etc.) ;
- des dossiers des projets et propositions de lois classés par ordre alphabétique des thématiques concernées. Ceux-ci comprennent notamment les pièces annexes des procès-verbaux des séances des assemblées. On y trouve également les papiers des commissions ;
- des dossiers des comités (pour l'Assemblée nationale constituante uniquement) ;
- des dossiers des commissions d'enquête ;
- des dossiers des commissions d'initiative parlementaire (pour la session 1870 du Corps législatif uniquement).

Type de classement

Les articles sont organisés par assemblée :

C//1908 à C//969 - Assemblée nationale constituante (1848-1849)

- C//908-C//911 : pièces diverses ;
- C//912-C//924 : projets et propositions de lois ;
- C//925-C//928 : comités ;
- C//929/A-C//942 : commission d'enquête sur les événements du 15 mai et du 23 juin 1848 ;

- C//943-C//969 : enquête sur le travail agricole et industriel.

C//970 à C//1026 - Assemblée législative (1849-1851)

- C//970-C//976 : pièces diverses ;
- C//977-C//1003 : projets et propositions de lois ;
- C//1004 : commissions ;
- C//1005-C//1026 : enquêtes parlementaires.

C//1027 à C//1163 - Corps législatif (1852-1870)

- pièces diverses, dossiers des projets de lois, commissions d'initiative parlementaire et commissions d'enquête classés par sessions.

Langue des documents

- Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales de France

ENTREE ET CONSERVATION

Modalités d'entrée

Versement de la Chambre des députés (1920)

Répertoire numérique détaillé des articles C//908 à C//1163

C//908-C//969

ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE (4 mai 1848 - 27 mai 1849)

C//908-C//911

Pièces diverses

C//908

Ancienne cote C 259

1. Proposition relative à la proclamation de la République par l'Assemblée nationale constituante, présentée par le citoyen Berger, représentant du peuple au nom de la députation de la Seine, dans la séance du 4 mars 1848.

Conservée par la division des Archives de l'Assemblée nationale.

C//908

Ancienne cote C 259

2. Procès-verbal de la promulgation solennelle de la Constitution, le 12 novembre 1848.

Conservé par la division des Archives de l'Assemblée nationale.

C//908

Ancienne cote C 259

3. Messages de la commission exécutive à l'Assemblée nationale.

1. Message à l'occasion de son entrée en fonction (conservé par la division des Archives de l'Assemblée nationale) ;

2. Message informant l'Assemblée de la nomination du Ministère, 11 mai 1848 ;

3. Démission de la commission (conservée par la division des Archives de l'Assemblée nationale).

C//908

Ancienne cote C 259

4. Messages de Louis-Napoléon Bonaparte, président de la République, à l'Assemblée.

- Message informant l'Assemblée de la nomination du Ministère [20 décembre 1848] ;

- message soumettant à l'Assemblée MM. Boulay de la Meurthe, représentant du peuple, Baraguey d'Hilliers, général de division, Vivien, conseiller d'État, pour la vice-présidence de la Chambre (18 janvier 1849).

C//908

Ancienne cote C 259

5 à 10. Affaires étrangères, pièces communiquées à l'Assemblée.

C//908

Ancienne cote C 259

5. Affaires de Pologne.

Extraits de la correspondance politique relative du duché de Posen, 1848.

C//908

Ancienne cote C 259

6. Affaires de Savoie.

Correspondance du ministre des Affaires étrangères, du chargé d'affaires de France à Turin et de l'ambassadeur de Sardaigne, 1848.

C//908

Ancienne cote C 259

7. Affaires du Liban.

Dépêches et rapports :

- de M. Albert de Lallemand à l'ambassadeur de France à Constantinople ;
- du Ministre à M. Peretié, consul de France à Beyrouth, etc.

C//908

Ancienne cote C 259

8. Affaires de Rome.

- Instructions données à la M. de Corcelles ;
- dépêches de M. d'Harcourt, ambassadeur de France à Rome ; etc.

C//908

Ancienne cote C 259

9. Affaires de Piémont.

Dépêches relatives à la retraite des Piémontais et à l'abdication du roi Charles Albert.

C//908

Ancienne cote C 259

10. Adresse de l'Assemblée constituante de la République romaine à tous les peuples du 2 mars 1849.

C//908

Ancienne cote C 259

11. Affaire du 15 mai 1848.

1848

1. Dépêche de la commission exécutive du 16 mai 1848 relative à la prise de possession de la Préfecture de police par la Garde nationale ;
2. Dépêche télégraphique du commissaire du Nord du 17 mai démentant qu'il y ait eu aucun mouvement à Lille ;
3. Adresse des chefs de légion de la Garde nationale à l'Assemblée.
4. Protestation de la Garde républicaine contre l'imputation d'avoir pris part à l'insurrection.

C//908

Ancienne cote C 259

12. Journées des 23, 24, 25 et 26 juin 1848.

1-6. Dépêches du préfet de police, Trouvé-Chauvel, des 23 et 26 juin, au président de l'Assemblée ;

7. Dépêche du 25 juin 1848 d'Armand Marrast, maire de Paris, au président de l'Assemblée ;

8-14. Lettres et notes de divers citoyens adressées à l'Assemblée ;

15. Note relative à la mort de Mgr Affre, archevêque de Paris ;

16. Lettre du 1er juillet 1848 du lieutenant colonel Ambert, représentant du Lot, relative aux dons volontaires des départements ;

17-18. Arrêté du 25 juin 1848 du général Cavaignac, chef du pouvoir exécutif, relatif à

l'administration du 12e arrondissement ;

19. Lettre du 30 juin 1848 de E. Négrier remerciant l'Assemblée des honneurs rendus à la mémoire de son père, le général Négrier.

C//908

Ancienne cote C 259

13. Demande d'autorisation de poursuites contre les représentants du peuple Courtois et Barbès et poursuites contre Blanqui pour participation à l'affaire du 15 mai 1848.

C//908

Ancienne cote C 259

14. Poursuites contre Louis Blanc, représentant du peuple, à raison de l'affaire du 15 mai 1848 ; réquisitoire du procureur général près la cour d'appel de Paris, Auguste Portalis ; - lettre de Barbès (conservée par la division des Archives de l'Assemblée nationale).

C//908

Ancienne cote C 259

15. Demande d'autorisation de poursuite contre le représentant du peuple Caussidière.

C//908

Ancienne cote C 259

16. Demande d'autorisation de poursuites contre le représentant de peuple Turck.

C//908

Ancienne cote C 259

17. Réquisitoire de H. Corne, procureur général près la cour d'appel de Paris, contre les représentants du peuple Louis Blanc et Marc Caussidière, à raison des événements du 15 mai ; le 25 août 1848.

C//908

Ancienne cote C 259

18. Demande de poursuites par H. Corne, procureur général contre le citoyen Vincent-François Raspail, 26 septembre 1848.

C//908

Ancienne cote C 259

19. Demande d'autorisation de poursuites contre les représentants Bourbousson et Reynaud-Lagardette, à raison de leur duel du 8 décembre 1848.

C//908

Ancienne cote C 259

20. Poursuites contre le représentant du peuple P.-J. Proud'hon, pour divers articles dans les numéros des 26 et 27 janvier 1849 du journal "Le Peuple" (joint).

C//908

Ancienne cote C 259

21. Demande de poursuites pour diffamation du 31 août 1848 contre M. Jules Taschereau, député d'Indre-et-Loire et rédacteur de la "Revue rétrospective" par Hippolyte Bonnellier.

C//908

Ancienne cote C 259

22. Poursuites contre le représentant Eugène Raspail pour voies de fait contre le représentant Point (11 avril 1849).

C//908

Ancienne cote C 259

23. Demande d'autorisation de poursuite contre le représentant Ledru-Rollin, par M. Delamarre, pour attaques à la tribune (25 avril 1849).

C//908

Ancienne cote C 25959)

24. Demande autographe non datée faite par Lamennais à l'Assemblée d'autoriser les poursuites contre lui.

C//908

Ancienne cote C 259

25. Poursuites contre le journal "Le Vœu national, écho du pays Messin" (février 1849).

Février 1849

C//908

Ancienne cote C 259

26. Extraits des arrêts de condamnation par la Haute-Cour de Bourges des représentants du peuple : Martin (Alexandre), dit Albert ; - Barbès (Armand) ; - Raspail (Vincent-François) ; - Blanc (Jean-Joseph-Louis) ; - Caussidière (Marc-Louis) (avril-mai 1849).

C//908

Ancienne cote C 259

27. Condamnation du citoyen Eugène Raspail, représentant du peuple, pour outrages et voies de fait contre le représentant du peuple Point (5 mai 1849).

C//908

Ancienne cote C 259

28. Pièces diverses relatives au Conseil d'État et à sa formation.

C//908

Ancienne cote C 259

29. Annexes du rapport de la commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations pour 1847.

C//908

Ancienne cote C 259

30. Conseil d'administration de l'hôtel des Invalides (désignation de deux membres de l'Assemblée) (10 juillet 1848).

C//908

Ancienne cote C 259

31. Commission de gouvernement pour les travailleurs (démission de Louis Blanc et Albert des fonctions de président et vice-président de la).

Conservé par la division des Archives de l'Assemblée nationale.

C//908

Ancienne cote C 259

32. Loi du 16 avril 1832 prononçant le bannissement à l'égard de Louis-Napoléon Bonaparte : lettre de celui-ci à ce sujet (conservée par la division des Archives de l'Assemblée nationale).

C//908

Ancienne cote C 259

33. Première élection de Louis-Napoléon Bonaparte : lettre à l'Assemblée (conservée par la division des Archives de l'Assemblée nationale).

C//908

Ancienne cote C 259

34. Arrestation dans un rassemblement sur les boulevards des citoyens Dautre, Louisy-Mathieu, et Jouin, représentant du peuple (30 avril 1849).

C//908

Ancienne cote C 259

35. Lettres d'option de députés élus dans plusieurs collèges.

François Arago ; - Louis Blanc ; - Louis-Napoléon Bonaparte ; - J. Cavaignac ; - Lormenin ; - Ad. Crémieux ; - Dupont de l'Eure ; - Garnier Pagès ; - Lamartine ; - Agricola Perdiguier ; - Thiers, etc.

C//908

Ancienne cote C 259

36. Lettres de démission de représentants du peuple.

Béranger ; - Bonaparte (conservée par la division des Archives de l'Assemblée nationale) ; etc.

C//908

Ancienne cote C 259

37. Lettres annonçant le décès de divers représentants (1848-1849).

C//909

Ancienne cote C 259

38. Demandes de congés faites par des représentants du peuple.

Emmanuel Arago ; - François Arago ; - Frédéric Bastiet ; - Berryer ; - Pierre Napoléon Bonaparte ; - Dupont de l'Eure ; - de Falloux ; - Achille Fould ; - Garnier Pagès ; - Émile de Girardin ; - Charles Kestner ; - Labardère ; - Lamartine ; - Marie ; - Armand Marrast ; - Général Oudinot de Reggio ; - Louis Reybaud ; - E. Quinet ; - H. Sainte-Beuve ; - Alexis de Tocqueville ; - Waldeck-Rousseau ; - etc.

C//909

Ancienne cote C 259

39. Congés et absences de représentants du peuple.

Lieutenant Colonel Ambert ; - Victor Considérant ; - David d'Angers ; - de Parieu ; - etc.

C//910

Ancienne cote C 259

40. Résultat des scrutins pour la nomination des président, vice-présidents, secrétaires, questeurs (5 mai 1848-14 mars 1849).

C//911

Ancienne cote C 259

41. Résultats de scrutins (mai 1848-avril 1849).

1. Nomination de la commission du Pouvoir exécutif (10 mai 1848).
2. Nomination de la commission de Constitution (17 et 18 mai 1848).
3. Nomination du vice-président de la République (20 janvier 1849).
4. Nomination de la commission temporaire chargée d'exercer les pouvoirs attribués au Conseil d'État par les articles 54, 64, 79 de la Constitution (8 décembre 1848).
5. Nomination des membres du Conseil d'État (10-18 avril 1849).
6. Nomination des représentants devant faire partie de la commission de Surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations (28-31 octobre 1848).
7. Nomination de deux représentants pour faire partie du Conseil supérieur d'administration de l'hôtel des Invalides (26-29 juillet 1848).

C//912-C//924

Projets et propositions de lois

C//912

Ancienne cote C 263

De « Affre » à « attroupements »

42. Affre, archevêque de Paris.

Proposition de M. de Saint Priest, représentant du peuple, d'élever un monument à la mémoire de Mgr Affre, sans date (loi du 17 juillet 1848).

43 à 52. Agriculture.

43. Création d'un ministère spécial d'agriculture.

Proposition de M. de Saint-Priest, sans date.

44. Création d'un ministère de l'Agriculture et des Travaux publics distinct du ministère du Commerce.

Proposition de M. Morkéry, représentant du peuple, sans date.

45. Chambres consultatives et conseil général d'agriculture.

Projet de loi du 11 décembre 1848.

46. Enseignement professionnel de l'agriculture.

Projet de décret relatif à l'organisation de l'enseignement professionnel de l'agriculture, 15 juillet 1848.

47 à 52. Propositions de M. Pézerat, représentant, et projets de loi divers prévoyant des encouragements à donner à l'agriculture (octobre-décembre 1848).

53 à 60. Algérie.

Propositions diverses et projet de décret relatifs à la colonisation, la mise en culture, etc., de l'Algérie : correspondances, rapports, etc., à l'appui.

61 à 65. Amnistie des crimes et délits politiques, délits forestiers, etc.

Propositions diverses (1848-1849).

66. Anniversaire du 24 février 1848.

Projet de décret relatif à la célébration de l'anniversaire du 24 février 1848, 15 février 1849.

67. Approvisionnement des classes nécessiteuses.

Proposition du représentant Bautier, 8 juin 1848.

68. Archives de l'Assemblée.

Proposition par le citoyen Delaporte relative au dépôt des plans et devis de grands travaux publics aux archives de l'Assemblée, 3 janvier 1849.

69 à 77. Armée de terre.

1848-1849

Projets de décrets, de lois, propositions concernant l'organisation, le recrutement, etc. (1848-1849).

78 à 86. Assemblée nationale constituante.

1848-1849

Propositions relatives aux travaux, aux débats, à la prorogation, à la dissolution de l'Assemblée ; à l'impression de procès-verbaux (1848-1849).

87 à 89. Assistance publique (commission de l').

Projet de décret, procès-verbaux des séances du 6 décembre 1848 au 19 février 1849 (2 registres).

90. Assurances.

Projet de décret du 13 juin 1848 relatif à la prise par l'État des assurances, et portant qu'à dater du 1er janvier 1849 elles entreront dans le domaine de l'État qui sera seul assureur des dommages causés par le feu.

91 à 95. Ateliers nationaux.

Diverses propositions de représentants (1848).

96. Attentat du 15 mai 1848.

Projet de loi du 17 janvier 1849 convoquant une haute-cour de justice à Bourges.

97 et 98. Attroupements.

Proposition et projet de décret (1848).

C//913

Ancienne cote C 264

De « bannissement » à « budget »

99. Bannissement de la famille d'Orléans.

Projet de décret du 17 mai 1848.

Les lettres des membres de la famille d'Orléans initialement jointes au dossier sont conservées par la division des Archives de l'Assemblée nationale.

100. Bannissement.

Proposition de M. Jouin proposant l'abrogation de la loi du 10 avril 1832 et du décret du 26 mai 1848.

101. Banque de France.

Proposition non datée de MM. Julien Lacroix et Devillaine portant modifications aux statuts de la Banque de France.

102. Banque nationale.

Propositions diverses sur la création d'une banque nationale : notes, rapports, etc., 1848.

103. Banques départementales.

Proposition de M. Alexandre Martin, représentant, sur la création de banques départementales, 18 septembre 1848.

104. Bâtiments commencés avant le 1er janvier 1849 et destinés à des logements ouvriers.

Proposition d'exonération d'impôts pendant huit ans.

105. Bâtiments d'exploitation agricole terminés avant le 1er janvier 1860.

Proposition d'exonération d'impôts pendant 40 ans.

106. Bibliothèque nationale.

Proposition de M. Ch. Rollan, de transfert de la rue de Richelieu aux Tuileries.

107 et 108. Biens communaux.

Propositions relatives au partage des biens communaux, avec pièces jointes.

109. Biens de mainmorte.

Projet de décret portant établissement d'une taxe sur les biens de mainmorte.

110 à 115. Boissons.

Projet de décret et propositions relatifs aux droits sur les boissons.

116 à 121. Bons du Trésor et livrets de la Caisse d'épargne consolidés en rentes 3%.

Projets de décret et propositions, 1848.

122. Boucherie.

Proposition de M. de Tillancourt de rendre libre à Paris le commerce de la boucherie.

123 et 124. Bourses dans les lycées.

Propositions, 1848.

125. Brevets d'invention.

Proposition non datée du représentant Fourmentier.

126. Budget rectifié de 1848.

Projet de loi du 6 juin 1848 : Justice ; Affaires Etrangères ; Intérieur ; Agriculture ; Travaux publics ; Guerre et Algérie ; Marine et Colonies ; Finances.

C//914

Ancienne cote C 265

« Budget »

127 à 131. Budget de 1849.

Projet de loi du 12 décembre 1848 :

- Justice : services ordinaires ;
- Affaires étrangères : services ordinaires ;
- Instruction publique : services ordinaires ;
- Cultes ;
- Intérieur : services ordinaires ; - mouvements historiques ; - encouragements aux artistes ; etc.
- Agriculture et commerce ;
- Travaux publics ;
- Guerre (néant) ;
- Marine et colonies ;
- Finances ;

Commission du Budget :

- procès-verbaux des séances du 30 janvier au 9 mars 1849 (un registre) ;
- notes, 1849.

C//915

Ancienne cote C 266

De « caisse » à « comptes »

132 et 133. Caisses d'amortissement et des consignations.

Proposition et projet de décret, août 1848.

134 et 135. Caisses à prévoyance et de secours mutuel.

Propositions de création, avec pièces à l'appui, juillet-décembre 1848.

136. Camp de Paris.

Proposition sur la formation d'un camp de Paris, juin 1848.

137. Carnot (général).

Proposition du 8 mai 1849 de ramener de Magdebourg en France les cendres du général.

138. Chasse.

Proposition de réviser la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse.

139 à 159. Chemins de fer.

139. Décret du président de la République du 2 février 1849 nommant M. de Bourreuil, commissaire du Gouvernement pour la discussion des projets de loi relatifs aux chemins de fer.

140. Projet de décret du 22 mai 1848 sur la reprise et le rachat des chemins de fer par l'État.

Rapports, procès-verbaux, etc.

140 bis. Ouverture d'un crédit pour la création de nouveaux ateliers de terrassements sur divers chemins de fer.

Propositions de Léon Faucher, 13 mai 1848.

141 et 142. Projet de décret du 7 juin 1848 sur la continuation des travaux du chemin de fer de Tours à Nantes.

143 et 144. Projet de décret du 1er mars 1849 sur les chemins de fer de Paris à Versailles, à Chartres et à Rennes.

Avec pièces jointes.

145 à 152. Projets de décret et proposition sur l'achèvement des chemins de fer de Paris, à Lyon, à Avignon et à Marseille, 1848-1849.

153 à 155. Projets de décret sur l'achèvement du chemin de fer du Centre (Vierzon du Bec d'Allier), 1848-1849.

156. Projet de décret sur l'exploitation du chemin de fer de Bordeaux à La Teste, novembre 1848.

157. Projet de décret non daté sur la création d'embranchements vers Saint-Dizier et Joinville sur la ligne de Paris à Strasbourg.

158. Projet de décret non daté sur l'exploitation du chemin de fer de Paris à Sceaux.

159. Projet de décret du 10 avril 1849 sur la liquidation des entreprises du chemin de fer de Montpellier à Nîmes.

160. Chemins vicinaux.

Proposition non datée de M. Glais-Bizoin sur l'abolition de la prestation en nature et l'organisation générale du service des chemins vicinaux.

161 à 164. Clubs.

Propositions et projets de décret sur l'interdiction ou la réglementation des clubs, juin 1848-janvier 1849.

165. Coalitions entre patrons ou ouvriers.

Proposition non datée tendant à modifier les articles 414-416 du Code pénal.

166. Code rural.

Propositions du 2 décembre 1848 sur les travaux préparatoires d'un code rural.

167. Commissions administratives des hospices et établissements de bienfaisance.

sans date

Propositions.

168 à 170. Comptabilité intérieure de l'Assemblée nationale, 1848-1849.

171 et 172. Compte des dépenses du Gouvernement provisoire, 1848-1849.

C//916

Ancienne cote 267

« Comptes » (suite)

173. Comptes de 1845.

Projet de décret du 19 mai 1848 pour le règlement définitif des comptes de 1845 :

- Cultes ;
- Affaires étrangères ;
- Instruction publique : encouragements aux savants et hommes de lettres ; etc.
- Intérieur : Archives du royaume - décoration d'édifices publics ; - conservation de monuments historiques ; - indemnités à des artistes et auteurs dramatiques ; - subventions aux théâtres ; - construction du tombeau de Napoleon Ier, etc.
- Agriculture et commerce ;
- Travaux publics : mines ; - chemins de fer ; - décoration de la Chambre des Pairs, - de la Bibliothèque Sainte-Geneviève, - de l'École polytechnique, etc.
- Guerre et gouvernement de l'Algérie ;
- Marine ;
- Finances ;
- Monnaies et médailles ;
- Postes, etc.

174. Comptes de 1846.

Projet de décret pour le règlement définitif des comptes de 1846, mai 1848.

C//917

Ancienne cote C 268

« Comptes de sûreté générale »

175. Dépenses de sûreté générale de la commission du Pouvoir exécutif et frais de secrétariat de cette commission et du Gouvernement provisoire, février-juin 1848.

Avec pièces et factures à l'appui.

176 à 178. Compte des dépenses de sûreté générale.

176. Pendant la gestion de M. Senard, ministre de l'Intérieur du 29 juin au 14 octobre 1848.

177. Pendant la gestion de M. Dufaure, ministre de l'Intérieur du 14 octobre au 20 décembre 1848, et la gestion de M. Léon de Maleville, ministre de l'Intérieur du 21 au 29 décembre 1848.

178. Pendant la gestion de M. Léon Faucher, ministre de l'Intérieur du 30 décembre 1848 au 16 mai 1849.

C//918

Ancienne cote C 269

De « comptoirs » à « créances »

179 à 183. Comptoirs et sous-comptoirs nationaux d'escompte.
Propositions et projets de décrets, 1848-1849.

184. Congés.

Proposition du 10 août 1848 relative à l'insertion au *Moniteur* des noms des représentants absents par congés.

185. Congrès pour arriver à un désarmement proportionnel des puissances et à l'abolition de la guerre.

Proposition de la réunion d'un congrès.

186. Conseils de fabrique.

Proposition relative à la nomination par le suffrage universel des membres, 18 novembre 1848.

187 et 188. Conseils municipaux, d'arrondissements et de départements.

Propositions et projet de décret sur les élections, juin 1848.

189. Constitution (commission de la).

Procès-verbaux des séances de la commission de Constitution du 19 mai au 10 août 1848 (2 registres).

Pièces à l'appui :

- rapports, discussion générale sur la déclaration des devoirs et des droits de l'Homme ;
- projets de constitution (impr.), amendements ;
- brochure : *Idées sur les principales bases de la Constitution de la République française*, par Louis Sicard ;
- rapport fait au nom de la Commission par le citoyen Armand Marrast ;
- adresses, pétitions, projet de loi électorale ;
- procès-verbaux des séances du sixième bureau de l'Assemblée nationale pour la discussion d'un projet de constitution, 1er-14 juillet 1848 (un cahier) ;

- résumé des résolutions sur la Constitution ;
- *Constitution de la Belgique, décrétée par le Congrès national, le 7 février 1831, Bruxelles, 1832, grand in-quatro relié (35 pages).*

190. Contrainte par corps.

Propositions sur l'abrogation du décret du 8 mars 1848 suspendant la contrainte par corps.

191. Contrat de mariage.

Proposition de la mention dans l'acte de célébration du mariage du contrat de mariage, 23 août 1848.

192 et 193. Contributions directes.

Propositions sur la répartition.

194. Corse.

Proposition non datée sur l'assainissement et la colonisation de la Corse.

195. Courtiers de commerce.

Proposition.

196. Créances de l'État.

Proposition du 8 janvier 1849 sur le recouvrement des créances de l'État.

C//919

Ancienne cote C 270

De « crédit foncier » à « crédits supplémentaires, extraordinaires ou complémentaires »

197 à 200. Crédit foncier.

Propositions sur la création par l'État d'une banque nationale foncière, avec pièces, rapports, correspondances à l'appui.

201. Crédits supplémentaires, extraordinaires ou complémentaires.

Projet de décret du 19 mai 1848 :

- Justice et cultes ;
- Restauration de Notre-Dame ;
- Affaires étrangères ;
- Palais de France à Constantinople ;
- Agriculture et Commerce ;
- Intérieur ;
- Translation de la section judiciaire du Palais de justice aux archives nationales ;
- Guerre et Algérie ;
- Marine ;
- Travaux publics : École Normale ; - restauration de la salle de l'Opéra ;
- Instruction publique : legs de M. Janson de Sailly.

C//920

Ancienne cote C 271

« Crédits supplémentaires, extraordinaires ou complémentaires »
Projets de décrets, 1848-1849.

202. Dotation de l'Assemblée nationale.

203 à 208. Affaires étrangères.

Subsides au gouvernement de Montevideo ; etc.

209 à 215. Instruction publique.

- Réimpression des œuvres de Laplace ;
- dépenses de la Bibliothèque du Louvre ;
- construction à Rennes d'un palais universitaire ;
- Conservatoire anatomique à Montpellier ; etc.

216 à 219. Cultes.

220 à 245. Intérieur.

- Subvention aux théâtres ;
- exposition de peinture de 1849 ; -
- anniversaire du 4 mai 1848 ; - etc.

246 à 253. Agriculture et commerce.

254 à 272. Travaux publics.

- Amélioration du cours de la Marne ;
- canalisation du Lot ;
- bâtiments de l'École polytechnique (plan) ;
- Ateliers nationaux (rapports notes, etc.) ;
- canal de la Haute Seine ;
- canal latéral à la Seine entre Marcilly et Nogent ;
- canal de navigation dérivé de la Sauldre entre Blancafort et la Motte-Beuvron ;
- reconstruction des ports de : Montereau, Lagny sur la Marne, Flavigny sur la Moselle, Cognac sur la Charente, Confolens sur la Vienne, avec plans ;
- palais nationaux : des Tuileries, du Luxembourg, de Saint-Cloud ;
- musées nationaux : achèvement du Louvre ;
- prolongation de la rue de Rivoli ;
- salle provisoire pour l'Assemblée nationale et hôtel de la Présidence ; etc.

273 à 279. Guerre et Algérie.

280 à 285. Marine et colonies.

Fortifications de Cherbourg, etc.

286 à 295. Finances.

Refonte des monnaies de cuivre ; - etc.

Ancienne cote C 272

De « culte » à « forêts »

296. Cultes.

Proposition de MM. Mispoulet, Edgar Quinet, etc., sur l'inaliénabilité des desservants, 27 novembre 1848.

297 à 299. Cumul de traitements publics.

Proposition portant exception au décret de 19 juin 1848 sur l'interdiction du cumul de traitements publics.

300. Dessèchement des marais et étangs.

Proposition du 12 août 1848.

301. Dette publique.

Proposition sur l'acquittement de la dette publique, 7 juin 1848.

302. Divorce.

Proposition par la commission du Pouvoir exécutif et signée de F. Arago, Marie, Lamartine, Garnier-Pagès de rétablissement du divorce, 26 mai 1848.

303. Domaine de l'État.

Proposition relative à un inventaire annuel de la fortune et du domaine de l'État, 12 janvier 1849.

304 à 309. Douanes.

Diverses propositions.

310 et 311. Douzièmes provisoires.

Projets de décrets.

312 à 316. Échanges entre l'État et les actionnaires du Moulin, dit Château Narbonnais, à Toulouse ; - l'État et la ville de Chatelleraut ; - l'État et la ville d'Abbeville ; - l'État et M. d'Angeville, forêt d'Arvières (Ain).

317 et 318. École d'administration.

Propositions, projet de décret, notes, etc.

319 et 320. École de Marine.

Propositions sur l'admission à l'École de Marine.

321. École normale supérieure.

Projet de décret sur le régime de l'École normale supérieure.

322. École polytechnique.

Projet de décret.

323. Effets de commerce.

Projet de décret sur la non prorogation des effets de commerce.

324 à 328. Élections.

Propositions, notes, etc., relatives aux élections et ayant précédé le vote de la loi du 6 mars 1849.

329 et 330. Emprunt forcé de 200 millions.

Proposition.

331 et 332. Emprunt de l'État à la Banque de France.

Projet de décret.

333. Emprunts d'intérêt local.

projets de loi autorisant des emprunts d'intérêt local : de Agen à Villette (La) (Seine).

334 à 336. Commissions d'enquête sur les ateliers nationaux, les événements de mai et juin 1848, du 29 janvier 1849.

Propositions de nommer de nomination.

337. Établissements dangereux ou incommodes.

Proposition.

338 et 339. État de siège.

Propositions relatives à la levée de l'état de siège avant la discussion de la Constitution.

340 et 341. Exportation.

Propositions.

342 et 344. Faillites.

Propositions sur les concordats et les faillites.

345 à 347. Fonctions publiques.

Propositions, notes, rapports sur l'admission aux fonctions publiques, la suppression des emplois inutiles, etc.

348. Forçats libérés.

Proposition.

349 à 354. Forêts et code forestier.

Diverses propositions.

C//922

Ancienne cote C 273

De « garde nationale » à « Louis-Philippe »

355 à 359. Garde nationale.

Propositions et projets de loi ou de décrets.

360 à 363. Garde nationale mobile à pied et à cheval.

Propositions, correspondances, etc.

364 à 366. Gouvernement provisoire.

Proposition de déclaration que le Gouvernement provisoire a bien mérité de la Patrie.

367 à 370. Hypothèques.

Diverses propositions.

371. Impositions locales extraordinaires.

Projets de décrets autorisant des départements ou communes à des impositions locales extraordinaires : de Ain à Vosges.

372 et 373. Impôt extraordinaire des 45 centimes.

Propositions.

374. Commission instituée pour préparer l'indemnité à accorder aux colons par suite de l'abolition de l'esclavage.

- Rapport adressé au président du Conseil, 14 juillet 1848 ;
- procès-verbal de la 13^{ème} séance de la commission de l'Indemnité des colonies, 12 août 1848 ;
- tableaux statistiques des cultures à la Guadeloupe, à la Martinique et à l'île Bourbon, 1845-1846 ;
- mémoire de Léopold de Folin sur le *Moyen de remédier aux inconvénients qui peuvent résulter de l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises*, sans date ;
- mémoire de Gustave d'Harponville, 1848 ;
- adresses à la commission, par F. Miot et Pain, 1848.

375 et 376. Commission chargée d'examiner le projet de loi de Carnot sur l'instruction primaire.

375. Projet de loi, exposé des motifs et observations diverses.

- Essai sur l'organisation complète de l'instruction primaire par Eugène Pédezert, juin 1848 (un cahier) ;
- Réflexions sur l'éducation morale des pauvres, par M. Micard, 1848 ;
- Lettres et documents adressés à la commission par Marie Carpentier, directrice de l'école maternelle normale, rue Saint-Paul à Paris, par Poulain de Bosson sur les salles d'asile, 1848 ;
- Mémoire par Azemard sur le projet de loi du citoyen Carnot, 12 juillet 1848 ;
- *Éléments d'un nouveau projet de loi sur l'enseignement primaire, proposé par M. E. Badin*. Auxerre, 1848 ;
- Adresses diverses : *Les institutions publics du canton de Pontoise, aux citoyens représentants du Peuple*, 1848 ; *Citoyens représentants. par C. Despretz, membre de l'Institut*.

376. Procès-verbaux des séances du 5 juillet 1848 au 5 janvier 1849 (un registre).

377. Interpellations et ordres du jour, présentés sur les affaires de Pologne et d'Italie ; -
Projet de proclamation de M. Marrast : "A nos frères d'Allemagne !"

378. Invalides des communes rurales.
Proposition sur les secours à donner.

379. Journées des 23, 24, 26 et 27 juin.
Projet de décret sur les honneurs à rendre aux victimes.

380. Jury.
Projet de décret signé Lamartine sur l'organisation du jury.

381. Jurys professionnels
Proposition de création de jurys professionnels pour régler les différends entre les maîtres-
ouvriers et ceux qui les font travailler.

382. Justices de paix.
Proposition sur la réorganisation.

383 à 388. Limites de départements, d'arrondissements, de cantons et de communes.
projets de loi, portant modification de limites : de Aube à Vendée, avec plans.

389 à 391. Lois organiques, la dissolution de l'Assemblée, etc.
Proposition.

392. Louage des domestiques et ouvriers.
Proposition tendant à abroger l'article 1781 du code civil relatif au louage des domestiques
et ouvriers.

393 et 394. Louis-Philippe, ex-roi des Français.
• Propositions relatives aux papiers et au domaine privé de Louis-Philippe.
• proposition de Jules Favre.

C//923

Ancienne cote C 274

De « majorats » à « prestations »

395 et 396. Majorats et substitutions.
Proposition pour l'abrogation de l'article 2 de la loi du 12 mai 1835.

397 et 398. Marine.
Propositions diverses.

399. Médecins cantonaux pour les indigents.
Proposition.

400. Mendicité.

Proposition de création dans chaque département d'un dépôt de mendicité.

401 et 402. Mines.

Projet de décret et proposition sur les mines, en particulier sur le bassin houiller de la Loire.

403. Mise en accusation du Ministère du 20 décembre 1848.

Proposition déposée par Ledru-Rollin.

404. Monts de Piété.

Proposition de M. Senard, ministre de l'Intérieur sur la réorganisation des monts de piété, avec pièces jointes, rapports, états, correspondances.

405. Murat.

Proposition de Lucien Murat, représentant du peuple, de renvoyer devant les tribunaux les réclamations contre l'État des héritiers de Joachim.

406 à 408. Octrois.

Divers projets de loi et décrets.

409. Officiers de santé des armées.

Proposition sur l'établissement de la liste des chirurgiens élèves.

410. Organisation judiciaire.

Projet de loi présenté par M. Marie, ministre de la Justice, avec pièces jointes.

411. Palais nationaux.

Proposition de rattacher au ministère de l'Intérieur les palais nationaux dépendant de l'ancienne liste civile.

412. Papier monnaie.

Proposition de M. Mathieu de la Drôme d'une émission de 400 millions de papier monnaie.

413 et 414. Patentes.

Diverses propositions.

415 et 416. Peine de mort.

Propositions sur l'unanimité du jury nécessaire pour condamnation à la peine de mort.

417. Pensions de retraite des ouvriers de la Marine.

Projet de décret.

418. Pensions de retraite des employés de l'ancienne Chambre des Pairs.

Projet de décret.

419. Pensions de retraite.

Proposition de fixer à un maximum de 4000 F les pensions de retraite.

420 et 421. Ponts et chaussées.

Proposition et projet de décret sur les ingénieurs et conducteurs.

422. Portion disponible.

Proposition d'abroger l'article 913 du Code civil.

423. Ports de la Rochelle et du Havre.

Projet de décret présenté par M. Duffet, ministre de l'Agriculture et du Commerce sur les taxes spéciales.

424 à 428. Poste aux lettres.

Diverses propositions.

429. Représentants du peuple.

Proposition sur la procédure des poursuites contre les représentants du peuple.

430 à 432. Pouvoir exécutif (commission du).

Propositions sur l'organisation de cette commission, une entre autres assez développée faite par M. de Parien, représentant du Cantal.

433. Président de la République.

Projet de décret sur le mode d'examen des procès-verbaux d'élection du président de la République, 8 décembre 1848.

434 à 436. Presse.

diverses propositions et projets de décret : cautionnement, timbre, crimes et délits de presse.

447. Prestations.

Proposition d'accorder aux conseils municipaux le droit de convertir en argent les journées de prestations.

C//924

Ancienne cote C 275

De « prêts » à « vice-président de la République »

448. Prêts sur dépôts de marchandises.

Projet de décret, avec rapports et pièces jointes.

449. Prisons.

Projet de décret sur le travail dans les prisons, avec pièces jointes.

450. Proclamation au peuple à l'occasion des événements du 15 mai 1848 proposée par divers députés.

451. Production bovine et chevaline.

Propositions.

452 et 453. Prud'hommes.

Proposition et projet de décret sur la réorganisation des conseils de prud'hommes.

454 à 458. Récompenses nationales.

Récompenses accordées à :

- Marie-Louise-Marguerite Probst, veuve Dornès, mère du citoyen Dornès représentant du peuple mort sur les barricades ;
- Aline de Faucigny, veuve du général Damesme mort en défendant la République ;
- François Guénon pour ses travaux sur les vaches laitières (avec pièces à l'appui).

458. Réfugiés politiques.

Projet de décret sur la résidence des réfugiés politiques.

460 à 498. Règlement de l'Assemblée nationale.

Diverses propositions : votes, commissions, propositions, etc.

499 à 507. Représentants du peuple.

Diverses propositions relatives à l'état, aux indemnités, à la déchéance, etc., des représentants du peuple.

508 à 510. Réunion.

Propositions et projets de décret sur le droit de réunion.

511 et 513. Revenu des biens meubles et immeubles.

Proposition et projets de décret relatif aux impôts sur le revenu des biens meubles et immeubles (dont une longue proposition de P. J. Proud'hon).

514. Routes départementales.

Proposition relative à l'entretien des routes départementales.

515. Salle des séances de l'Assemblée nationale.

Appropriation de l'ancienne salle de la Chambre des Députés comme salle des séances : correspondance et pièces diverses.

516. Salles d'asile.

Proposition de création de 50 salles d'asile à Paris.

517 à 520. Sel.

Diverses propositions et projets de décret relatifs à l'impôt sur le sel.

521. Soieries.

Proposition relative à l'industrie des soieries.

522. Successions et donations entre vifs.

Projet de décret établissant un impôt progressif sur les successions et donations entre vifs.

523. Sucres.

Projet de décret relatif aux droits sur les sucres.

524. Tabac.

Proposition relative à l'abolition du monopole du tabac.

525 à 527. Terres vaines et vagues appartenant à l'État et aux communes.

Proposition relative à l'arrentement.

528. Timbres des effets de commerce, des actions de compagnie, des polices d'assurances.

Projet de décret.

529 à 530. Tontines.

Proposition et projet de décret.

531 à 534. Traitements des fonctionnaires.

Propositions et projets de décret.

534. Traités d'amitié, de navigation et de commerce.

Entre la France et :

- la République de Guatemala (8 mars 1848) ;
- l'État de Costarica (12 mars 1848) ;
- la République Dominicaine (22 octobre 1848) ;
- les îles Sandwich (26 mars 1846).

536. Convention du 4 février 1848 entre la France et la Bavière pour l'établissement et l'exploitation du chemin de fer de Strasbourg à Spire.

537. Article supplémentaire à la convention du 31 mars 1841 sur la navigation du Rhin.

538. Convention postale entre la France et l'Espagne du 1er avril 1849.

539 à 544. Transportation outremer des insurgés de juin 1848.

Propositions et projets de décret.

545 à 553. Travail.

Propositions et projets de décret :

- organisation de l'apprentissage ;
- organisation du travail ;
- associations entre ouvriers, ou entre patrons et ouvriers ;
- sociétés de secours mutuels ; - etc.

554. Travaux publics.

Proposition sur les entreprises et concessions de travaux publics.

555. Trésor public.

Proposition qu'un rapport soit soumis à l'Assemblée sur la situation du Trésor public.

556. Tribunaux civils.

Proposition de créer un magistrat qui serait l'avocat des pauvres près les tribunaux civils.

557. Tribunaux de commerce.

Projet de décret sur l'élection des membres.

558. Vaine pâture.

Proposition portant interdiction, sur les fonds particuliers, après l'enlèvement des récoltes, de la vaine pâture.

559. Vêtements : habits, redingotes et chapeaux.

Proposition d'établir un impôt sur les vêtements.

560. Vice-président de la République.

Proposition sur le traitement du vice-président de la République.

C//925-C//928

Comités

Procès-verbaux.

C//925

Ancienne cote C 276

561-1. Comité du travail.

Mai 1848-mars 1849

1er volume : procès-verbaux des séances du 17 mai 1848 au 15 septembre 1848 ;

2e volume : procès-verbaux des séances du 9 octobre 1848 au 20 mars 1849 ;

3e volume : enregistrement des pièces remises au comité.

C//925

Ancienne cote C 276

561-2. Comité de la justice.

Mai 1848-mai 1849

Procès-verbaux des séances du 24 mai 1848 au 21 mai 1849.

C//925

Ancienne cote C 276

561-3. Comité de la législation civile et criminelle.

Mai 1848-mai 1849

Procès-verbaux des séances du 25 mai 1848 au 1er mai 1849.

C//925

Ancienne cote C 276

561-4. Comité des cultes.

Mai 1848-mars 1849

Procès-verbaux des séances du 26 mai 1848 au 26 mars 1849.

C//926

Ancienne cote C 277

561-5. Comité des affaires étrangères.

Mai 1848-mai 1849

Procès-verbaux des séances du 24 mai 1848 au 22 mai 1849.

C//926

Ancienne cote C 277

561-6. Comité de l'instruction publique.

Mai 1848-janvier 1849

Procès-verbaux des séances du 24 mai 1848 au 5 janvier 1849.

C//926

Ancienne cote C 277

561-7. Comité de l'intérieur.

Mai 1848-mai 1849

Procès-verbaux des séances du 23 mai 1848 au 22 mai 1849.

C//926

Ancienne cote C 277

561-8. Comité de l'administration départementale et communale.

Mai 1848-mai 1849

1er volume : procès-verbaux des séances du 22 mai au 12 décembre 1848 ;

2e volume : procès-verbaux des séances du 15 décembre 1848 au 26 mai 1849.

C//926

Ancienne cote C 277

561-9. Comité du commerce et de l'industrie.

Mai 1848-mars 1849

1er volume : procès-verbaux des séances du 24 mai 1848 au 7 mars 1849 ;

2e volume : nomination de commissions et correspondance, du 24 mai au 7 novembre 1848.

C//927

Ancienne cote C 278

561-10. Comité d'agriculture et du crédit foncier.

Mai 1848- avril 1849

1er volume : procès-verbaux des séances du 22 mai au 31 décembre 1848 ;

2e volume : procès-verbaux des séances du 4 janvier au 25 avril 1849.

C//927

Ancienne cote C 278

561-11. Comité de la marine.

Mai-décembre 1848

Procès-verbaux des séances du 24 mai au 19 décembre 1848.

C//927

Ancienne cote C 278

561-12. Comité de la guerre.

Mai 1848-mai 1849

Procès-verbaux des séances du 25 mai 1848 au 3 mai 1849.

C//927

Ancienne cote C 278

561-13. Comité des finances.

Mai 1848-avril 1849

1er volume : procès-verbaux des séances du 20 mai au 1er août 1848 ;

2e volume : procès-verbaux des séances du 2 août 1848 au 28 avril 1849.

C//928

Ancienne cote C 279

561-14. Comité des travaux publics.

Mai 1848-avril 1849

Procès-verbaux des séances du 23 mai 1848-21 avril 1849 (un registre).

C//928

Ancienne cote C 279

562. Pièces diverses relatives aux travaux des comités.

1. Comité du travail.

Minutes sténographiques, de mai à juin 1848.

Correspondance du comité (31 pièces, 1848).

Dossier relatif à la question des logements insalubres :

- rapport du préfet de police du 8 juillet 1848 ;
- état des logements garnis occupés par les ouvriers à Paris ;
- notes, observations, rapport sur un projet de maison garnie pour les ouvriers ;
- rapport de la sous-commission chargée de l'assainissement des cellules des prisonniers ;
- projet de casernement des travailleurs : rapport et plan ;
- projet pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière grâce à l'exécution de grands travaux à Paris ;
- projet de construction d'une maison modèle destinée aux logements des ouvriers ;
- notes sur l'hygiène ;
- *Cité du commerce et de l'Industrie. Thomas Varenne et Cie. Statuts et Constitution définitive*, Paris, 1840.

2. Comité de l'intérieur.

Février-juin 1846

Commission instituée au ministère de l'Intérieur par arrêté du 5 décembre 1845 pour étudier un projet de loi sur la réforme des prisons : procès-verbaux des séances tenues du 14 février au 12 juin 1846 (12 pièces).

3. Comité de l'agriculture et du commerce.

1848

Pétitions (manuscrites ou imprimées), adresses, notes, brochures adressées à l'Assemblée sur des questions agricoles ou financières (23 pièces).

4. Comité de la marine.

1848

Correspondance, pièces communiquées au comité, brochures, pétitions (manuscrites ou imprimées), projet de réforme (16 pièces).

5. Comité des finances.

1848

Projets divers adressés au comité ; correspondance relative aux pensions et aux retraites (21 pièces).

C//929/A-C//942

C 280-293

Commission d'enquête sur les évènements du 15 mai et du 23 juin 1848

C//929/A-C//931

Pièces imprimées.

Il convient de signaler que certains documents n'ont pas été imprimés.

C//929

Premier volume.

C//929/A

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée du 3 août 1848 ordonnant l'impression des pièces de l'enquête.

3 août 1848

C//929/A

1. Rapport sommaire du juge d'instruction Eru-Bertrand sur la procédure relative à l'attentat du 15 mai 1848 (1 pièce).

1er juillet 1848

C//929/A

2. Pièces judiciaires et autres concernant le citoyen Louis Blanc, représentant du peuple (83 pièces).

Mars-juin 1848

Les numéros 3 à 70 sont représentés par un bordereau contenant une analyse des pièces, imprimées dans le rapport, les pages 71 à 78 qui sont au dossier sont également imprimées et aussi la page 84 (Recueil des discours prononcés au Luxembourg par le citoyen Louis Blanc, 28 mars).

C//929/A

3. Pièces judiciaires et autres concernant le citoyen Caussidière, représentant du peuple (98 pièces).

Mars-juillet 1848

Des 98 pièces du dossier, il ne reste dans la chemise que 57 pièces. Un bordereau de l'ensemble existe dans la chemise.

C//929/A

4. Pièces relatives aux journées du 15 mai et 23 juin (89 pièces).

Février-juillet 1848

C//929/A-C//929/B

Dépositions des témoins.

Juin-juillet 1848

Type de classement

Classement par ordre alphabétique.

C//929/A

5/1. Lettres A à C (50 pièces).

C//929/B

5/2. Lettres D à Y (168 pièces).

C//930

Deuxième volume.

1. Affaire de Belgique (28 pièces).

Mars-juillet 1848

Documents imprimés (sauf la correspondance du général Négrier dont la copie se trouve dans le registre numéroté 534).

2. Actes du gouvernement provisoire (25 pièces).

Mars-août 1848

3. Clubs (42 pièces).

Juin 1848

4. Atelier de Clichy (3 pièces).

Juillet 1848

5. Ateliers nationaux (32 pièces).

Mars-juillet 1848

6. Rapports de la Police générale (32 pièces).

Mars-mai 1848

7. Rapports du préfet de police (32 pièces).

Mai-juin 1848

8. Renseignements divers (53 pièces).

Février-juillet 1848

9. Procès-verbaux des séances de la commission du 26 juin au 4 août 1848.

Juin-août 1848

C//931

Troisième volume, enquête dans les départements.

1. Rapports des préfets (200 pièces).

Juin-juillet 1848

2. Rapports des préfets maritimes (8 pièces).

Juillet 1848

3. Rapports des procureurs généraux (28 pièces).

Juin-août 1848

4. Dépêches télégraphiques (8 pièces).

Juin 1848

C//931-C//942

Pièces non imprimées.

C//931

1. Affaire de Belgique.

Mars-juillet 1848

- Procédure entre Blervacq et Jaspin ;
- registre d'inscription des membres composant l'Association générale des patriotes belges résidant à Paris.

C//931-C//933

2. Actes du Gouvernement.

C//931

2/1. Gouvernement provisoire.

Février-mai 1848

Procès verbaux des séances du 24 février au 6 mai 1848 et pièces annexes.

C//931-C//933

2/2. Commission du Pouvoir exécutif.

C//931

Procès-verbaux des séances du 11 mai au 22 juin 1848.

C//932/A-C//933

Pièces annexes.

C//932/A

1. Circulaires du ministre de l'Intérieur, troubles occasionnés par le recouvrement de l'impôt de 45 centimes, journées du 15 et 16 mai 1848 (commission du Pouvoir exécutif, Assemblée nationale, mairies de Paris, Garde nationale, Garde mobile, 1^e division, militaires, police, arrestations, ministère de l'Intérieur) ; faits divers : journées du 11 au 31 mai 1848.

C//932/A-C//933

2. Faits divers.

C//932/A

Journées du 1^{er} au 14 juin 1848.

C//932/B-C//933

Journées du 15 au 24 juin 1848.

C//932/B

14 dossiers.

C//933

9 dossiers.

15-24 juin 1848

Le dossier de la séance du 24 juin, retrouvé en novembre 1962 a été intercalé ici ; il n'avait pas été communiqué à la commission d'enquête dont il ne porte pas l'estampille (11 p.).

C//933

3. Clubs.

Avril-juillet 1848

- Nomenclature des clubs de Paris par ordre alphabétique ;
- plan du quartier de Paris où se sont déroulés les événements d'avril 1834, etc.

C//933

4. Ateliers de Clichy.

Juillet-août 1848

C//933

5. Ateliers nationaux.

Mai-août 1848

C//934

6. Rapports de la Police générale à la commission d'enquête.

27 juin 1848-15 juillet 1848

C//934

7. Rapports du préfet de police.

14 avril 1848-22 août 1848

Noter la pièce 34 : "Relevé des pétitions (résumé de leurs vœux) adressées à la commission du gouvernement pour l'organisation du travail par les ouvriers de toutes les industries de France." Ce relevé est dressé par le secrétaire de la commission des Travailleurs.

C//934

8. Renseignements divers.

- Assemblée nationale : protection militaire de l'Assemblée (1 à 3), lettres de représentants au président de l'Assemblée (4 à 82).
- lettres des maires (ou adjoints de Paris) à Cavaignac ou à la commission d'enquête.
- lettres et rapports des gardes nationales.
- lettres et rapports du ministère de la Guerre.
- lettres et rapports du ministère des Travaux publics.
- lettres et rapports du ministère de l'Intérieur.
- liste alphabétique de la presse parisienne indiquant propriétaire, imprimeurs, rédacteurs, et couleur politique.
- lettres du ministère des Finances (fonds secrets depuis février 1848 ; 3 millions de secours au département de la Seine ; rapport des courriers le 29 juin 1848).
- correspondance adressée à la commission d'enquête par le tribunal de l'instance de la Seine, les conseils de guerre et les commissions militaires.
- lettres de particuliers adressées à la commission d'enquête.
- demandes d'emploi.
- pièces relatives au dépôt du dossier de défense de Caussidière.

C//934

9. Pièces concernant les travaux de la commission d'enquête.

C//935-C//937

Enquête dans les départements.

Rapports administratifs, dépêches télégraphiques (les dépêches envoyées aux préfets par le pouvoir exécutif se retrouvent dans presque tous les dossiers), affiches, journaux.

C//935

Ain à Jura.

Manquent les Côtes-du-Nord, la Creuse, et l'Ille-et-Vilaine.

C//936/A

Landes à Meurthe.

C//936/B

Meuse à Rhône.

Manque la Nièvre.

C//937

Dossiers 1 à 15

Haute-Saône à Yonne.

Manquent la Sarthe, le Vaucluse et la Haute-Vienne.

C//937

16 à 38. Documents fournis par les cours d'appel.

Manquent les cours suivantes : Agen, Angers, Colmar, Limoges, Paris, Toulouse.

C//938-C//942

Pièces diverses saisies à Paris et adressées à la commission.

C//938-C//940

Pièces saisies 16 rue de Rivoli à Paris, siège du Club des clubs.

C//938-C//940

Correspondance des délégués dans les départements.

C//938

Ain à Jura (Deux-Sèvres classées à D).

C//939

Landes à Seine-et-Oise.

C//940

Seine-Inférieure à Yonne.

C//940

Rapports des délégués des clubs.

1. sur la garde mobile.
2. sur l'armée.

C//940

Lettres adressées au club des Clubs, demandes d'emploi.

C//940

Comptabilité du club des clubs.

C//941

Pièces saisies au Comité révolutionnaire.

1. Pièces provenant de divers clubs de Paris et des départements.
2. Affiches, placards et journaux provenant du Comité révolutionnaire, candidatures aux élections à l'Assemblée Constituante.

C//942

Pièces saisies par ordre du commandant des Gardes nationaux de la Seine.

1. à la commission du Luxembourg ;
2. au Club des Noirs ;
3. à la société démocratique centrale ;
4. chez Longepied ;
5. chez Désirabode ;
6. chez Bullot.

C//943-C//969

Enquête sur le travail agricole et industriel, prescrite par le décret du 25 mai 1848, exécutée par cantons et portant sur l'état de l'agriculture et de l'industrie dans chaque canton, la condition des ouvriers, les salaires, les chômages, les associations, l'état moral et religieux de la population ouvrière, l'émigration des travailleurs des champs vers les villes

1848-1849

C//943

Ancien dossier C 294

Correspondance et papiers divers du comité des travailleurs, nommé par l'Assemblée constituante pour centraliser les résultats de l'enquête ; - fragments de l'enquête commencée à Paris et interrompue.

1848-1849

C//943-C//969

Enquête par départements.

1848-1849

Manquent les départements suivants : Charente-Maritime, Creuse, Dordogne, Indre, Lot-et-Garonne, Manche, Haute-Marne, Mayenne, Orne, Pyrénées-Orientales, Haut-Rhin, Seine-Maritime.

C//943

Ancien dossier C 294

Ain, Aisne.

C//944

Ancien dossier C 295

Allier, Alpes (Basses), Alpes (Hautes).

C//945

Ancien dossier C 296

Ardèche, Ardennes, Ariège.

C//946

Ancien dossier C 297

Aube, Aude.

C//947

Ancien dossier C 298

Aveyron, Bouches-du-Rhône.

C//948

Ancien dossier C 299

Calvados, Cantal, Charente.

C//949

Ancien dossier C 300

Cher, Corrèze, Corse.

C//950

Ancien dossier C 301

Côte-d'Or, Côtes-du-Nord.

C//951

Ancien dossier C 302

Doubs, Drôme, Eure.

C//952

Ancien dossier C 303

Eure-et-Loir, Finistère.

C//953

Ancien dossier C 304

Gard, Garonne (Haute-), Gers, Gironde.

C//954

Ancien dossier C 305

Hérault, Ille-et-Vilaine.

C//955

Ancien dossier C 306

Indre-et-Loire, Jura.

C//956

Ancien dossier C 307

Landes, Loir-et-Cher, Loire, Loire-Inférieure.

C//957

Ancien dossier C 308

Loiret, Lot, Lozère.

C//958

Ancien dossier C 309

Maine-et-Loire, Marne.

C//959

Ancien dossier C 310

Meurthe, Meuse, Morbihan.

C//960

Ancien dossier C 311

Moselle, Nièvre, Nord, (incomplet).

C//961

Ancien dossier C 312

Oise, Pas-de-Calais.

C//962

Ancien dossier C 313

Puy-de-Dôme, Pyrénées (Basses-).

C//963

Ancien dossier C 314

Pyrénées (Hautes-), Rhin (Bas-), Rhône.

C//964

Ancien dossier C 315

Saône (Haute-), Saône-et-Loire.

C//965

Ancien dossier C 316

Sarthe, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise (incomplet).

C//966

Ancien dossier C 317

Sèvres (Deux-), Somme, Tarn (incomplet), Tarn-et-Garonne (incomplet).

C//967/A

Ancien dossier C 318

Var.

C//967/B

Ancien dossier C 318

Vaucluse, Vendée.

C//968

Ancien dossier C 319

Vienne, Vienne (Haute-).

C//969

Ancien dossier C 320

Vosges, Yonne.

C//970-C//1026

ASSEMBLÉE NATIONALE LÉGISLATIVE (28 mai 1849-2 décembre 1851)

C//970-C//976

Pièces diverses

C//970

Ancienne cote C 321

§ 1. Messages du Président de la République à l'Assemblée nationale législative.

1. Messages du 6 juin 1849, du 12 novembre 1850, du 4 novembre 1851, présentant, aux termes de l'article 52 de la Constitution, l'exposé général des affaires de la République ;

2. Messages du 31 octobre 1849 et du 24 janvier 1851 à l'occasion de changements de ministères.

C//970

Ancienne cote C 321

§ 2. Nomination de commissaires du gouvernement pour la discussion des projets de loi.

3. Commissaires du Gouvernement chargés de soutenir la discussion des projets de loi spéciaux de finances, présentés par les ministres de la Guerre et des Finances (1849-1851).

C//970

Ancienne cote C 321

§ 3. Pièces communiquées à l'Assemblée.

4. Pièces diplomatiques communiquées à l'occasion du rappel à M. Drouyn à Lhuys, ambassadeur à Londres, à la suite de l'insuccès de la médiation de la France entre la Grèce et l'Angleterre au sujet du blocus d'Athènes : lettres de lord Normanby à lord Palmerston ; correspondance avec de Drouyn de Lhuys, ambassadeur à Londres, MM. Gros et Thomas ministre et envoyé extraordinaire à Athènes (janvier-mai 1850) ;

5. Insurrection de Lyon : dépêche télégraphique (juin 1849) ;

6. Siège de Rome : dépêche télégraphique (5 juillet 1849) ;

7. Siège de Zaatcha (Algérie) : dépêche télégraphique (5 décembre 1849).

C//970

Ancienne cote C 321

§ 4. Événements du 13 juin 1849.

8. Projet de proclamation au peuple français. - protestation de divers représentants ; - lettres du général Rapatel, du général Changarnier ; - adresses de diverses communes à l'Assemblée.

C//970

Ancienne cote C 321

§ 5. Commissions de prorogation de l'Assemblée.

9, 9 bis, 10. Résultat du dépouillement du scrutin pour la nomination des commissions de prorogation de 1849, 1850, 1851 ; - procès-verbaux des séances de la commission de Permanence (1851).

C//971

Ancienne cote C 322

§ 6. Proposition Rémusat.

11. Commission chargée sur la proposition de M. de Rémusat de présenter les mesures nécessitées par la modification ministérielle du 9 janvier 1851.

C//971

Ancienne cote C 322

§ 7. Poursuites contre des représentants du peuple.

12. contre le citoyen Suchet, du Var ;

13. contre les représentants Deville, Maigne, Daniel-Lamazière, Pilhes, Fargin-Fayolle, Boch et

Vauthier ;

14. contre Abraham-Auguste Rolland, de Saône-et-Loire ;

15. contre Ledru-Rollin, Victor Considérant, Boichot et Rattier ;

16. contre E. Menand, Heitzmann, G. Rougeot, Rolland (de Saône-et-Loire), Pflieger, Landolphe, Avril et Jannot ;

17. contre Félix Pyat ;

18. contre Pierre Malardier ;

19. contre Marc Dufraisse ;

20. contre Ronjat, Baune, Beyer, Kopp, Hauffer, Anstett, Lourion ;

21. contre Martin-Bernard, Ferdinand Gambon, James Demontry, Brives ;

22. contre Pflieger ;

23. contre Ferdinand Gambon ;

24. contre Commissaire, Cantagrel et Koenig ;

25. contre Sommier et Richardet ;

26. contre Pierre Bonaparte ;

27. contre Léo de Labarde ;

28. contre Marc Dufraisse ;

29. contre Michel (de Bourges) ;

30. contre Bancel ;

31. contre Auguste-Antoine-Benoît Genainville Froc et Laboulaye ;

32. contre le représentant Bissette ;

33. contre Victor Hennequin ;

34. contre Chavoix ;

35. contre Miot et Rouet ;

36. contre Émile Péan ;

37. contre Mauguin ;

38-39. contre Ney de la Moskowa ;

C//971

Ancienne cote C 322

§ 8. Poursuites contre un ancien ministre.

40. Poursuites contre M. Trélat, ancien ministre des Travaux publics, par M. Émile Thomas, ancien directeur des Ateliers nationaux (1849).

C//971

Ancienne cote C 322

§ 9. Offenses envers l'Assemblée nationale.

41. Affaire du journal *Le Pouvoir*, n° du 15 juillet 1850.

C//971

Ancienne cote C 322

§ 10. Déchéance de représentants.

1849-1850

42. Déchéance des représentants condamnés par la Haute-Cour de justice de Versailles : Commissaire (Sébastien) ; - Suchet (Fulcran) ; - Maigne (Julien-Louis) ; - Fargin-Fayolle (Sébastien) ; - Pilhès (Victor) ; - Daniel-Lamazière (Jean-Baptiste-Guillaume) ; - Boch (Charles) ; - Vauthier (Louis-Leger) ; - Deville (Jean-Marie-Joseph) ; - Gambon (Charles-Ferdinand) ; - Louriou (Jean-Félix-Auguste) (1849-1850).

C//971

Ancienne cote C 322

§ 11. Plainte d'un représentant.

43. Plainte de M. Cassal représentant du peuple pour bris de cachet de lettre (1850).

C//971

Ancienne cote C 322

§ 12. Conseil d'État.

44. Résultats du scrutin pour le renouvellement par moitié des membres du Conseil d'État (juin-juillet 1849) ;

45. Élection de M. Caussin de Perceval en remplacement de M. Macarel, décédé ; scrutins d'avril-mai 1851.

C//972

Ancienne cote C 323

§ 13. Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations.

46. Nomination de deux membres de la commission de Surveillance près lesdites caisses (juin 1849) ;

47. Renouvellement triennal des membres de la commission de Surveillance près lesdites caisses (novembre 1851) ;

48. Rapport fait à l'Assemblée sur la situation des deux caisses dans la séance du 10 août 1849, avec pièces jointes ;

49. Rapport fait à l'Assemblée sur la situation des deux caisses dans la séance du 31 juillet 1850, avec pièces jointes ;

50. Rapport fait à l'Assemblée sur la situation des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations dans la séance du 9 août 1850, avec pièces jointes.

C//972

Ancienne cote C 323

§ 14. Hôtel national des Invalides.

51. Nomination de deux membres du conseil d'administration choisis dans l'Assemblée (juin 1849).

52. Remplacement dans le conseil d'administration de M. Buffet, nommé ministre (mai 1851).

C//972

Ancienne cote C 323

§ 15. Caisse générale de retraites pour la vieillesse

53. Nomination de quatre membres de l'Assemblée nationale pour faire partie de la commission administrative de cette caisse (novembre 1850).

C//972

Ancienne cote C 323

§ 16. Tableau des crédits imputés successivement sur les ressources des exercices courants.

54. États des crédits votés et des crédits demandés transmis à l'Assemblée par le ministre des Finances pour servir à la formation et à la tenue à jour de ce tableau (exercices 1848, 1849, 1850, 1851).

C//973

Ancienne cote C 324

§ 17. Bureau de l'Assemblée législative.

55. Composition du bureau du 1er juin 1849 (résultats du scrutin) ;

56-64 bis. Renouvellement du bureau (scrutins) :

- 56. du 2 juillet 1849 ;
- 57. du 2 octobre 1849 ;
- 58. du 4 avril 1850 ;
- 59. du 4 avril 1850 ;
- 60. du 4 juillet 1850 ;
- 61. du 12 novembre 1850 ;
- 62. du 12 février 1851 ;
- 63. du 12 mai 1851 ;
- 64. du 31 juillet 1851 ;
- 64 bis. du 5 novembre 1851.

C//973

Ancienne cote C 324

§ 18. Nomination des questeurs de l'Assemblée.

65. Pour la 1re année de la législature (scrutin de juin 1849) ;

66. pour la seconde année de la législature (juin 1850) ;

67. pour la 3e année de la législature (juin 1851).

C//974

Ancienne cote C 325

§ 19. Options des représentants.

68. Options de représentants élus dans plusieurs départements : Odilon Barrot ; - Bixio ; - Napoléon Bonaparte ; - Pierre-Napoléon Bonaparte ; - Changarnier ; - Dufaure ; - Lamartine ; - Montalembert ; - Ney de la Moskowa ; - Passy (H.) ; - Fialin de Persigny ; - Félix Pyat ;

69. Options de fonctionnaires élus représentants du peuple.

C//974

Ancienne cote C 325

§ 20. Démissions représentants.

70. H. Wallon ; - etc.

C//974

Ancienne cote C 325

§ 21. Décès de représentants.

71. Frédéric Bastiat, mort à Rome le 24 décembre 1850 ; - le maréchal Bugeaud (juin 1849 ; - etc.)

C//974-C//976

§ 22. Congés et absences des représentants.

C//974-C//976

72. Congés accordés aux représentants.

C//974**Ancienne cote C 325**

Congés demandés par Arago (Emmanuel) ; - Arago (François) ; - le General Baraguey-d'Hillevin ; - Baroche ; - Barrot (Odilon) ; - Bastiat (Frédéric) ; - Bauchart (Quentin) ; - Berryer ; - Bonaparte (Antoine) ; - Bonaparte (Louis-Lucien) ; - Bonaparte (Napoléon) ; - Bonaparte (Pierre) ; - de Broglie ; - Cambacérès ; - le général Cavaignac ; - le général Changarnier ; - Charras ; - Chassaigne-Gayon ; - Sault de Dalmatie ; - Drouyn de Lhuys ; - de Falloux ; - le Général Fabvier ; - Léon Faucher ; - Jules Favre ; - Fortoul ; - etc.

C//975**Ancienne cote C 326**

Congés demandés par : le général de Grouchy ; - le général d'Hautpoul ; - Victor Hugo ; - de Kératry ; - Lamartine ; - Lamennais ; - Général de La Moricière ; - Général Le Flô ; - Molé ; - de Montalembert ; - Ney de la Moskowa ; - Lucien Murat ; - Martin-Nadaud ; - Nettemont (Albert) ; - Hippolyte Passy ; - Agricool Perdiguier ; - Casimir Périer ; - Fialin de Persigny ; - Edgard ; etc.

C//976**Ancienne cote C 327**

Congés demandés par MM. : Raspail (Benjamin) ; - de Rémusat ; - Suchet d'Albuféra ; - Eugène Sue ; - Thiers ; - de Tocqueville ; - etc.

C//976**Ancienne cote C 327**

73. Excuses d'absence de MM. Arago (François) ; - Bonaparte (Antoine) ; - Bonaparte (Louis-Lucien) ; - Bonaparte (Napoléon) ; - Lamartine ; - de Morny ; - Murat (Lucien) ; - Nettemont (Alfred) ; - Cassy (Hippolyte) ; - Quinet (Edgar) ; - etc.

C//976**Ancienne cote C 327**

§ 23. Distribution des récompenses accordées à l'occasion de l'exposition de l'industrie de 1849.
74. Invitation d'une députation de la Chambre à cette cérémonie (9 novembre 1849).

C//977-C//1003

Projets et propositions de lois

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

C//977**Ancienne cote C 328**

De « Abd-el-Kader » à « administration »

75. Abd-el-Kader.

Proposition du 1er juillet 1850 de M. le Général Fabvier relative à la translation à Alexandrie ou à Saint-Jean-d'Acres d'Abd-el-Kader.

76. Accusation (mise en) du président de la République et des ministres Odilon-Barrot, Buffet, Passy, Drouyn de Lhuys, de Falloux.

Proposition de MM. Landolphe, Bertholon, Ledru-Rollin (juin 1849).

Conservée par la division des Archives de l'Assemblée nationale.

77 à 86. Administration communale, cantonale et départementale.

77 à 83. Première section - Dispositions particulières ou transitoires.

77. Modification du décret du 3 juillet 1848 relatif au renouvellement des conseils municipaux et des conseils d'arrondissement et de département.

Propositions de M. Dabeaux.

78. Incompatibilité entre les fonctions de juge de paix et celles de conseiller général pour le même canton.

Proposition de M. Camille Chouvy, du 6 juin 1850.

79. Mode de nomination des conseillers généraux, conseiller municipaux, maires et adjoints du département de la Seine.

Proposition de M. Pascal Duprat.

80. Attribution au pouvoir exécutif jusqu'à la promulgation de la loi organique municipale de la nomination des maires et adjoints.

Procès-verbaux des séances de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur la nomination des maires, du 6 mars au 25 avril 1850 (un cahier).

Pièces à l'appui :

- documents officiels, projets de loi, analyses des causes de suspensions de maires et d'adjoints en 1849 et au début de 1850 ;
- analyse des rapports des préfets sur les résultats de l'application du décret du 3 juillet 1848 ;
- analyses des réponses des préfets aux 33 questions d'organisation municipale posées dans la circulaire du ministre de l'Intérieur du 18 août 1849 ;
- analyse des réponses des conseils généraux aux 33 questions d'organisation municipale posées dans la circulaire du 18 août 1849 ;
- lettres diverses classées dans l'ordre alphabétique des correspondants ; *Rapports de la commission instituée par un décret du 30 mars 1850 pour examiner les questions relatives à la situation financière des communes et des départements* ;
- tableaux par département et par arrondissement des nombres d'électeurs classés d'après les catégories énumérées dans la loi du 31 mai 1850 ;
- tableaux divers ;
- analyses du nombre et de la marche des affaires communales et départementales dans les bureaux du ministère de l'Intérieur ;
- résumé des décisions du Conseil d'État sur des propositions de révocation de maires et d'adjoints ou de dissolution de conseils municipaux en 1849 et 1850 ;

- notes d'un membre de la commission.

81. Élection des conseillers municipaux.

Proposition de M. Savatier-Laroche, du 8 mars 1851.

82. Ajournement des élections pour le renouvellement partiel des conseils généraux, d'arrondissement et municipaux jusqu'à la promulgation des lois organiques les concernant.

Projet de loi présenté par le ministre de l'Intérieur, du 6 mai 1851.

83. Nouvel ajournement des élections municipales et départementales.

Projet de loi du 20 novembre 1851.

84 à 86. Deuxième section - Dispositions organiques.

84. Organisation de l'administration communale, cantonale et départementale.

Procès-verbaux de la commission chargée d'examiner les projets de loi sur l'administration intérieure : communes, cantons, départements, conseils de préfecture, du 20 février au 24 novembre 1851 (un registre).

Pièces annexes :

- *Rapport général sur le projet de loi relatif à l'administration intérieure adopté par le Conseil d'Etat.*
- Projets de loi (impr.).
- *Rapport sur le projet de loi relatif à l'administration intérieure.*
- *Rapport sur le livre second de la loi sur l'administration intérieure. Des cantons.*
- *Rapport sur le livre troisième de la loi sur l'administration intérieure. Du département.*
- *Rapport sur le livre quatrième de la loi sur l'administration intérieure. Des conseils de préfecture.*

85. Modification des règles de la procédure en matière contentieuse devant les conseils de préfecture.

Proposition de M. Dabeaux, du 30 juillet 1850.

86. Organisation cantonale.

Proposition de MM. Benoît et Charrassin, du 20 juin 1850.

C//978

Ancienne cote C 329

De « agriculture » à « Algérie »

87 à 95. Agriculture.

87. Organisation des chambres consultatives, du conseil général et du conseil supérieur d'agriculture.

Proposition de M. de Ladoucette, du 10 décembre 1849.

88. Enseignement agricole.

Proposition de MM. Fouquier d'Hérouel, Darblay, etc., sans date.

89. Création d'une commission parlementaire chargée de suivre les opérations de l'Institut agronomique de Versailles.

Proposition de M. Lavergne, du 7 avril 1851.

90. Sinistres agricoles.

Proposition de M. Loiset, du 31 décembre 1849.

91. Assurances agricoles.

Proposition de M. Juret, du 27 novembre 1850.

92. Épizooties.

Proposition de M. Richard du Cantal.

93. Épizooties.

Proposition de M. Richard (du Cantal), du 13 mai 1850 : imprimé.

94. Maladies contagieuses du bétail.

Proposition de M. Rochut, du 8 août 1850.

95. Destruction des insectes nuisibles à l'agriculture.

Proposition de M. Richard (du Cantal), du 14 janvier 1850.

96 à 106. Algérie.

96. Suspension en Algérie jusqu'au 1er juillet 1850 du droit de poursuivre par expropriation forcée.

Proposition de M. de Rancé, du 17 octobre 1849.

97. Commission spéciale chargée de préparer les lois particulières promises à l'Algérie.

Procès-verbaux des séances de la commission, du 18 janvier 1850 au 7 août 1851 (un registre).

Liasse de 40 pièces jointes aux procès-verbaux :

- Note du ministre de la Guerre sur l'occupation d'Afrique, mars 1833 ;
- Rapport du roi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, juin 1834 ;
- Projet d'ordonnance sur l'administration civile et municipale des possessions françaises dans la nord de l'Afrique, s.d.
- Publications officielles :
- *Commission de colonisation de l'Algérie. Travaux de la première sous-commission. Propriété.* Paris, 1843.
- *Commission de colonisation de l'Algérie. Rapport fait au nom de la première sous-commission, par M. Macarel, sur le Domaine en Algérie, le 26 avril 1843.* Paris,

1843.

- *Commission de colonisation de l'Algérie. Rapport fait au nom de la première sous-commission, par M. Macarel, sur le Domaine en Algérie, le 21 juin 184.* Paris, 1843.
- Commission de colonisation de l'Algérie. Rapport fait à la première sous-commission, par M. Macarel, le 27 février 1843. Constitution et état de la propriété dans l'Algérie à l'époque de la conquête par les Français. Paris, s.d.
- *Commission de colonisation de l'Algérie. Rapport fait au nom de la seconde sous-commission par M. Gustave de Beaumont, le 20 juin 1842. Organisation civile, administrative, municipale et judiciaire.* Paris, 1843.
- *Affaires de l'Algérie. Rapport fait au Ministre par M. le Maréchal duc de Dalmatie en date du 7 octobre 1842, sur quelques travaux de sous-commissions de la commission de colonisation présidée par M. le duc Decazes. 7 février 1843. M. Auguste Martineau Deschenez Auditeur au Conseil d'État, rapporteur.* Paris, s.d.
- Projets d'ordonnance royale émanant de la commission de la colonisation sur la propriété en Algérie (impr.) ; *Rapport au ministre sur un projet d'ordonnance royale concernant la propriété en Algérie.* Paris, 1844.
- *Ministère de la Guerre. Commission de législation de l'Algérie. Séance du 19 décembre 1848.* Projets de loi émanant de la commission de révision de la législation en Algérie, s.d.
- *Commission de législation de l'Algérie. Rapport fait au nom de la cinquième sous-commission, par M. Testu, sur le travail de codification relatif aux concessions de terres et à la création des centres de population, le 19 mars 1849. Rapport fait au nom de la cinquième sous-commission, par M. Testu, sur les modifications à apporter à la législation relative aux concessions de terre et à la création des centres de population, le 19 mars 1849. Projet d'arrêté nouveau sur les concessions de terres et la création des centres de population pour la colonisation de l'Algérie, le 19 mars 1849.*
- *Projet d'arrêté sur les concessions de terres et sur la création des centres de populations, s.d.*
- Envoi par le ministre de la Guerre de tableaux des distances entre les différentes places de l'Algérie, d'un état comparatif de la population européenne de l'Algérie en 1848 et 1849.
- Liasse de lettres et pétitions diverses, 1850-1851.

98. Question posée au Gouvernement avant la rédaction des lois promises à l'Algérie, par M. Derriey, le 19 décembre 1849.

99. Régime commercial de l'Algérie avec la France et l'étranger.

Projet de loi présenté par le Général d'Hautpoul, ministre de la Guerre, du 1er mai 1850, avec pièces à l'appui.

100. Organisation du Gouvernement et de l'administration de l'Algérie.

Projet de loi proposé par M. Passy au nom de la commission de l'Algérie (mars 1851).

101. Constitution de la propriété immobilière en Algérie.

Projet de loi présenté par le Maréchal Randon, du 24 mars 1851.

102. Affectation d'une somme de dix millions à l'institution du crédit foncier et agricole en Algérie.

Proposition de M. Émile Barrault.

103. Fondation d'un établissement de crédit foncier et agricole en Algérie.

Nouvelle proposition de M. Émile Barrault, du 20 juin 1850.

104. Fondation d'une banque d'escompte, de circulation et de dépôt sous le nom de Banque de l'Algérie.

Projet de loi présenté par M. Achille Fould, ministre des Finances, et le général Randon, ministre de la Guerre (juillet 1851).

105. Colonies agricoles de l'Algérie.

Projet de loi présenté par le Général d'Hautpoul, ministre de la guerre (décembre 1849).

106. Situation des colons d'Afrique.

Proposition relative à la création d'une commission parlementaire chargée d'examiner la situation des colons d'Afrique.

C//979

Ancienne cote C 330

De « alluvions » à « Assemblée nationale législative »

107. Alluvions.

Propositions de M. de la Grange, du 13 juillet 1850.

108 à 110. Amnistie pour crimes et délits politiques commis depuis la Révolution de février.

Propositions de MM. Pascal Duprat, Charras, Crémieux, etc. (juin 1849).

111. Amnistie pour délits forestiers.

Proposition de M. de Roquette et du colonel de l'Espinasse, du 20 juillet 1849.

112. Angers.

Proposition tendant à la distribution de secours aux soldats blessés dans la catastrophe d'Angers, sans date.

113. Animaux domestiques.

Proposition du Général de Grammont demandant la répression des mauvais traitements infligés aux animaux domestiques, du 19 novembre 1849.

114. Anniversaires des 24 février et 4 mai 1848.

Proposition du 3 février 1851 de M. de Ségur d'Aguesseau sur la célébration des anniversaires des 24 février et 4 mai 1848.

115. Appareils et bâtiments à vapeur.

Projet de loi présenté le 19 octobre 1849 par M. Lacrosse, ministre des Travaux publics sur les dispositions de police et de sûreté relatives aux appareils et bâtiments à vapeur.

116. Apprentissage.

Projet de loi du 4 février 1850 présenté par M. Dumas, ministre de l'Agriculture et du Commerce sur le contrat d'apprentissage.

117. Approvisionnement en céréales.

Proposition du 11 août 1849 de nommer une commission chargée de préparer un projet de loi relatif aux approvisionnements en céréales.

118. Argenture et dorure électrochimique.

Proposition non datée de M. Peupin sur le rachat par l'État du procédé d'argenture et dorure électrochimique (contient des lettres de Charles Christofle).

119 à 143. Armée de terre.

119 à 127. Première section - Recrutement et réserve.

119 à 121. Appels de 80 000 hommes sur les classes 1849, 1850, 1851.

Projets de loi présentés par les généraux d'Hautpoul, Schramne ; Saint-Armand, ministres de la guerre.

122. Renvoi dans leurs foyers des militaires reconnus peu valides.

Proposition du général Lebreton, du 31 juillet 1850.

123. Nomination d'une commission chargée de préparer les lois organiques sur le recrutement de l'armée.

Proposition du général Bédeau et autres, sans date.

124 à 125. Modification de la législation sur le recrutement de l'armée.

Propositions non datées du colonel Lemercier, et de Félix.

126. Organisation du recrutement de l'armée.

Projet de loi présenté par le Général d'Hautpoul, ministre de la Guerre, le 3 juin 1850, avec pièces à l'appui.

127. Organisation militaire.

Proposition de M. Bernardi, sans date.

128 et 129. Deuxième section - Avancement dans l'armée.

Propositions diverses des généraux d'Hautpoul, d'Ornano, Rapatel, de MM. Schoelcher, Charras, etc. (août 1850).

130 à 132. Troisième section - Cadres de l'armée.

Fixation des cadres de l'armée active (juin 1849-février 1851).

133 à 135. Quatrième section - États majors.

133. Réintégration dans les cadres d'activité des officiers généraux et supérieurs mis d'office à la retraite par décrets du Gouvernement provisoire d'avril et de mai 1848. Projet de loi présenté par le Général Rullière, ministre de la guerre, du 6 août 1849, avec pièces jointes.

134. Emploi en temps de guerre des officiers placés dans la position de retraite. Projet de loi du 6 août 1849.

135. Fixation du cadre de l'état-major des places. Projet de loi, du 10 avril 1851.

136 à 139. Cinquième section - Solde. Propositions et projets de loi (janvier 1850).

140 à 143. Sixième section - Dispositions diverses.

140 à 141. Formation d'un Conseil supérieur consultatif et permanent de la guerre. Propositions des généraux Achard de Grammont, Tartas, etc., du 24 octobre 1849, et du général Fabvier, sur le même objet, du 10 décembre 1850

142. Abrogation de l'article 2 de la loi du 31 août 1830 concernant les officiers qui ont refusé de prêter serment. Proposition de M. de la Rochejacquelein, du 11 janvier 1850.

143. Emploi de l'armée aux travaux publics. Proposition présentée par M. Francisque Bouvet, du 24 novembre 1851.

144 à 166. Assemblée nationale législative.

144. Première section - Permanence. Déclaration de permanence de l'Assemblée pour accélérer les travaux : proposition non datée du Général Vast-Vimeux.

145 à 150. Deuxième section - Prorogation des séances. Prorogation et suspension des séances de l'Assemblée en 1849, 1850, 1851 : diverses propositions faites à ce sujet.

151 et 152. Troisième section - Compte-rendu des débats.

151. Recherche des moyens d'assurer l'impartialité du compte-rendu par les journaux des séances législatives.

- Proposition à ce sujet de M. Émile de Girardin, du 17 juillet 1850 ;
- résumé des observations soumises à la commission du compte-rendu par le chef du service sténographique de l'Assemblée nationale, le 4 décembre 1850.

152. Publication d'un bulletin des séances de l'Assemblée extrait du Moniteur.
Proposition de M. Dain (Charles), du 21 juin 1851.

153 à 156. Quatrième section - Mode de votation.

153. Papiers de la commission spéciale chargée de l'examen des divers systèmes de votation ; lettres et mémoires à elle adressées par MM. E. Lanet de Limencey ; - Fichet, mécanicien à Paris, 77 rue de Richelieu ; etc. (99 pièces à l'appui).

154. Vérification des votes de l'Assemblée.
Proposition du 3 janvier 1850 du général de Grammont.

155. Mode de votation.
Proposition du 4 janvier 1849.

156. Mode de recensement des votes.
Proposition non datée.

157 à 161. Cinquième section - Sûreté de l'Assemblée.

157. Interdiction de séjour dans le département où siège l'Assemblée des individus sans moyens d'existence.
Proposition de M. Le Verrier, du 10 juillet 1850.

158. Commissariat spécial de police de l'Assemblée.
Proposition de création par le Général Le Flô, MM. Baze et de Panat, sans date.

159. Étendue des attributions légales du pouvoir législatif en ce qui concerne le droit de réquisition dans les cas extraordinaires et d'urgence.
Proposition de M. d'Adelsward, du 30 janvier 1851.

160. Exercice du droit de réquisition de la force armée conféré à l'Assemblée par l'article 32 de la Constitution.
Proposition du Gal Le Flô et autres, sans date.

161. Renonciation de l'Assemblée à toute force armée pour sa garde.
Proposition du Général Fabvier, du 7 novembre 1851.

162 à 164. Sixième section - Salle des séances.
Installation, police, etc. : propositions diverses.

165 et 166. Septième section - Dispositions diverses.

165. Distributions de soupes aux nécessiteux aux frais de l'Assemblée.
Proposition de Louis-Lucien Bonaparte, Général d'Hautpoul, etc., sans date.

166. Abstention de l'Assemblée aux cérémonies publiques.

Proposition de M. Desmousseaux de Givré, du 5 novembre 1849.

C//980

Ancienne cote C 331

De « assistance judiciaire » à « brevets d'invention »

167 à 168. Assistance judiciaire.

Projet de loi présenté par M. Rouher, ministre de la justice, avec pièces jointes (juin 1850).

169 à 170. Commission d'assistance et de prévoyance.

Procès-verbaux des séances de la commission, du 13 juillet 1849 au 6 février 1850 (un registre).

Liasse de 42 pièces à l'appui du projet de lois soumis à la commission : brochures, mémoires, notes et avis, correspondance :

- *Placement des vieillards et des infirmes à la campagne, dans le canton de Genève ; par M. Martin-Doisy.* Paris, 1850.
- *De l'intervention de la société pour prévenir et soulager la misère, par Armand de Melun.* Paris, 1849.
- Projets divers sur l'assistance publique, avis et notes, s.d. ; observations sur le projet de loi sur la mendicité, par J. Bentzien, négociant à Bordeaux, 1847.
- *Rapport fait au conseil d'administration de la Caisse de prêts instituée en faveur des chefs d'atelier de la fabrique d'étoffes de soie, par la commission exécutive (rapports de 1843 et 1847).*
- *Du socialisme et des associations entre ouvriers. par Auguste Nougarede de Fayet.* Paris, 1849.
- Projets et mémoires sur l'Assistance publique, le chômage, l'amélioration du sort des classes ouvrières, les travaux publics, par : Bringeon, Demay, Goyenèche, Guillois, Lamotte, Mancel, docteur Marchant, Mauduit, architecte, Palmié, Saint-Venant (de), 1848-1849.
- Brochures : *De la charité et des moyens qui paraissent les plus propres à lui imprimés une bonne direction, par le docteur Frary.* Compiègne, 1848. *Pétition à l'Assemblée nationale indiquant les moyens d'organiser et d'indiquer le travail. par L.-A. Giraud.* Périgueux, 1848.
- *Essai sur l'Assistance publique. par M. Pernolet.* Quimper, 1849.
- *Du paupérisme dans les campagnes et des réformes que nécessite l'extinction de la mendicité, par le Docteur Ph. Ledru.* Arras, 1846 .
- *Réorganisation du travail et du commerce ou l'atelier de prévoyance en activité.* Paris, 1849.
- *Conseil aux électeurs. Projet d'organisation qui résout complètement la grande question sociale. par Signoret.* Paris, 1849.
- *Société d'Agriculture de Vannes. Rapport sur les avis concernant la colonisation des landes de Bretagne.* 1849.
- *Projet de société d'économie charitable sur l'organisation de l'assistance publique, s.d.*
- *Devoirs, droits, assistance par le christianisme, la liberté, l'éducation... par de Bausset-Roquefort.* Paris, 1849.

171. Associations industrielles et agricoles.

Proposition relative au traitement de faveur à accorder aux associations industrielles et agricoles, sans date.

172-173. Assurances contre l'incendie.

172. Proposition du 28 avril 1851 de M. Huguenin tendant à attribuer à l'État le monopole des assurances contre l'incendie.

173. Proposition de M. Fouquier d'Hérouel sur le règlement des conditions des polices d'assurances contre l'incendie, sans date.

174. Bains et lavoirs publics.

Projet de loi du 31 mai 1850 sur la création de bains et lavoirs publics

175 à 179. Abrogation des lois d'exil des Bourbons et des d'Orléans.

Propositions diverses, dont deux signées Napoléon Bonaparte, des 1er et 6 octobre 1849.

180 à 182. Banque de France.

180. Projet de loi prorogant le traité passé le 30 juin 1848 entre l'État et la Banque de France, avec le texte du nouveau traité (novembre 1849).

181. Projet de loi sur l'élévation du maximum d'émission des billets de la Banque de France (novembre 1849).

182. Projet de loi non daté portant cessation du cours forcé des billets de la Banque de France.

sans date

183 à 184. Banques cantonales et départementales.

Propositions de M. Mauguin sur la création de banques cantonales et départementales (novembre 1849).

185. Bâtiments nouvellement construits.

Proposition d'exonérer d'impôts pendant 20 ans les bâtiments nouvellement construits (1851).

186 à 187. Baux à ferme.

Propositions sur les baux à ferme et les conditions du coloriage partiaire, 22 novembre 1850.

188 à 193. Biens communaux.

Diverses propositions sur la mise en culture, le partage et l'amodiation, la mise en valeur, etc. des biens communaux (juillet 1849-janvier 1851).

194 et 195. Blessés de juin 1848.

Propositions de secours non datées.

196 à 202. Boissons.

- Propositions et projets de loi sur les boissons ;
- retrait du projet de loi et ouverture d'une enquête parlementaire sur la question.

203 à 205. Boucherie.

Propositions sur le commerce de la boucherie, sans date.

206. Bourse des travailleurs.

Proposition du 3 février 1851 de M. Ducoux sur la construction à Paris d'une bourse des travailleurs.

207 et 208. Brevets d'invention.

Propositions de M. Peupin sur la législation des brevets d'invention, sans date.

C//981-C//983

« Budget de 1850 »

1849-1850

C//981

Ancienne cote C 332

209 à 220. Projet de loi, procès-verbaux de la commission et pièces jointes.

Projet de loi du 3 août 1849 portant fixation du budget de 1850 ;

Procès-verbaux, de la commission du Budget pour l'exercice 1850 (18 juillet 1849-21 novembre 1850, un registre) ;

Pièces jointes :

- Justice : services ordinaires ;
- Affaires étrangères : services ordinaires ;
- Instruction publique : services ordinaires ; - Institut de France ; - Collège de France ; - Muséum d'histoire naturelle ; - Bibliothèque nationale ; - École des Chartes ; - École des langues orientales ; - instruction publique en Algérie, etc.

C//982

Ancienne cote C 333

209 à 220. Pièces jointes (suites 1/2).

- Cultes : services ordinaires ; - Chapitre de Saint-Denis ; - Restauration de Notre-Dame de Paris, etc.
- Intérieur : services ordinaires ; - Archives nationales ; - Musées ; - décorations d'édifices publics ; - commandes d'œuvres d'art ; - acquisitions pour le musée du Louvre d'une portion des œuvres de Chorwaldsen ; - conservation de monuments historiques ; - souscriptions aux Beaux-Arts ; - secours aux artistes, auteurs dramatiques ; acteurs ; - subventions aux théâtres nationaux ; - secours aux condamnés politiques de 1814 à 1848 ; etc.
- Agriculture et commerce : services ordinaires ; - écoles vétérinaires ; - haras ; - manufactures de Sèvres, des Gobelins et de Beauvais ; - écoles des Arts et Métiers ; - établissements thermaux ; - secours aux colons de Saint-Domingue ; etc.

- Travaux publics : services ordinaires ; - palais nationaux ; - nouvelles routes de la Corse ;
- établissement de grandes lignes de chemins de fer, etc.

C//983

Ancienne cote C 334

209 à 220. Pièces jointes (suite 2/2).

- Guerre : services ordinaires ; - colonisation en Algérie ; etc.
- Marine et colonies : services ordinaires ;
- Finances : services ordinaires ; - avances aux comptoirs nationaux d'escompte ; etc.
- Services spéciaux : Légion d'honneur ; - Imprimerie nationale ;
- Budget des recettes ;
- Rapports, mémoires, pétitions sur les finances et divers sujets adressés à la commission du Budget.

C//984-C//985

« Budget de 1951 »

1850-1851

C//984

Ancienne cote C 335

221 à 224. Projet de loi, procès-verbaux de la commission et pièces jointes.

Projet de loi du 3 avril 1850 portant fixation des dépenses de l'exercice 1851 ;

Procès-verbaux des séances de la commission du Budget (29 avril 1850 - 20 juillet 1850) ;

Pièces jointes :

- Justice : services ordinaires ;
- Affaires étrangères : services ordinaires ;
- Instruction publique : services ordinaires ;
- Cultes : services ordinaires ; - restauration de la cathédrale de Sens ; - etc.
- Intérieur : services ordinaires ; - travaux de construction au palais de la Cour d'appel de Pau ; - etc.
- Agriculture et commerce : services ordinaires ; - enseignement professionnel de l'agriculture à l'Institut agronomique de Versailles ; - manufactures de Sèvres, Gobelins et Beauvais ; - conservatoire et écoles des arts et métiers ; etc.
- Travaux publics : services ordinaires ; - exploitation de grandes lignes de chemins de fer ;
- entretien des palais nationaux ; etc.
- Guerre : services ordinaires ; - gouvernement et administration générale de l'Algérie ;
- Marine et colonies : services ordinaires ; - École navale en rade de Brest, etc.

C//985

Ancienne cote C 336

221 à 224. Pièces jointes (suite).

- Finances : services ordinaires ;
- Services spéciaux : Légion d'honneur et Imprimerie nationale ;
- Budget des recettes : assujettissement des manufactures et usines à l'impôt des portes et fenêtres ; - impôt sur le plomb de chasse ; - aliénation de bois de l'État ; etc.

C//985-C//986

« Budget de 1852 »

C//985

Ancienne cote C 336

225 à 227. Projet de loi, procès-verbaux de la commission et pièces jointes.

Projet de loi portant fixation des dépenses de l'exercice 1852, du 7 février 1851 ;

Procès-verbaux de la commission du Budget, du 7 mars au 19 novembre 1851 ;

Pièces jointes :

- Affaires étrangères : services ordinaires ;
- Instruction publique : services ordinaires ; - voyages et missions scientifiques ; - encouragement aux gens de lettres ; etc.
- Intérieur : services ordinaires ; - décorations d'édifices publics ; - subventions aux théâtres ; - secours aux étrangers réfugiés en France ; etc.
- Agriculture et commerce : services ordinaires ; - enseignement professionnel de l'agriculture ; institut agronomique ; - encouragement à agriculture ; etc.
- Travaux publics : services ordinaires ; - chemins de fer ; - navigation intérieure ; etc.

C//986

Ancienne cote C 337

225 à 227. Pièces jointes (suite).

- Guerre : services ordinaires ; - et services de l'Algérie ;
- Marine et colonies : services ordinaires ;
- Services spéciaux : Légion d'honneur ;
- Budget des recettes.

C//986

Ancienne cote C 337

De « bureaux de renseignements » à « chasse »

228 à 230. Bureaux de renseignements.

Propositions non datées de M. Félix de Saint-Priest de créer des bureaux de renseignements pour faciliter les relations entre propriétaires, patrons et ouvriers.

231 à 232. Cafés, cabarets, etc.

Propositions diverses sur la police des cafés, cabarets, etc. (mars 1851).

233. Caisse d'amortissement.

Projet de loi du 3 août 1849 présenté par M. H. Passy, ministre des Finances, sur l'annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement.

234 à 235. Commission spéciale relative aux caisses d'épargne.

Séances des 2, 9, 16, 23 juillet 1849 et du 6 décembre 1849 (5 cahiers) ;

Note du 15 septembre 1849 relative aux caisses d'épargne départementales ;

Procès-verbaux des séances de la commission des Caisses d'épargne, du 2 au 22 janvier 1850 (1 cahier).

236 à 239. Commission chargée d'examiner le projet de loi sur les caisses de retraites pour la vieillesse et les sociétés de secours mutuels.

- Procès-verbaux des séances de la commission, du 18 juin 1849 au 19 juillet 1849 (un cahier) ;
- pièces à l'appui : rapports, projets, brochures, journaux.

240 à 242. Canaux.

Projet de loi de rachat des actions de la Compagnie des Quatre grands canaux, du Canal du Rhône au Rhin, Canal des Pyrénées (novembre 1850).

243. Cantons.

Projet de loi sur la division en deux cantons du canton d'Autun (février 1851).

244. Chambres industrielles.

Proposition relative à la création de chambres industrielles, 9 juin 1849.

245 à 248. Chasse.

Diverses propositions sur la police de la chasse (août 1849-mars 1851).

C//987

Ancienne cote C 338

« Chemins de fer »

1849-1851

§ I. Chemins de fer Paris-Lyon, etc.

249. Concession directe du Chemin de fer de Paris à Lyon et Avignon.

- Projet de loi présenté par M. Lacrosse, ministre des Travaux publics, le 8 août 1849, avec pièces jointes, rapports, mémoires, etc. ;
- décret du 11 avril 1851 portant retrait du projet de loi.

250. Nomination d'une commission chargée d'étudier l'immédiate exécution du Chemin de fer de Paris à Avignon.

Proposition non datée.

251. Construction du Chemin de fer de Chalon-sur-Saône à Avignon et des deux embranchements d'Auxerre et d'Aix ; exploitation du Chemin de fer de Paris à Avignon ; construction de chemins de fer de Moulins à Roanne et à Clermont-Ferrand.

Proposition, rapports, procès-verbaux de la commission chargée de l'examen, etc. (janvier-juin 1851).

252. Concession directe du Chemin de fer de Paris à Lyon.

Projet de loi présenté par M. Magne, ministre des Travaux publics, avec pièces à l'appui (avril 1851).

253. Concession directe du chemin de fer de Lyon à Avignon.

Projet présenté, le 3 mai 1851, par M. Magne, ministre des Travaux publics, avec pièces jointes, rapports, mémoires, etc.

254. Garantie à la Compagnie du chemin de fer de Marseille à Avignon d'un minimum d'intérêt de 7%.

Projet de loi présenté par M. Lacrosse, ministre des Travaux publics, le 27 juillet 1849, avec pièces jointes.

255. Étude d'une ligne de Chemin de fer qui relierait le chemin de fer de Paris à Lyon avec la Suisse par Genève.

Proposition non datée de M. Francisque Bouvet.

§ II. Chemin de fer de l'Ouest.

256. Achèvement de la section du Chemin de fer de l'Ouest, comprise entre Chartres et la Loupe.

Proposition non datée.

257. Achèvement et concession du Chemin de fer de l'ouest.

Projet de loi présenté, le 7 décembre 1850, par M. Bineau, ministre des Travaux publics, avec pièces jointes, rapport, etc.

§ III. - Chemins de fer de Tours à Nantes et d'Orléans à Bordeaux.

258. Modifications des clauses de la concession des Chemins de fer de Tours à Nantes et d'Orléans à Bordeaux : projet de loi présenté le 1er juillet 1850, par M. Bineau, ministre des Travaux publics.

§ IV. - Chemin de fer de Nantes à Marseille.

259. Complément de la ligne de Nantes à Marseille par la construction d'un chemin de fer destiné à relier le chemin de Saint-Étienne à Roanne avec les chemins de fer du Centre et de la Basse-Loire : proposition faite le 21 février 1851.

§ V. Chemin de fer de Bordeaux à la Teste.

260. Affectation de fonds au service de l'exploitation du Chemin de fer de Bordeaux à la Teste : projet de loi présenté par M. Bineau, ministre des Travaux publics, 25 avril 1850.

§ VI. - Chemin de fer de Bordeaux à Toulouse et à Sète.

Déficit constaté avant le transfert du fonds aux Archives nationales.

§ VII. - Chemin de fer de Paris à Sceaux.

261. Affectation de fonds au service du chemin de fer de Paris à Sceaux : projet de loi présenté par M. Bineau, ministre des Travaux publics, 13 février 1850.

§ VIII. - Dispositions diverses.

262. Établissement de passerelles pour les pistons sur les ponts et viaducs de chemin de fer.

Proposition du 1er octobre 1849.

263 et 264. Commissaires de surveillance administrative des chemins de fer.
Proposition et projet de loi relatifs au service des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer, 25 octobre 1849.

265. Construction et exploitation des chemins de fer par l'État.
Proposition non datée de M. Aubry du Nord.

C//988

Ancienne cote C 339

De « chemins vicinaux » à « comptes »

266. Chemins vicinaux.
Proposition non datée de M. Mornay, de l'Oise, sur les chemins vicinaux.

267. Chevaux.
Proposition de M. Richard, du Cantal, sur la suppression des courses de chevaux, 18 mars 1850.

268 et 269. Chiens.
Propositions diverses d'application d'une taxe sur les chiens, avec pièces jointes (octobre 1849).

270. Circonstances atténuantes.
Proposition non datée de M. Crémieux relative aux circonstances atténuantes.

271 à 273. Clubs.
• Propositions et projet de loi sur la prorogation de la loi du 19 juin 1849 sur les clubs ;
• procès-verbaux intéressants de réunions électorales du 10e arrondissement, au salon de Mars 85 Rue du Bac.

274. Coalition.
Proposition relative au délit de coalition, 25 juin 1849.

275. Code des vaisseaux.
Proposition d'abolir l'article 26 du titre 2 du Code des vaisseaux relatif aux châtiments corporels des matelots, 16 juillet 1849.

276 à 287. Code forestier.
Propositions et projet de loi relatifs à la réforme du Code forestier (juin 1849-août 1850).

288. Code pénal militaire.
Proposition de Code pénal militaire, par Charras, etc., le 31 juillet 1851.

289 à 296. Colonies.

§ I. Régime administratif, législatif et financier.

289. Promulgation du Code de Commerce à la Martinique.

Proposition non datée de M. Schoelcher.

290. Application aux colonies de la loi organique de l'enseignement.

Proposition de M. Schoelcher.

291. Mariages antérieurs à l'abolition de l'esclavage.

Proposition.

292. Promulgation dans les colonies de la loi du 10 juillet 1850.

293. Organisation du régime législatif, administratif, et financier des colonies.

Projet de loi présenté par M. Prosper de Chasseloup-Laubat, ministre de la Marine et des Colonies, le 30 juin 1851.

§ II. Régime commercial des colonies.

294 à 296. Banques coloniales ; - Régime commercial de l'île de la Réunion.

Projets de loi , avec pièces jointes (mars 1850-janvier 1851).

297 à 303. Comptabilité intérieure de l'Assemblée nationale.

Propositions et résolutions diverses relatives à la comptabilité intérieure de l'Assemblée nationale (1849-1851).

304 à 306. Comptes des budgets de 1847, 1848, 1849.

Juin 1849-1851

Projet de loi portant règlement définitif des comptes des budgets de 1847, 1848 et 1849.

C//989

Ancienne cote C 340

De « comptes (suite) » à « crédit foncier »

307 à 321. Comptes des dépenses de Sûreté générale effectués par MM. : Lacrosse, ministre des Travaux publics, - Dufaure, ministre de l'Intérieur ; - Drouyn de Lhuys, ministre des Affaires étrangères ; - de Tocqueville, id. ; - le Général Rullière, ministre de la Guerre ; - F. Barret, ministre de l'Intérieur ; - Baroche, id. ; - le Général de la Hitte, ministre des Affaires étrangères ; - Vaisse, ministre de l'Intérieur ; Bremer, ministre des Affaires étrangères ; - Léon Faucher, ministre de l'Intérieur ;

322. Comptes rendus des travaux des mines, des ponts et-chaussées, des bâtiments civils.

Projet de loi, 29 novembre 1849.

323. Comptoir national d'escompte du département de la Sarthe.

Projet de loi (1851).

324. Conflits (Tribunal des).
Projet de loi, 3 décembre 1849.

325 et 326. Congés accordés aux représentants du peuple.
Propositions (juin 1849juin 1851).

327. Conseil d'État.
Proposition non datée sur le recrutement du Conseil d'État.

328 à 337. Constitution.

- Propositions sur la révision totale ou partielle de la Constitution ;
- procès-verbaux des séances de la commission chargée de l'examen des propositions et des pétitions relatives à la révision de la Constitution, du 10 juin au 18 juillet 1851 (un cahier).

338. Contrats de mariage.
Proposition sur la publicité des contrats de mariage, 16 janvier 1850.

339. Contraventions.
Propositions sur la répression des contraventions, 10 novembre 1849.

340. Contributions directes.
Proposition sur le régime des contributions directes, 4 juillet 1851.

341 et 342. Contumace.
Proposition et projet de loi sur les condamnations par contumace, 28 novembre 1849.

343 et 344. Cour des Comptes.
Propositions sur la réorganisation et le personnel (novembre 1849).

345. Cour d'assises.
Proposition relative au "résumé" du président, 3 décembre 1850.

346 à 350. Crédit foncier.
Propositions et projet de loi sur l'organisation du crédit foncier, avec pièces jointes (juin 1849-juillet 1850).

C//989-C//992

« Crédits supplémentaires, extraordinaires, ou complémentaires »

C//989

Ancienne cote C 340

Première section - Dispositions générales.

351. Commission des Crédits supplémentaires exercices 1848-1849.
Procès-verbaux des séances, du 3 juillet-29 novembre 1849 (un registre).

352 et 353. Propositions diverses.

C//989-C//992

Deuxième section - projets de loi spéciaux sur les crédits supplémentaires pour les exercices 1848 à 1851.

1849-1851

C//989

Ancienne cote C 340

§ 1. Dotations.

354 à 362. Dépenses faits pour la salle de l'Assemblée, les enquêtes ordonnées par elle, etc.

363 et 364. Frais de représentation du président de la République.

C//989

Ancienne cote C 340

§ 2. Ministère de la Justice.

1849-1850

365 à 384. Dépenses faites pour :

- l'installation du Tribunal des Conflits ;
- le service du Conseil d'État ;
- la justice criminelle ;
- traitement des membres de la Légion d'honneur ;
- la maison d'éducation de Saint-Denis ;
- l'Imprimerie nationale ; - etc.

C//989

Ancienne cote C 340

§ 3. Ministère des Affaires étrangères.

385 à 396. Dépenses faites pour : les avances faites au gouvernement de Montevideo ; - etc.

C//990

Ancienne cote C 341

§ 4. Ministère de l'Instruction publique.

397 à 409. Dépenses pour divers services généraux ; - la construction du conservatoire anatomique de la Faculté de médecine de Montpellier ; - les lycées du Mans et de Saint-Brieuc ; - les publications de l'Académie des Inscriptions ; - l'acquisition d'un terrain contenant des ossements fossiles à Sansan (Gers) ; - la grande lunette mobile de l'Observatoire de Paris ; - le bureau des Longitudes.

C//990

Ancienne cote C 341

§ 5. Cultes.

410 à 416. Dépenses faites pour :

- les suppléments de traitement des nouveaux cardinaux ;

- pour la conservation et restauration des édifices diocésaines ;
- pour la restauration de Notre-Dame de Paris ;
- pour la construction de la grande synagogue de Paris.

C//990

Ancienne cote C 341

§ 6. Intérieur.

1849-1851

417 à 463. Dépenses faites pour :

- les services ordinaires ;
- les Archives nationales ;
- l'établissement de nouvelles lignes de télégraphie électrique ;
- les indemnités aux officiers du bataillon lyonnais, licencié ;
- l'exposition de peinture et de sculpture ;
- l'acquisition de tableaux et dessins faisant partie de la collection du feu roi de Hollande et destinés au Musée du Louvre ;
- l'acquisition de tableaux de Géricault et de Gudin, destinés au Louvre ;
- le déblaiement d'un temple de Sérapis à Memphis ;
- la restauration de l'amphithéâtre d'Arles ;
- la restauration de l'église Saint-Ouen de Rouen ;
- la publication de *Rome souterraine*, de M. Perret ;
- les théâtres de Paris (proposition de MM. Quentin-Bauchart et autres) ;
- les établissements de bienfaisance ;
- les blessés des journées de juin 1848 ;
- les inondations du Furens ;
- la suspension du travail dans les prisons ;
- la célébration de l'anniversaire du 4 mai 1848 ;
- achèvement du tombeau de Napoléon Ier (procès-verbaux de la commission chargée de l'examen du projet de loi, 2 février-3 mai 1850, un registre.) ;
- procès verbaux de la commission nommée, le 1er février 1850, pour l'examen du projet de loi relatif à l'achèvement des travaux ;
- l'érection d'un monument à la mémoire de l'archevêque de Paris ;
- l'achèvement du palais de justice de Montpellier ;
- l'achèvement du palais de justice de Rouen ;
- l'achèvement des bâtiments de la cour d'appel de Lyon ;
- les procès de Bourges et de Versailles ;
- l'entretien des monuments historiques ; etc.

C//991

Ancienne cote C 342

§ 7. - Agriculture et commerce.

464 à 494. Dépenses pour :

- l'installation de l'Institut agronomique de Versailles ;
- la tenue du Conseil général de l'Agriculture, du Commerce et des Manufactures ;
- encouragements aux associations d'assurances mutuelles contre les sinistres agricoles ;
- l'acquisition et l'entretien du haras de Saint-Cloud ;

- la manufacture nationale de Sèvres ;
- l'installation de galeries du Conservatoire des arts et métiers ;
- l'exposition des produits de l'industrie en 1849 ;
- l'exposition de Londres ;
- indemnité au sieur Allard, héritier du sieur Paret, ancien titulaire des concessions d'Afrique ; - etc.

C//991

Ancienne cote C 342

§ 8. - Travaux publics.

495 à 520. Dépenses pour :

- la canalisation de la Haute-Seine ;
- les chemins de fer : Paris-Châlon ; - Chalon-Lyon ; - Strasbourg et Hommartiny ;
- l'école des mineurs de Saint-Étienne ;
- le palais de l'Élysée ;
- la translation du garde meuble des magasins de la rue Bergère à l'île des Cygnes ;
- l'affectation du Palais national à l'exposition de peinture et sculpture ;
- les réparations des bassins et réservoirs de Versailles ; - de l'aqueduc de Trappes ;
- l'achèvement de l'hôtel de la présidence de l'Assemblée législative ;
- l'appropriation de l'ancienne salle des séances de la Chambre des députés au service du séances de l'Assemblée nationale.

C//991

Ancienne cote C 342

§ 9. - Guerre.

521 à 540. Dépenses faites pour :

- la création d'un 4^e Bataillon de la Légion étrangère ;
- l'apparition du choléra ;
- les appels faits en raison des événements d'Allemagne ;
- le corps expéditionnaire de la Méditerranée ;
- l'entretien de la division d'occupation en Italie ;
- les secours aux victimes de la catastrophe d'Angers ;
- les colonies agricoles d'Algérie ;
- les fortifications de Paris ;
- la rade de Cherbourg, etc.

C//992

Ancienne cote C 343

§ 10. - Marine et colonies.

541 à 566. Dépenses faites pour :

- le corps expéditionnaire de la Méditerranée (1849) ;
- les frais d'installation des évêques désignés pour les colonies ;
- l'approvisionnement des îles Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- les secours aux habitants de la Martinique et de la Guadeloupe ;
- les ravages, de l'ouragan, des mois de janvier et de mars 1850, à la Réunion ;
- la construction d'une digue à Sainte-Marie de Madagascar ;
- les travaux du fort Boyard (Charente-Inférieure) et de la petite rade de Toulon ;

- l'arsenal de Cherbourg ; etc.

Note sur les vols, pillages, incendies exercés pendant les évènements de mai 1848 à la Martinique et de juin 1849 à la Guadeloupe.

C//992

Ancienne cote C 343

§ 11. - Finances.

567 à 604. Dépenses faites pour :

- les frais d'une évaluation nouvelle des revenus territoriaux ;
- l'amortissement de l'emprunt grec ;
- l'augmentation du personnel des douanes ;
- le service des paquebots postes de la Méditerranée ;
- la suppression du péage du pont de la Roche-de-Glun (Drôme).

C//992

Ancienne cote C 343

Troisième section - Projets de loi collectifs.

605 et 606. projets de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets du président de la République.

605. pendant la prorogation de l'Assemblée nationale, du 11 août au 11 novembre 1850, avec tableaux à l'appui.

606. pendant la prorogation de l'Assemblée, en 1851.

607. Projet de loi du 5 juin 1851 tendant à ouvrir sur les exercices 1850 et 1851 des crédits supplémentaires et extraordinaires ; à allouer des crédits supplémentaires pour les restes à payer des exercices 1847, 1848, 1849.

Affaires étrangères ; - Agriculture et commerce ; - Travaux publics ; - Guerre ; - Finances.

608. 2e projet de loi des crédits supplémentaires et extraordinaires pour 1851.

Cultes ; - Marine et colonies (juillet 1851).

609. 3e projet de loi sur les crédits supplémentaires.

Intérieur ; - Légion d'honneur (1851).

610. 4e Projet de loi sur les crédits supplémentaires pour 1851 (novembre 1851).

C//993

Ancienne cote C 344

De « cultes » à « emprunts »

611 à 615. Cultes.

611. Suppression des frais d'installation et du traitement spécial des cardinaux.

Proposition non datée.

612. Suppression du Chapitre de Saint-Denis.

Proposition non datée.

613. Suppression du traitement des chanoines diocésains.

Proposition non datée.

614. Suppression de 18 sièges diocésains.

Proposition non datée.

615. Réduction du traitement des évêques.

Proposition non datée.

616. Cumul.

Proposition d'abrogation des décrets des 13 mars, 18 juin et 12 août 1848 concernant le cumul des traitements d'activité et des pensions de retraite, 21 juin 1851.

617. Débats judiciaires.

Proposition non datée sur la publicité des débats judiciaires.

618. Dépêches télégraphiques.

Proposition sur l'insertion au Moniteur des dépêches télégraphiques, 17 mai 1851.

619. Déportation.

Projet de loi non daté présenté par M. Rouher, ministre de la Justice sur l'affectation de la citadelle de Zaoudzi, près Mayotte et des îles Marquises à la déportation.

620. Dessèchement des marais.

Proposition, avec pièces jointes, 17 décembre 1850.

621 à 623. Détention préventive.

Proposition (novembre 1870).

624. Diamants de la Couronne.

Proposition relative à la vente des diamants de la Couronne, 1er novembre 1849.

625 à 650. Domaine de l'État.

625. Contribution des forêts domaniales à l'impôt des coutumes additionnels.

Proposition, 20 janvier 1851.

626 à 636. Affectation au service de la guerre.

1850-1851

Projets de loi sur l'affectation :

- des Grandes et Petites Écuries à Versailles et à Compiègne et d'une partie de l'hôtel des Coches, à Versailles ;

- de l'Infirmerie et des Écuries de Roule, à Paris d'un terrain à Dunkerque ;
- d'une partie du lazaret du Hoc, près le Havre, des bâtiments dits du Civil, à Cherbourg ;
- au département de la Marine : de l'île Saint-Michel (rade de Port-Louis) à Lorient ; d'un terrain sis à Brest sur la rive droite de l'arrière-port ; de terrains sis à Port-tendres ;
- au service des douanes d'un terrain à Carentan, et de bâtiments du lazaret du Hoc, près le Havre, du lazaret du Boucaud, près Bayonne ;
- au département de l'Instruction publique d'un immeuble rue de Belle-Chasse, n° 44 et occupé autrefois par le Génie militaire.

637 à 650. Échanges d'immeubles.

1849-1851

Projets de loi pour des échanges entre l'État et :

- MM. Lagard et Dértelle propriétaires dans les Ardennes ;
- M. Col, notaire à Nevers ;
- la Commune de Hiers-Brouage (Charente Inférieure) ;
- les époux Ketterer à Sasbach, d'un terrain longeant le monument Turenne ;
- le sieur Pinta, dans le Pas-de-Calais ;
- le sieur Montier, dans la forêt domaniale de Bord (Eure) ;
- les hospices de Grenoble ;
- les hospices de Douai ;
- les communes de la vallée de Barèges ;
- M. de Ségur, à Fontainebleau ;
- la ville de Lyon (Fort Layasse) ;
- le St Lépine, à Aubin ;
- le St Ruzé, à Gaillon (Eure) ;
- la ville et les hospices de Cosne.

651. Domicile.

Proposition sur la fixation du domicile, 25 janvier 1850.

652 à 654. Donations entre vifs et testamentaires.

Propositions, 23 novembre 1849.

655. Douaire de Hélène-Louise-Élisabeth de Mecklembourg-Scheverin, duchesse d'Orléans.

Projet de loi autorisant en 1849 le paiement des 300.000 F du douaire, 1er octobre 1849.

656 à 668. Douanes, droits d'entrée, droits d'exportation etc.

Propositions diverses (1849-1851).

669 à 672. Duel.

- Propositions de mesures répressives contre le duel ;
- procès-verbaux des séances de la commission spéciale chargée de leur examen du 1er juillet 1850 au 12 mars 1851 (un petit cahier ; brochures).

673 et 674. Écoles polytechnique et militaire.
Propositions (1850-1851).

675 à 700. Élections.

- Propositions et projets de loi relatifs à la réforme de la loi électorale du 15 mars 1849 ;
- Procès-verbaux des séances de la commission chargée de l'examen du projet de loi du 11 au 30 mai 1850) ;
- Résultats de l'examen des pétitions présentées à l'occasion du projet de loi ;
- Tableaux des électeurs, classés d'après les catégories énumérées dans la loi du 31 mai 1850
- Propositions et projet de loi du 4 novembre 1851 sur l'abrogation de la loi électorale du 31 mai 1850 ;
- Proposition sur l'élection du président de la République, du 11 février 1851 ; - etc.

701 et 702. Emprunts de la ville de Paris.

Projets de loi apportant autorisation, 26 juillet et 9 août 1851.

C//994

Ancienne cote C 345

De « emprunts (suite) » à « fleuves »

703 à 770. Emprunts d'intérêt local.

Projets de loi autorisant des emprunts d'intérêt local classés par départements, de Aisne à Yonne (1850-1851).

771. Enfants trouvés, abandonnés et orphelins.

Projet de loi présenté en juillet 1851 par la commission d'Assistance publique, avec pièces jointes.

772. Engrais artificiels.

Proposition, 6 avril 18 ?.

773 à 778. Enquêtes parlementaires.

1849-1851

Propositions diverses :

- Enquête sur les faits se rattachant aux élections du 13 mai 1849 ;
- Enquête agricole et industrielle ;
- Enquête sur la production et la consommation de la viande de boucherie ;
- Enquête sur le commerce du sel.

779 à 785. Enregistrement.

Propositions dont ceux de M. Trémieux et projet de loi sur les droits d'enregistrement (1850-1851).

786. Esclaves.

Proposition non datée de proroger le délai accordé pour l'affranchissement des esclaves.

787. Établissement thermaux.

Proposition pour accorder aux indigents des soins dans les établissements thermaux, 2 juillet 1849.

788 et 789. État de siège.

Propositions et projets de loi sur la déclaration, le maintien, la levée de l'état de siège (1849-1851).

799 et 800. Étrangers en France.

Propositions non datées sur l'état et le séjour des étrangers en France.

801. Expositions quinquennales de constructions navales.

Proposition non datée d'organiser des expositions quinquennales de constructions navales.

802. Exposition des produits de l'industrie et de l'agriculture.

Proposition de prolonger l'exposition jusqu'en septembre 1849, 12 juillet 1849.

803. Exposition universelle à Paris en 1851.

Proposition de M. Miot d'organiser une exposition universelle à Paris en 1851, 17 mars 1851.

804. Expropriation forcée.

Projet de loi présenté par la commission de réforme hypothécaire et du Crédit foncier sur l'expropriation forcée, avec pièces à l'appui.

805 à 807. Expropriation pour cause d'utilité publique.

Propositions (juillet 1848).

808 à 810. Faillites.

Propositions (1849-1850).

811. Fleuves et rivières navigables.

Proposition relative à la délimitation du lit, aux alluvions, etc., des fleuves et rivières navigables, 24 mars 1851.

C//995

Ancienne cote C 346

De « fonctions publiques » à « hôpitaux »

812 à 818. Fonctions publiques et fonctionnaires.

Propositions dont deux de M. Mortimer-Cernaux (1849-1850).

819 et 820. Forêts.

Propositions sur la mise en valeur, l'aliénation, etc., des forêts (1851).

821 à 824. Garde nationale.

- Projet de loi présenté par M. Baroche, ministre de l'Intérieur sur l'organisation de la Garde nationale, avec pièces jointes, rapports, mémoires, législation antérieure, travail du

Conseil d'État, etc... [1791-1849]-1851 ;

- proposition de M. de Montalembert sur la Garde nationale, du 16 juin 1849 ; - etc.

825 à 829. Garde nationale mobile.

Propositions et projet de loi sur les mesures transitoires à adopter après le licenciement de la Garde nationale mobile (1849-1850).

830. Garde républicaine.

Projet de loi sur les sous-officiers et soldats de la Garde républicaine, décorés pendant les journées de juin 1848, 8 avril 1851.

831. Gardes champêtres.

Proposition non datée d'organisation et d'embrigadement du corps des gardes champêtres.

832. Gouvernement.

Proposition par le général de Grammont de translation à Versailles du siège du Gouvernement, 31 mars 1850.

833. Haute-Cour de justice.

Projet de loi présenté par M. Odilon Barrot, ministre de la Justice, tendant à renvoyer les auteurs et complices du complot du 13 juin, devant la Haute-Cour de Justice, 9 août 1849.

834. Hongrie.

Proposition non datée de reconnaissance par la France de l'indépendance de la Hongrie.

835. Hôpitaux et hospices.

Proposition non datée sur les droits perçus sur les recettes des théâtres, etc., au profit des hôpitaux et hospices.

C//996

Ancienne cote C 347

De « impositions » à « lettres de change »

836 à 928. Impositions locales extraordinaires de départements et de villes.

Projets de loi autorisant les impositions locales classés par départements, de Ain à Vosges (1849-1851).

929 à 931. Impôts.

Propositions diverses sur les impôts, notamment de la nomination d'une commission parlementaire spéciale pour leur fixation (1849-1850).

932 à 934. Impôt extraordinaire des Quarante-cinq centimes créé par le décret du 16 mars 1848.

Propositions (1851).

935 et 936. Imprimeurs.

Propositions non datées relatives à la profession et au brevet d'imprimeur.

937 à 939. Indemnité coloniale accordée aux propriétaires d'esclaves.
Propositions et projet de loi (1849-1850).

940 et 941. Indemnité des émigrés.
Propositions sur le remboursement à l'État par les parties prenantes de l'indemnité, dit le milliard des émigrés (1851).

942. Indemnité mexicaine.
Projet de loi présenté par le Général de la Hitte, ministre des Affaires étrangères, relatif à la répartition d'un reliquat provenant de l'indemnité versée en vertu de la convention du 9 mars 1839.

943 à 947. Instruction publique.
Projet de loi présenté par M. de Falloux, puis par M. de Parieu, sur l'organisation de l'Instruction publique, avec les travaux du Conseil d'État et diverses pièces jointes (1849-1850).

948. Intendance militaire.
Proposition relative aux commis entretenus de l'intendance militaire (1850).

949. Irrigations.
Proposition de création d'écoles théoriques et pratiques d'irrigation, 5 février 1851.

950. Jours fériés.
Proposition de suspension du travail pendant les jours fériés (1850).

951 et 952. Jury.
Propositions non datées.

953 à 955. Légion d'honneur.

- Propositions relatives à la Légion d'honneur ;
- projet de loi portant translation à Écouen de la maison d'éducation de la Légion d'honneur établie à Paris rue Barbette et vente des bâtiments et dépendances de ce dernier établissement, avec pièces jointes et plans, 17 juin 1850.

956. Légion étrangère.
Proposition du Général de Grammont, 20 novembre 1849.

957. Législation.
Proposition de nomination d'une commission chargée de la révision de la législation, 7 août 1850.

958. Lesurques.
Proposition non datée de la commission des Pétitions de nommer une commission chargée de la révision de l'affaire, avec la pétition de Virginie Lesurques, fille de Joseph Lesurques, Charles-Auguste d'Anjou et Claire d'Anjou, petit-fils et petite fille de Lesurques.

959. Lettres de change.

Proposition non datée.

C//997

Ancienne cote C 348

« Limites de départements, des arrondissements, de cantons et de communes »

960 à 1078. Projets de loi portant modifications de limites : de Aisne à Yonne ; avec rapports et plans (1849-1851).

C//998

Ancienne cote C 349

De « liste civile » à « organisation judiciaire »

1079 et 1080. Liste civile.

- Proposition et projet de loi relatif à la liquidation de l'ancienne liste civile, novembre-décembre 1849 ;
- procès-verbaux des séances de la commission chargée d'examiner le projet de loi, du 2 janvier au 2 février 1850.

1081 et 1082. Livrets d'ouvriers.

Propositions et projet de loi non datés, avec pièces jointes.

1083. Logements insalubres.

Proposition, 11 juillet 1849.

1084. Loire (département de la).

Projet de loi transférant de Montbrison à Saint-Étienne le chef lieu du département de la Loire (1849).

1085. Lois d'exception.

Proposition de M. Émile de Girardin sur l'abrogation des lois d'exception, 3 mars 1851.

1086. Loteries.

Proposition d'autoriser certaines loteries, 6 novembre 1851.

1087 et 1088. Louage des domestiques et ouvriers.

Propositions sur le contrat de louage (avril 1850).

1089. Louvre.

Projet de loi sur l'achèvement du palais du Louvre, avec installation dans ce palais de la Bibliothèque nationale, et des expositions de peinture et des produits de l'industrie ; prolongement de la rue de Rivoli ; aliénation d'immeubles provenant de l'ancienne liste civile ou du domaine de l'État, avec notes, rapports, plans etc., 18 juin 1849.

1090. Majorat du duc de Rovigo.

Projet de loi autorisant l'aliénation d'une rente faisant partie du Majorat (1850).

1091. Majorité.

Proposition sur l'article 488 du Code civil, 20 janvier 1851.

1092. Manufactures nationales de Sèvres, du Gobelins et de Beauvais.

1850

Projet de loi, avec pièces jointes (1850).

1093 et 1094. Marchandises.

1851

- Proposition sur la répression des fraudes dans le débit des marchandises ;
- procès-verbaux des séances de la commission chargée de l'examen de la question, du 30 janvier au 24 février 1851 (1 cahier de 6 pages).

1095. Mariage des indigents.

- Proposition tendant à faciliter le mariage des indigents, 12 novembre 1849 ;
- procès-verbaux des séances de la commission chargée de l'examen de la question, du 11 décembre 1849 au 9 décembre 1850.

1096. Mariage des prêtres.

Proposition de M. Benjamin Raspail, 12 décembre 1850.

1097. Médecins cantonaux.

Proposition sur la création de médecins cantonaux chargés de donner gratuitement leurs soins aux indigents, 28 juillet 1849.

1098. Messages du président de la République.

Proposition demandant le contreseing d'un ministre sur les messages du président de la République, 27 janvier 1851.

1099 et 1110. Ministres.

Propositions sur le nombre, les attributions, etc., des ministres, 7 et 8 novembre 1849.

1101. Monts-de-piété.

Projet de loi, avec pièces jointes (1850).

1102 et 1103. Mort civile.

Propositions de M. H. Wallon et Schoelcher sur la suppression de la mort civile (décembre 1849-mars 1851).

1104. Muriers.

Proposition relative à la plantation sur les routes relative à la plantation sur les routes nationales et départementales de mûriers, 26 novembre 1849.

1105 et 1106. Notariat.

Propositions relatives à la fixation des émoluments des notaires, avec notes de la commission chargée de l'examen de la question, novembre 1850-février 1851.

1107 à 1110. Octrois.

Novembre 1849-décembre 1850

- Propositions sur la suppression des octrois ;
- projet de loi sur la part revenant à l'État dans l'octroi de Paris.

1111. Officiers de santé.

Proposition, 1er avril 1850.

1112. Officiers ministériels.

Proposition relative à la juridiction disciplinaire des officiers ministériels, 12 mars 1851.

1113 et 1114. Organisation judiciaire.

Proposition et projet de loi relatifs à l'organisation judiciaire (1849).

C//999

Ancienne cote C 350

De « patentes » à « postes »

1115 et 1116. Patentes.

Projet de loi portant révision de la loi du 25 avril 1844, avec pièces jointes, 1er octobre 1849.

1117. Paternité.

Proposition relative à l'action en désaveu de paternité, 1er avril 1850.

1118 à 1120. Pêches maritimes.

Projets de loi sur les encouragements à donner aux pêches maritimes, avec pièces jointes, juillet-décembre 1850, 6 août 1851.

1121 et 1122. Peine de mort.

Propositions de MM. Savatier-Laroche et Schoelcher sur l'abolition de la peine de mort, 19 novembre 1849-21 février 1851.

1123. Pensions alimentaires.

Proposition de M. Crémieux, 15 novembre 1849.

1124 à 1126. Pensions de retraite militaires et civiles.

Proposition et projets de loi, avril-mai 1850-1851.

1127 et 1128. Pétitions

Proposition relative aux pétitions adressées à l'Assemblée, 19 novembre 1849.

1129. Places de guerre.

Proposition sur le classement des places de guerre, avec pièces jointes (1849).

1130. Police.

Projet de loi attribuant au préfet du Rhône les attributions de préfet de police, 16 mai 1851, avec procès verbaux de la commission instituée par arrêté ministériel du 17 juin 1850, pour l'examen des questions qui se rattachent à l'état actuel des communes dont se compose l'agglomération lyonnaise.

1131 et 1132. Ponts et chaussées.

Propositions sur le recrutement des ingénieurs des Ponts et Chaussées, 3 août 1849.

1133 et 1134. Postes.

1849-1851

- Projets de loi : taxe des lettres ; - transport des dépêches ; - établissement d'une ligne de bateaux à vapeur de France aux Antilles ; - concession à la société des Messageries nationales de l'établissement et de l'exploitation du service postal de la Méditerranée ;
- procès verbaux de la commission des Paquebots ; pièces jointes, rapports, etc.

C//1000

Ancienne cote C 351

De « poursuites » à « récompense nationale »

1142. Poursuites contre des représentants du peuple.

Proposition non datée.

1143 et 1144. Président de la République.

Propositions relatives aux frais de représentation, à la candidature aux fonctions de président de la République (9 juin 1849 - 19 juillet 1851).

1145 à 1147. Presse.

1849-1850

- Propositions et projets de loi sur : les crimes et délits de presse ; - le cautionnement des journaux ; - la vente des journaux ; - le régime de la presse aux colonies ;
- procès-verbaux des séances de la commission du 24 juin au 19 juillet 1850 avec pièces jointes.

1158 à 1162. Prestations.

Propositions sur l'impôt des prestations, avec pièces jointes (1849).

1163 à 1165. Prévoyance.

Propositions relatives aux institutions de prévoyance, et notamment :

- une longue "Proposition relative à l'extinction de la misère et à l'abolition de prolétariat, présentée le 21 juin 1849, par le citoyen Pelletier, représentant du peuple" ;
- une autre "Proposition tendant à l'abolition de la misère par la création d'une institution sociale nouvelle", par Jules Leroux, représentant du peuple ;
- une autre, de M. Richardet, sur l'établissement d'un impôt progressif sur le revenu, 11 juillet 1849.

1166 et 1167. Prud'hommes.

Propositions relatives aux conseils de Prud'hommes (1849-1851).

1168. Recette générale du Rhône.

Projet de loi sur les consignations opérées à la recette générale du Rhône pour le service de la Caisse des dépôts et consignations avant l'incendie des bureaux de cette recette (mai 1851).

1169 à 1175. Récompense nationale.

1169. Projets de loi accordant à M. Adam (Jean-Baptiste-François) père de M. Adam (Paul-Louis), procureur de la République à Lodève tué dans une enceinte, une pension de 2000 F à titre de récompense nationale (août 1849).

1170 à 1173. Récompenses à décerner aux veuves, orphelins et blessés des Journées de février et juin 1848.

1170. Proposition du 3 janvier 1850.

1171 et 1172. Projet de loi du 25 mars 1850.

1172 et 1173. Commission des blessés de Février.

Pièces communiquées à la commission :

- proposition de pensions ;
- états nominatifs des veuves, ascendants et orphelins des citoyens décédés des suites des blessures reçues pendant les journées de Février ;
- états nominatifs des Gardes nationaux et des volontaires, des officiers, sous-officiers et soldats qui ont été blessés dans les journées de mai et juin 1848 ;
- états des veuves et des orphelins.

1173. Projet de loi du 25 mars 1850 accordant une pension à Joguin-Rouxelle (Caroline-Fortunée-Tullie), veuve du Général Regnault (Jean-Michel-Lucien), tué à Paris le 25 juin 1848.

1174. Proposition d'accorder une pension à François Guénon pour ses travaux sur l'agriculture, 8 mai 1850.

1175. Proposition d'accorder une somme de 50 000 F à M. Sudre pour prix de la cession de la méthode téléphonique dont il est l'inventeur, 24 mai 1851.

C//1001

Ancienne cote C 352

« Réforme hypothécaire »

1176. Procès-verbaux des séances de la commission chargée d'examiner le projet de réforme hypothécaire (réforme du titre XVIII du livre III du Code civil sur les privilèges et les hypothèques) du 4 juillet 1849 au 5 août 1850 (13 petits cahier).

Pièces annexes :

- correspondance, rapports, brochures diverses, observations, pétitions et amendements.
- *Conseil d'État. Rapport sur le projet de loi relatif à la réforme du régime hypothécaire.* 1850.

- *Projet de loi sur les privilèges et hypothèques et rapport à M. le Garde des Sceaux sur le régime hypothécaire, par M. Persil.* Paris, 1849.
- *Du régime hypothécaire et vues d'amélioration de ce système, par M. Buretey, notaire à Beaune.* Paris, 1838.
- *Proposition relative à la réforme et à la réorganisation du régime hypothécaire présentée le 9 février 1849 par le citoyen Langlois (de l'Eure), représentant du peuple.* Paris, 1849.
- *D'una riforma indispensabile della legislazione ipotecaria toscana dell'auditore Giuseppe Rossini* . Florence, 1850.

C//1002

Ancienne cote C 353

De « réfugiés politiques » à « tissage »

1177. Réfugiés politiques.

Projet de loi sur la résidence en France des réfugiés politiques (octobre 1849).

1178 à 1181. Régime pénitentiaire et abolition de la peine de mort.

Propositions sur le régime pénitentiaire, l'abolition de la peine de mort (Benjamin Raspail), etc. (1849-1851).

1182 à 1223. Règlement de l'Assemblée législative.

1849-1851

Propositions diverses sur :

- les bureaux et commissions ;
- la tenue des séances ;
- la votation ;
- les projets de loi présentés ;
- les propositions et demandes d'interpellation ;
- les pétitions, la discipline, etc.

1124 et 1125. Rentes sur l'État.

Proposition d'un impôt sur les rentes sur l'État, du 27 novembre 1849.

1226 à 1243. Représentants du peuple.

1849-1851

Propositions diverses sur :

- les incompatibilités de ce mandat avec d'autres fonctions ;
- les missions extraordinaires à eux confiées ;
- l'indemnité à eux payée ; etc.

1244. République française.

Proposition non datée tendant à mettre hors la loi ceux qui prêteraient leur concours à une restauration royaliste ou impérialiste contre la République française.

1245 à 1248. Résistance légale (organisation de la).

Propositions tendant à obliger les conseils généraux et municipaux à se saisir de l'autorité publique dans le cas où l'Assemblée nationale serait mise hors d'état d'exercer librement son mandat (1850-1851).

1249 et 1250. Responsabilité du président de la République, des ministres, et des agents de l'autorité publique.

Proposition et projet de loi (1851).

1251. Responsabilité des communes.

Proposition d'appliquer à Paris la loi du 10 vendémiaire an IV, 29 juillet 1851.

1252 à 1255. Revenu des biens meubles et immeubles.

Propositions et projet de loi tendant à établir un impôt sur le revenu des biens meubles et immeubles (1849).

1256. Révision des procès criminels.

Proposition de M. Henri de Riancey, du 4 février 1851.

1257. Roulage.

Projet de loi sur la police du roulage, 6 août 1850.

1258. Routes départementales.

Proposition d'assimiler aux chemins vicinaux de grande communication les routes départementales (1849).

1259. Sapeurs pompiers.

Proposition non datée de création d'une caisse de secours des sapeurs-pompiers.

1260. Sels.

Proposition relative au droit sur les sels (1849).

1261. Sociétés commerciales.

Proposition de M. Mortimer-Cernaux sur la constitution des sociétés commerciales, 19 juillet 1851.

1262 à 1266. Successions.

Diverses propositions (1851).

1267 et 1268. Sucres et cafés.

Projet de loi sur les tarifs, avec pièces à l'appui (1851).

1269. Tabacs.

Projet de loi sur la prorogation jusqu'en 1er janvier 1862 du privilège de l'État sur les tabacs, avec pièces à l'appui (mai 1851).

1270. Tableaux et objets d'art appartenant à l'État.

Proposition non datée sur le mode de cession aux départements et aux communes.

1271. Télégraphie privée.

Projet de loi portant organisation de la télégraphie privée, avec pièces jointes (1850).

1272. Terres vaines et vagues.
Proposition de partage (1850).

1273 à 1275. Théâtres.
Diverses propositions sur la police des théâtres et un projet de loi (1850).

1276 et 1277. Timbre.
Proposition et projet de loi (octobre 1849).

1278. Tissage et bobinage.
Projet de loi sur les conventions entre patrons et ouvriers, avec pièces jointes (1849).

C//1003

Anclenne cote C 354

De « traités » à « zone frontière »

1279 à 1300. Traités.

1279 et 1280. Traités diplomatiques.

1279. Invitation au Ministère d'inviter les puissances signataires à la stricte exécution des traités des 15 juillet 1840 et 1841 relatifs aux affaires d'Orient : proposition par M. Coralli, du 17 octobre 1849 ;

1280. Projet de loi autorisant le président de la République à ratifier les conventions conclues en 1850 entre la France et la Confédération Argentine, entre la France et Don Manuel Oribe, représentant la République de l'Uruguay, avec le texte des deux traités, 1851.

1281 à 1287. Traités de commerce et de navigation.

Projets de loi portant ratifications de traités entre la France et :

- le Chili (1846-1849) ;
- la Belgique (17 novembre 1849) ;
- la Sardaigne (1er mai 1850) ;
- la Sardaigne (5 novembre 1850, avec le texte de ces traités) ;
- la Nouvelle-Grenade ;
- la Russie ;
- les Deux Siciles.

1288 à 1291. Conventions postales.

Projets de loi autorisant le président de la République à ratifier les conventions postales conclues entre la France et :

- la Belgique (27 avril 1849) ;
- la Suisse (25 novembre 1849) ;
- avec la Sardaigne (9 novembre 1850) ;
- avec la Toscane (15 mars 1851) ;

texte de ces conventions.

1292 à 1295. Conventions d'extradition.

Projets de loi autorisant le président de la République à ratifier les conventions d'extradition passée entre la France et :

- la Saxe (28 avril 1850) ;
- l'Espagne (26 août 1850) ;
- Hambourg (5 février 1848) ;
- la Nouvelle Grenade (9 avril 1850).

1296 à 1299. Conventions littéraires.

Projets de loi autorisant le président de la République à ratifier des conventions, dont le texte est joint, entre la France et :

- la Sardaigne (5 novembre 1850) ;
- le Portugal (12 avril 1851) ;
- la Grande Bretagne (3 novembre 1851) ;
- le Hanovre (20 octobre 1851).

1300. Convention conclue, le 4 février 1848, entre la France et la Bavière pour l'établissement et l'exploitation d'un chemin de fer de Strasbourg à Spire.

Projet de loi autorisant le président de la République à ratifier la convention, avec le texte de la convention, juin 1849.

1301 à 1303. Transportation des insurgés de juin.

1849

Propositions et projet de loi.

1304. Travail.

Proposition de nommer une commission chargée d'examiner les moyens de développer le travail, 10 juillet 1849.

1305 à 1307. Travaux publics.

Propositions diverses relatives aux travaux publics, et notamment celle relative à l'extension des dispositions relatives à la concession des travaux publics à des associations ouvrières (1849-1850).

1308 à 1313. Tribunaux civils et militaires.

Propositions diverses sur l'organisation, la compétence, etc., des tribunaux civils et militaires (1849-1851).

1314. Usure.

- Proposition sur le taux de l'intérêt de l'argent et sur l'usure, 1849 ;
- procès-verbaux des séances de la commission chargée de l'examen de cette proposition, du 27 novembre 1849 au 20 février 1850 (24 pages réunies en cahier).

1315. Vaine pâture.

Proposition de suppression du droit de parcours et de vaine pâture, du 15 novembre 1849.

1316. Ventes publiques des fruits et récoltes pendant par branches et par racines.

Propositions, 1851.

1317. Violation des tombeaux et sépultures.

Proposition sur la punition de violation des tombeaux et sépultures, sans date.

1318. Voirie urbaine.

Proposition sur des modifications à apporter à la législation en matière de législation urbaine, sans date.

1319. Voitures publiques.

Proposition sur l'interdiction de fumer dans les voitures publiques, sans date.

1320. Zone frontière.

Proposition sur la délimitation, du 19 février 1850.

C//1004

Ancienne cote C 355

Commissions

1321. Commission des congés.

Procès-verbaux du 2 octobre 1849 au 22 novembre 1850 (2 registres).

1322. Commission d'initiative parlementaire.

Procès-verbaux des séances du 9 juillet 1849 au 1er décembre 1851 (2 registres).

1323. Commission des intérêts locaux.

Procès-verbaux des séances du 3 juillet 1849 au 1er décembre 1851 (1 registre).

1324. Commission chargée d'approuver les concessions des produits des manufactures de Sèvres, les Gobelins et de Beauvais.

Procès-verbaux des séances du 31 juillet 1850 au 20 novembre 1851 (registre avec correspondance jointe).

1325. Commission des pétitions.

Procès-verbaux des séances du 3 juillet 1849 au 25 novembre 1851 (1 registre).

C//1005-C//1026

Enquêtes parlementaires

C//1005-C//1012

Enquête sur la marine

1849-1851

C//1005

Ancienne cote C 356

1326 - 1 à 35. Scrutins pour la nomination des membres de la commission d'enquête sur la Marine (novembre 1849) ;

C//1005-C//1008

Procès-verbaux de la commission d'enquête et de la sous-commission chargée de visiter les ports.

C//1005

Ancienne cote C 356

1326 - 36 à 38. Procès-verbaux des séances de la commission du 12 novembre 1849 au 5 mai 1851 (3 registres).

C//1006

Ancienne cote C 357

1326 - 39 à 105. Minutes des procès-verbaux des séances de la commission du 12 novembre 1849 au 20 avril 1850.

1849-1850

C//1007

Ancienne cote C 358

1326 - 106 à 231. Minutes des procès-verbaux de la commission du 5 avril 1850 au 31 mars 1851 ; Minutes des procès-verbaux des séances de la sous-commission chargée de visiter les ports (Toulon ; - Marseille ; - Bordeaux ; - Rochefort ; - Nantes ; - Indret ; - Lorient ; - Brest ; - Cherbourg).

1850-1851

C//1008

Ancienne cote C 359

1326 - 232 à 280. Minutes des procès-verbaux des séances de la commission (2 avril-7 août 1851) ;

C//1008

Ancienne cote C 359

1326 - 281 à 290. Procès-verbaux sommaires des visites faites dans les ports de Toulon, Bordeaux, Rochefort, Nantes, Lorient, Brest ; Cherbourg ; le Havre.

C//1008-C//1009

Dépositions faites devant la Commission d'enquête par divers officiers et fonctionnaires.

C//1008

Ancienne cote C 359

1326 - 291 à 303. Dépositions.

De MM. :

- de Roujoux, contrôleur en chef à Lorient ;
- le vice-amiral Grivel ;
- Guibert, constructeur de navires à Nantes ;
- le général de Fitte de Soucy, inspecteur général de l'infanterie de Marine ;
- Benet, directeur de l'usine de la Ciotat ;
- l'amiral de Mackau ;

- le vice-amiral Hugou ;
- le contre-amiral Verninac ;
- le vice-amiral de la Susse ;
- le vice-amiral Casy ;
- le vice-amiral Dupetit-Thouars.

C//1009

Ancienne cote C 360

1326 - 304 à 376. Dépôts.

1850

- De MM. Noël, directeur des constructions hydrauliques ; de Preuilly, directeur de l'artillerie ; Binet, directeur des constructions navales ; Degenès, Janvier, Pellion, capitaines de vaisseau ; Gauthier de la Ferrière, commissaire général ; le contre-amiral Delassaux ; vice-amiral Hamelin ; etc. à Toulon ;
- de MM. Vice amiral Cécille ; - Tupinier, ancien ministre de la Marine ; - contre-amiral Laguerre ; - de Montaignac, capitaine de vaisseau ; - le vice-amiral Leblanc ; - Missiessy, lieutenant de vaisseaux ; - le vice-amiral Baudin ; - Boucher, inspecteur général du génie maritime etc. à Paris ;
- de MM. Rouffio, commissaire de l'inscription maritime à Marseille ; - la Chambre de commerce de Marseille ; etc.
- de la Chambre de commerce de Bordeaux ; MM. Joffre, directeur des constructions navales, à Rochefort ; - le contre-amiral Laplace, préfet maritime de Rochefort ; - etc.
- de MM. Redon de Beaupréau, commissaire général à Nantes ; - la Chambre de commerce de Nantes ; M. Reech, directeur de l'École d'application du génie maritime à Lorient ; - le contre-amiral de Suin, préfet maritime, à Lorient ; etc.
- de MM. Leroux, directeur des constructions navales à Brest ; - le contre-amiral Montagnières de la Roque major général, à Brest ; etc.
- de MM. de Lavrignais, directeur des constructions navales à Cherbourg ; - le contre-amiral Deloffre, préfet maritime, à Cherbourg ; etc.
- de la Chambre de commerce du Havre ; MM Béhu, conseiller d'État ; - Fauveau, directeur des constructions navales ; - Barthe, premier président de la Cour des comptes, à Paris, etc.

C//1010-C//1011

Documents administratifs communiqués à la commission d'enquête par le ministère de la Marine.

C//1010

Ancienne cote C 361

1326 - 377 à 595. Personnel de la flotte, des ports, etc. ; Travaux de la flotte, des ports, etc. (1850-1851).

C//1011

Ancienne cote C 362

1326 - 596 à 768. Services administratifs ; - Contrôle (1849-1851).

C//1012

Ancienne cote C 363

1326 - 768 bis à 791. Correspondances diverses.

C//1012

Ancienne cote C 363

1326 - 792-812. Rapports et correspondances sur les affaires de l'Océanie et en particulier de Tahiti.

C//1012

Ancienne cote C 363

1326 - 813 à 840. Brochures et imprimés divers.

C//1013

Ancienne cote C 364

Enquête sur les boissons (loi du 20 décembre 1849)

1327. Papiers de la commission : dépouillement des pétitions à elle adressées ; - Mémoires rapports, à elle envoyées, etc. (1849-1850).

C//1014-C//1024

Enquête sur la production et la consommation de la viande de boucherie.

1850-1851

C//1014

Ancienne cote C 365

1328 - 1. Registre des procès-verbaux des séances de la commission du 10 décembre au 20 novembre 1850.

C//1014

Ancienne cote C 365

1328 - 2 à 40. États présentant le relevé de la consommation de la viande à Paris de 1799 à 1850.

C//1014

Ancienne cote C 365

1328 - 41 à 58. Enquête orale.

Dépositions de divers fonctionnaires, éleveurs, producteurs, négociants, bouchers, représentants du peuple (Vogue, Richard du Cantal), restaurateurs (Hamel-Véfour, Champeaux, Cadot, directeur de la Californie) ; du frère Philippe, directeur des Écoles chrétiennes ; - de M. Maignau membre de la Société de Saint-Vincent-de-Paul ; etc. (1851).

C//1014

Ancienne cote C 365

1328 - 59 à 65. Procès-verbaux de l'enquête faite par la sous-commission envoyée à Arras à l'occasion du concours d'animaux tenu dans cette ville (1851).

C//1015-C//1022

Enquête écrite.

1851

C//1015-C//1022

1° Documents français : enquête écrite, réponses des préfets, des maires, des comices agricoles, des sociétés d'agriculture aux questions de la commission.

C//1015

Ancienne cote C 366

1328 - 66 à 377. Ain ; - Aisne ; - Allier ; - Alpes (Basses-) ; - Alpes (Hautes-) ; - Ardèche ; - Ardennes ; - Ariège ; - Aube ; - Aude ; - Aveyron ; - Bouches-du-Rhône ; - Calvados ; - Cantal ; - Charente ; - Charente-Inférieure.

C//1016

Ancienne cote C 367

1328 - 378 à 649. Cher ; - Corrèze ; - Corse ; - Côte-d'Or ; - Côtes-du-Nord ; - Creuse ; - Dordogne ; - Doubs ; - Drôme ; - Eure-et-Loir ; - Finistère ; - Gard.

C//1017

Ancienne cote C 368

1328 - 650 à 947. Garonne (Haute-) ; - Gers ; - Hérault ; - Ille-et-Vilaine ; - Indre ; - Indre-et-Loire ; - Isère ; - Jura ; - Landes ; - Loir-et-Cher ; - Loire ; - Loire (Haute-) ; - Loire-Inférieure.

C//1018

Ancienne cote C 369

1328 - 948 à 1200. Loiret ; - Lot ; - Lot-et-Garonne ; - Lozère ; - Maine-et-Loire ; - Manche ; - Marne ; - Marne (Haute-) ; - Mayenne ; - Meurthe ; - Meuse.

C//1019

Ancienne cote C 370

1328 - 1201 à 1431. Morbihan ; - Moselle ; - Nièvre ; - Nord ; - Orne ; - Pas-de-Calais.

C//1020

Ancienne cote C 371

1328 - 1432 à 1675. Puy-de-Dôme ; - Pyrénées (Basses-) ; - Pyrénées (Hautes-) ; - Pyrénées-Orientales ; - Rhin (Bas-) ; - Rhin (Haut-) ; - Rhône ; - Saône (Haute-) ; - Saône-et-Loire ; - Sarthe ; - Seine-Inférieure.

C//1021

Ancienne cote C 372

1328 - 1676 à 1952. Seine-et-Marne ; - Seine-et-Oise ; - Sèvres (Deux-) ; - Somme ; - Tarn ; - Tarn-et-Garonne ; - Var ; - Vaucluse ; - Vendée.

C//1022

Ancienne cote C 373

1328 - 1953 à 2019. Vienne ; - Vienne (Haute-) ; - Vosges ; - Yonne.

C//1022

Ancienne cote C 373

2° Documents étrangers : renseignements transmis par les agents diplomatiques et consulaires français.

1328 - 2020 à 2113. Sur : la Belgique ; - l'Allemagne ; - l'Autriche ; la Sardaigne.

C//1023

Ancienne cote C 374

Pièces diverses et brochures.

1851

1328 - 2114 à 2186. Organisation de la boucherie dans les départements ;
1328 - 2187. Organisation de la garnison de Paris ;
1328 - 2188. Consommation de la Marine ;
1328 - 2189 à 2202. Organisation de la boucherie de Paris ; consommation ; - Marchés de Sceaux et de Poissy, etc. ;
1328 - 2203 à 2216. Vente de la viande à la criée au marché des Prouvaires ;
1328 - 2317 à 2225. Syndicat de la Boucherie de Paris ;
1328 - 2226. Marché de Poissy ;
1328 - 2227. Abattoir de Batignolles-Montceaux ;
1328 - 2228 à 2230. Abattoir de Belleville ;
1328 - 2231 à 2238. Correspondance diverse de la Commission ;
1328 - 2239 à 2250. Documents administratifs imprimés.

C//1024

Ancienne cote C 375

Publications du Syndicat de la boucherie de Paris.

1851

1328 - 2251 à 2253. Mémoires et notes présentes à la commission ;
1328 - 2254 à 2264. Brochures et publications diverses sur la matière ;
1328 - 2265. Enquête anglaise sur le marché de Smithfield. 2 volumes in 4°, 1847.

C//1025-C//1026

Enquête sur les sels

1851

C//1025

Ancienne cote C 376

1329 - 1. Procès-verbaux de la commission, du 12 mars au 28 juillet 1851.

C//1025

Ancienne cote C 376

1329 - 2 à 41. Enquête orale et documents recueillis pendant cette enquête par la commission (Salins de l'État ; - de Rassuen (Bouches-du-Rhône) ; - d'Hyères ; - de Peccais ; - de Marennes ; - de l'île de Batz, etc.

C//1025

Ancienne cote C 376

1329 - 42 à 264. Réponses des préfets, des chambres de commerce, des sociétés d'agriculture, aux questions posées par la commission : Allier à Vienne.

C//1026

Ancienne cote C 377

1329 - 265 à 375. Documents communiqués à la commission par les ministres des Finances, de l'Agriculture et du Commerce.

C//1026

Ancienne cote C 377

1329 - 376 à 380. Mémoires, rapports, correspondances ; imprimés divers envoyés à la commission sur la question de la production du sel, de l'impôt sur le sel, etc.

C//1027-C//1163

CORPS LÉGISLATIF (14 janvier 1852-4 septembre 1870)

C//1027-C//1031

Session de 1852

C//1027

Ancienne cote C 378

Pièces diverses

1. Règlement du Corps législatif.
Ampliation du décret du 22 mars 1852.
2. Costume des députés du Corps législatif.
Ampliation du décret de mars 1852.
3. Préséances entre les corps de l'État.
Ampliation du décret du président de la République du 19 avril 1852.
4. Convocation de la session.
Décret du président de la République convoquant le Sénat et le Corps législatif pour le 29 mars 1852, 6 mars 1852.
5. Clôture de la session.
Message du président, 28 juin 1852.
6. Nomination du bureau du Corps législatif.
Décret du président de la République des 9 et 34 mars 1852 nommant M. Billault président du Corps législatif, MM. Schneider et Réveil vices présidents, MM. Vast-Vimeux et Hébert questeurs.
7. Prestations de serment par écrit de députés.

Du vicomte J. Clary et de Dusolier, membre du Corps législatif pour la Dordogne.

8. Option de députés.

De M. de Morny, élu dans deux circonscriptions du Puy-de-Dôme.

9. Démissions et refus de serment.

Du Général Cavaignac, de Carnot, etc.

10. Demandes de congé.

Adressées par : Dalloz ; - de Parieu ; - etc.

11. Excuses d'absence.

De MM. de Fortoul ; - comte de Mérode ; - etc.

11. Demandes d'autorisations d'impression de leurs discours par des députés.

Lettres de MM. Calvet-Rogniat, Guyard de Lalain, etc.

12. Cérémonie commémorative de la mort de Napoléon Ier.

Invitation du Corps législatif, 5 mai 1852.

13. Lettres diverses du ministre d'État au président du Corps législatif.

14. Lettres du ministre de l'Intérieur et autres au président du Corps législatif.

15. Caisse d'amortissement et Caisse des dépôts et consignations.

Rapport fait au Corps législatif par la commission de Surveillance le 28 juin 1852.

C//1027-C//1031

Projets de loi

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

C//1027

Ancienne cote C 378

De « appel » à « budget »

16. Appel d'un contingent de 80 000 hommes sur la classe de 1852.

07-18 mai 1852

17. Budget de 1853.

- Projet de loi du mai 1852 ;
- amendements ;
- délibérations du Conseil d'État ;
- documents ministériels transmis à la commission du Budget par les commissaires du Gouvernement ;
- procès-verbaux des séances de la commission du Budget, du 15 mai au 15 juin 1852.

C//1028

Ancienne cote C 379

De « canaux » à « chemins de fer »

18. Canaux.

Projet de loi relatif au canal d'irrigation de Carpentras, 24-28 juin 1852.

19 à 21. Chemins de fer.

19. Chemin de fer de Paris à Cherbourg par Évreux et Caen, avec embranchements sur le Mans et Rouen.

Concession du chemin de fer à exécuter, avec pièces jointes et plans, 27 juin 1852.

20. Chemin de fer de Bordeaux à Cette.

Projet de loi relatif à la concession du chemin de fer et du canal latéral à la Garonne, avec pièces jointes, 27 juin 1852.

21. Chemins de fer de Lyon à la Méditerranée.

Projet de loi du 27 juin 1852 relatif à la réunion en une seule entreprise des chemins de fer :

- de Lyon à Avignon ;
- de Marseille à Avignon ;
- d'Alès à Beaucaire ;
- d'Alès à la Grand'Combe ;
- de Montpellier à Sète ;
- de Montpellier à Nîmes ;
- de Rognac à Aix ;
- de Marseille à Toulon.

C//1029

Ancienne cote C 380

De « comptes » à « juridiction »

22 et 23. Comptes des exercices 1848 et 1849.

Projets de loi sur le règlement définitif des comptes, 1er-9 juin 1852.

24. Conseils généraux, d'arrondissements et municipaux.

Projet de loi sur le renouvellement intégral des conseils, 26 juin 1852.

25 à 34. Crédits supplémentaires ou extraordinaires.

- Travaux d'amélioration de la Sologne ;
- restauration de l'église Saint-Ouen de Rouen ;
- monument à la mémoire de Mgr Affre ;
- tombeau de l'Empereur Napoléon ;
- installation du Musée impérial et royal ;
- acquisition du tableau de Murillo "la Conception de la Vierge" (sic) au prix de 615 300 F. ;

- acquisition de l'hôtel Castellane, à réunir au palais de l'Élysée, et échange de l'hôtel du ministère des Affaires étrangères, boulevard des Capucines, contre l'hôtel Sébastiani, 9 faubourg St Honoré, appartenant au duc de Galliera.

35. Crimes et délits commis au pays étrangers.

Projet de loi du 4 juin 1852.

36. Domaine de l'État.

Cession par l'État du bois de Boulogne à la ville de Paris (25 juin 1852), avec pièces jointes.

37. Échanges de terrain entre l'État et M. des Acres de Laigle dans la forêt de Laigne.

Projet de loi du 14 juin 1852.

38 à 50. Emprunts d'intérêt local.

Projets de loi portant autorisation :

- Beauvais ;
- Bordeaux ;
- Côtes du Nord ;
- Doubs et Besançon ;
- Dunkerque ;
- Grenoble ;
- Isère ;
- Laval ;
- Lot-et-Garonne ;
- Montauban ;
- Pyrénées (Hautes-) ;
- Saint-Omer ;
- Verdun.

51 à 65. Impositions locales extraordinaires

Projets de loi portant autorisation : divers départements de Charente à Rhin (Bas-).

66. Juridiction consulaire en Chine et dans l'Imanat de Mascate.

Projet de loi, 25 juin 1852.

C//1030

Ancienne cote C 381

De « limites » à « tabacs »

67 à 90. Limites de départements, d'arrondissements, de cantons et de communes.

Projets de loi portant modification, avec pièces jointes et plans : de Ardèche à Var.

92. Majorat de M. le duc de Bellune.

Projet de loi autorisant la délégation de partie des revenus du duc, 28 juin 1852.

93. Monnaies.

Projet de loi sur la refonte des monnaies de cuivre, avec pièces jointes, 19 avril 1852.

94. Réhabilitation des condamnés.

Projet de loi, 18 mai 1852.

95. Interdictions de séjour dans le département de la Seine et dans les communes de l'agglomération lyonnaise.

Projet de loi, 26 juin 1852.

96. Tabacs.

Projet de lois sur la prorogation du monopole de l'État, 15 juin 1852.

C//1031

ancienne cote C 382

« Liste civile »

91. Projet de loi sur le règlement de l'ancienne liste civile, 26 juin 1852.

C//1031

ancienne cote C 382

Session extraordinaire de 1852

Pièces diverses.

1. Convocation et clôture de la session du 25 novembre 1852 au 2 décembre 1852.

Décrets.

2. Message du prince-président.

Conservé par la division des Archives de l'Assemblée nationale.

3. Demandes de congé de députés.

4. Excuses d'absence de députés.

5. Démissions de députés.

De MM. : le Marquis de Calvière ; - Audrin de Kerdrel.

6. Plébiscite.

- Plébiscite (dépouillement par les bureaux de l'Assemblée des résultats du plébiscite) ;
- Déclaration du Corps législatif (conservée par la division des Archives de l'Assemblée nationale).

C//1032-C//1036

Session de 1853

C//1032

Ancienne cote C 383

Pièces diverses

1. Convocation et clôture de la session.

Décrets du 25 janvier et du 10 mai 1853 fixant au 14 février et au 28 mai la convocation du Sénat et du Corps législatif et la clôture de leur session.

2. Nomination du bureau du Corps législatif.

Décret de l'Empereur nommant M. Billault président du Corps législatif, 25 janvier 1853.

3. Prestations de serment de députés.

Lettres adressées au président du Corps législatif.

4. Congés et excuses d'absence de députés.

5. Démissions de députés.

6. Décès de députés.

Faire-part de la mort du baron de Nougarede, député de l'Aveyron.

7. Nomination de commissaires du Gouvernement.

Délégation de M. Baroche, président du Conseil d'État pour soutenir les projets de sénatus-consultes et de lois au Sénat et au Corps législatif.

8. Caisse d'amortissement et Caisse des dépôts et consignations.

Rapport fait au Corps législatif par la commission de Surveillance, le 27 avril 1853.

C//1032-C//1036

Projets de loi

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

C//1032

Ancienne cote C 383

De « appel » à « caisse »

9. Appel de 80 000 hommes sur la classe 1852.

Projet de loi, 14 mars 1853.

10. Attentats contre la sûreté de l'État.

Projet de loi, 28 mai 1853.

11. Budget de l'exercice 1854.

- Projet de loi du 20 mai 1853 ;
- amendements ;
- procès-verbaux des séances de la commission de Budget, du 8 avril au 6 mai 1853.

12. Caisse des retraites pour la vieillesse.

Projet de loi portant révision de la loi du 18 juin 1850, 30 avril 1853.

C//1033

Ancienne cote C 384

De « caisse (suite) » à « crédit »

13. Caisses d'épargne.

Projet de loi portant fixation des intérêts des sommes déposées, 30 mars 1853.

14 à 16. Canaux.

Projets de loi portant rachat des actions de jouissance du Canal du Rhône au Rhin, du Canal de Bourgogne et de la Compagnie des Quatre Canaux, 14 mars 1853.

17 à 21. Chemins de fer.

17. Chemin de fer de Bordeaux à Bayonne et de Narbonne à Perpignan.

Projet de loi relatif à l'exécution du chemin de fer, 25 avril 1853, avec pièces jointes.

18. Chemin de fer de Bourg-la-Reine à Orsay.

Projet de loi relatif à la concession de la construction à MM. Claude Armoux, Marie-Antoine Barbier-Sainte-Marie, Alexis Dulong, avec pièces jointes, 21 mai 1853.

19. Chemin de fer de Lyon à la frontière de Genève, avec embranchements sur Bourg et Mâcon.

Projet de loi relatif à l'exécution du chemin de fer, avec pièces jointes, 25 mai 1853.

20. Chemin de fer de Saint-Rambert à Grenoble.

Projet de loi relatif à l'exécution du chemin de fer, avec pièces jointes, 27 mai 1853.

21. Chemins de fer de jonction du Rhône à la Loire.

Projet de loi relatif à la réunion des chemins de fer de jonction du Rhône à la Loire, avec pièces jointes, 26 mai 1853.

22. Comptes du budget de 1850.

Projet de loi portant règlement définitif des comptes du budget de 1850, avec tableaux joints, 11 avril 1853.

23. Comptoirs et sous-comptoirs d'escompte.

Projet de loi, 26 mai 1853.

24. Crédits fonciers (sociétés de).

Projet de loi modifiant le décret du 28 février 1852, 27 mai 1853.

C//1034

Ancienne cote C 385

De « crédit (suite) » à « état-major »

25 à 27. Crédits supplémentaires et extraordinaires.

Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires et extraordinaires, avec tableaux joints, 25 mai 1853.

28. Défrichements.

Projet de loi, 10 mai 1853.

29. Dettes communales et départementales.

Projet de loi sur la conversion des dettes communales et départementales au moyen d'emprunts remboursables, 28 mai 1853.

30 à 32. Domaine de l'État.

30. Affectation à la Congrégation des Religieuses dominicaines dites de la Croix des bâtiments et dépendances de l'ancienne maison conventuelle du même ordre situés à Paris, rue de Charonne.

Projet de loi du 17 mai 1853.

31. Affectation à la Congrégation des Dames hospitalières de la Charité chrétienne, à Nevers, de l'ancien couvent de la Visitation situé dans la même ville.

Projet de loi du 17 mai 1853.

32. Cession par l'État à la ville de Paris de terrains avoisinant l'hôtel des Invalides.

Projet de loi du 17 mai 1853, avec plan.

33 à 42. Échange de terrains et d'immeubles.

Entre l'État et :

- M. de Creutzer, rentier à Bitche ;
- les héritiers de l'abbé Daudé, à Vannes ;
- Mme Havet, veuve Delafosse (forêt de Bord, Eure) ;
- les Ursulines de Boulogne (Pas-de-Calais) ;
- la Commune de Romain-aux-Bois (Vosges) ;
- la ville de Bastia ;
- la ville de Paris et le comte de Morny (terrains dépendant du promenoir de Chaillot et des Champs-Élysées) ;
- la Commune de Montmartre (Seine) ;
- les sieurs Astruc et Compagnie (forêt de Murbach) ;
- les héritiers Villepreux (haras de Pompadour).

43 à 81. Emprunts d'intérêt local.

Projets de loi portant autorisation : de Alais à Yonne.

82. État-major général de l'armée navale.

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'État-major général de l'armée navale, 19 avril 1853.

C//1035

Ancienne cote C 386

De « imposition » à « limites »

83 à 125. Impositions locales extraordinaires.
Projets de loi portant autorisation : de Ain à Vosges.

126 et 127. Jury.
Projets de loi relatif au jury en matière criminelle, 7-10 mai 1853.

128 à 155. Limites de départements, d'arrondissements, de cantons et de communes.
Projets de loi portant modifications : de Ardennes à Vendée.

C//1036

Ancienne cote C 387

De « majorat » à « Vichy »

156. Majorat du duc de Padoue.
Projet de loi autorisant l'aliénation d'un immeuble dépendant du majorat du duc de Padoue, sis à Paris 11 rue de la Chaussée d'Antin, cédé à la Compagnie du chemin de fer d'Orléans, 28 mai 1853.

157. Pensions civiles.
Projet de loi, avec pièces jointes, 16 mai 1853.

158. Police.
Projet de loi sur les attributions du préfet de police de Paris, 25 mai 1853.

159. Port d'armes en Corse.
Projet de loi interdisant le port d'armes en Corse, 28 mai 1853.

160 et 161. Postes.
Projets de loi, 14-30 mars 1853.

162. Pourvois en matière criminelle.
Projet de loi modifiant les articles 299 et 301 du Code d'instruction criminelle, 2 mai 1853.

163. Prud'hommes.
Projet de loi relatif aux conseils de prud'hommes, 25 avril 1853.

164 à 168. Récompenses nationales.

Pensions viagères :

- de 12 000 F à Émilie-Marie-Joseph de Lacroix de Ravignan, veuve de Rémi-Joseph-Isidore Exelmans, maréchal de France ;
- à Marie-Charlotte-Eugénie-Julienne de Coucy, veuve de M. Oudinot, duc de Reggio, maréchal de France ;
- de 5000 fr. à Madame Poiret, veuve d'Eugène Burnouf ;
- de pensions diverses à Joseph de Girard, frère de Philippe de Girard, à Mme Vernède de Corneillan fille de Frédéric de Girard, autre frère de Philippe de Girard ;

- projet retiré d'une récompense nationale à la Maréchale Ney.

169. Secours viagers à d'anciens militaires de la République et de l'Empire.
Projet de loi, 21 mai 1853.

170 et 171. Télégraphe.

- Projet de loi sur les correspondances privées par télégraphe, 6 mai 1853 ;
- projet de loi relatif à l'exécution d'une ligne de télégraphie électrique entre la France et l'Algérie par la Corse, par câble avec échantillons des câbles, 24 mai 1853.

172. Vichy.

Projet de loi sur l'exploitation de l'établissement de Vichy, 26 mai 1853.

C//1037-C//1040

Session de 1854

C//1037

Ancienne cote C 388

Pièces diverses

1. Convocation de la session.

Décret de l'Empereur du 2 février 1854 convoquant pour le 2 mars le Corps législatif et le Sénat.

2. Nomination du bureau du Corps législatif.

Décret de l'Empereur du 23 novembre 1853 nommant MM. Billault président du Corps législatif ; Schneider et Réveil, vice-présidents.

3. Prestation de serment de député.

Lettre adressée au président.

4. Demandes de congés de députés.

MM. de Chasseloup-Laubat ; - Vicomte Clary ; - Édouard Dalloz ; - Leroy-Beaulieu ; etc.

5. Excuses d'absence de députés.

6. Décès de député.

Lettre annonçant le décès du général Arnault-Rogé.

7. Demandes de poursuites contre des députés.

Contre M. de Montalembert pour une lettre publiée dans l'*Indépendance belge*.

8. Demandes d'autorisations d'impression de leurs discours par des députés.

9. Réclamations contre des erreurs de scrutins.

10. Nomination de commissaires du Gouvernement.

Décret de l'Empereur du 3 mars 1854 nommant M. Baroche, président du Conseil d'État, commissaire du Gouvernement pour la discussion des projets de loi.

11. Rupture avec la Russie.

Message de l'Empereur au Corps législatif du 27 mars 1854.

12. Caisse d'amortissement et Caisse des dépôts et consignations

10 mai 1854

Rapport fait au Corps législatif par la commission de Surveillance.

13. Dettes départementales et communales (conversion des).

État des départements et des communes qui y ont été autorisés.

14. Comptabilité intérieure du Corps législatif.

Pièces diverses.

C//1037-C//1040

Projets de loi

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

C//1037

Ancienne cote C 388

De « appel » à « crédits »

15. Appel d'un contingent de 140 000 hommes sur la classe de 1853.

Projet de loi, 10 avril 1854.

16. Bains et lavoirs publics.

Projet de loi retiré le 9 mai 1854, avec pièces jointes.

17. Bâtiments et maisons élevés sur les terrains vendus en exécution de la loi du 4 octobre 1849, des décrets des 23 décembre 1852 et du 15 novembre 1853, et dont les façades sont assujetties à un système régulier de construction sur la rue de Rivoli, sur la place du Palais-Royal et en regard de la colonnade du Louvre.

Projet de loi exonérant ces maisons d'impôts pendant trente ans, 20 avril 1854.

18. Bons du Trésor.

Projet de loi autorisant l'augmentation des bons en circulation, mai 1854.

19. Budget de 1855.

- Projet de loi portant fixation du budget, 30 mai 1854 ;
- amendement des députés et de la commission ;
- procès verbaux des séances de la commission du Budget, du 29 mars au 27 mai 1854.

20. Comptes de l'exercice 1851.

Projet de loi portant règlement définitif des comptes, 6 avril 1854.

21 à 23. Crédits supplémentaires ou extraordinaires.

Projet de loi, 1er juin 1854 : création de nouvelles lignes télégraphiques ; etc.

C//1038

Ancienne cote C 389

De « domaines » à « emprunts »

24 à 26. Domaines de l'État.

Cession par l'État de terrains domaniaux à :

- la Société des antiquaires de Picardie, à Amiens (projet de loi du 18 mars 1854, avec plan) ;
- à la ville de Marseille pour la construction des ports de la Joliette et d'Arenc (projet de loi du 13 mai 1854) ;
- à la ville de Paris, des terrains provenant de l'ancien domaine du Temple (projet de loi du 23 mai 1854).

27. Drainage.

Projet de loi relatif au libre écoulement des eaux provenant du drainage, 12 mai 1854.

28 à 38. Échanges d'immeubles.

Entre l'État et :

- la ville de Brest ;
- Joseph et Augustin Colin, à Niort ;
- la ville de Niort ;
- la veuve et les héritiers Philippe, à Grenoble ;
- la ville de Grenoble ;
- les sieurs Hérigny (Armand-Clément), et Bourin, dans la forêt domaniale de Audigny (Aisne) ;
- la ville de Valence ;
- les héritiers Jean-Pierre (Simon), dans la forêt de Nayemont (Vosges) ;
- la ville de Montpellier ;
- le prince de Wagram, dans la forêt d'Étampes ;
- la ville de Valenciennes.

39. Emprunt de 250 millions.

Projet de loi portant autorisation, 7 mars 1854.

40 à 137. Emprunts d'intérêt local.

Projet de loi portant autorisation : de Agen à Yonne.

C//1039

Ancienne cote C 390

De « enfants » à « justice »

138. Enfants trouvés, abandonnés en orphelins.

- Projet de loi sur l'assistance, retiré, avec toutes les pièces jointes ;
- procès verbaux des séances de la commission chargée de l'examen du projet.

139. Expropriation.

Projet de loi relatif aux conditions de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans la commune de Lyon, 31 mai 1854.

140. Havre.

Cession par l'État de terrains à la ville : projet de loi du 1er juin 1854.

141 à 187. Impositions locales extraordinaires

Projets de loi portant autorisation : de Aix à Vosges.

188. Instruction publique.

Projet de loi modifiant la loi du 25 mars 1850 en ce qui concerne l'administration académique et le régime de l'enseignement supérieur, 27 mai 1854.

189. Justice de paix.

Projet de loi relatif à la compétence des juges de paix, 1er mai 1854.

C//1040

Ancienne cote C 391

De « limites » à « travaux forcés »

190 à 226. Limites de départements, d'arrondissements, de cantons et de communes.

Projets de loi portant modification : de Ardèche à Vendée, avec pièces jointes et plans.

227. Livrets d'ouvriers.

Projet de loi, avec correspondances et pièces jointes, 31 mai 1854.

228. Magistrats.

Projet de loi sur le traitement des magistrats, 1er mai 1854.

229. Mort civile.

Projet de loi abolissant la mort civile, 2 mai 1854.

230. Nantissement.

Projet de loi retiré relatif aux sociétés anonymes autorisant à prêter sur nantissement.

231. Navigation au long cours.

Projet de loi modifiant l'article 377 du Code de commerce, 23 mai 1854.

232. Parcours et vaine pâture.

Projet de loi abolissant, en Corse, la servitude de parcours et vaine pâture, 1er juin 1854.

233. Paris.

Projet de loi autorisant la ville de Paris à vendre les terrains restants de l'ancien promenoir de Chaillot, 30 mai 1854.

234. Postes.

Projet de loi abaissant à 20 centimes la taxe des lettres par postes, 4 mai 1854.

235. Propriété littéraire.

Projet de loi du 8 mars 1854 sur la prolongation de la jouissance de ce droit aux veuves et aux enfants des auteurs, compositeurs et artistes.

236. Servitudes militaires.

Projet de loi, 31 mai 1854.

237. Télégraphie privée.

Projet de loi modifiant la loi du 29 novembre 1850 et celle du 28 mai 1853, 31 mai 1854.

238. Travaux forcés.

Projet de loi relatif à l'exécution de la peine des travaux forcés, 3 mai 1854.

C//1041-C//1044

Session de 1855

C//1041

Ancienne cote C 392

Pièces diverses

1. Convocation et clôture de la session.

- Décret de l'Empereur du 28 novembre 1854 convoquant pour le 26 décembre 1854 le Sénat et le Corps législatif ;
- décret du 23 mars 1855 fixant la clôture de la session au 25 mars.

2. Nomination du bureau du Corps législatif.

Décret du 12 novembre 1854, nommant M. de Morny, président du Corps législatif, et MM. Schneider et Réveil, vice-présidents.

3. Discours de M. de Morny, président.

4. Demandes de congés de députés.

5. Lettres d'excuses d'absence de députés.

6. Lettres de démission de députés.

7. Demandes d'autorisations d'impression de leurs discours par des députés.

Par MM. Chasseloup-Laubat ; - Granier de Cassagnac ; - Cte de Montalembert ; etc.

8. Nomination de commissaires du Gouvernement.

Décret, du 13 février 1855, nommant M. Baroche, président du Conseil d'État, commissaire pour la discussion des projets de loi.

9. Caisse d'amortissement et Caisse des dépôts et Consignations

Rapport au Corps législatif du comité de Surveillance, avec pièces jointes, 21 mars 1855.

10. Comptabilité intérieure du Corps législatif.

Pièces diverses.

C//1041-C//1044

Projets de loi

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

C//1041

Ancienne cote C 392

De « appel » à « budget »

11. Appel d'un contingent de 140 000 hommes sur la classe 1854.

Projet de loi, 16 janvier 1855.

12. Armée de terre.

Projet de loi relatif à la création d'une dotation de l'Armée de terre, au rengagement, au remplacement et aux pensions militaires, 28 mars 1855.

13. Boissons.

Projet de loi appliquant aux boissons les dispositions de la loi du 27 mars 1851 relative aux denrées alimentaires, 13 avril 1855.

14. Budget de 1856.

- Projet de loi portant fixation des dépenses et des recettes pour 1856, 13 avril 1855 ;
- amendements des députés et de la commission du Budget ;
- procès-verbaux des séances de la commission du Budget, du 7 mars au 3 avril 1855.

C//1042

Ancienne cote C 393

De « chemins de fer » à « emprunt »

15 à 17. Chemins de fer.

15. Chemins de fer du réseau Grand-Central de France.

Projet de loi relatif à la concession, avec pièces jointes, 10 avril 1855.

16. Chemins de fer de Paris à Saint-Germain, de Paris à Rouen, de Rouen au Havre, de Paris à Caen et à Cherbourg.

Projet de loi relatif à la concession de divers chemins de fer, 10 avril 1855.

17. Chemin de fer de Nantes à Châteaulin avec embranchement sur Napoléonville.

Projet de loi approuvant la convention relative à l'exécution du chemin de fer, 11 avril 1855.

18. Chiens.

Projet de loi relatif à une taxe municipale sur les chiens, 4 avril 1855.

19. Comptes de l'exercice 1852.

Projet de loi réglant définitivement les comptes, 2 mars 1855.

20. Contrainte par corps.

Projet de loi, 28 février 1855.

21. Cours d'assises.

Projet de loi sur la composition des cours d'assises, 3 février 1855.

22. Crédits supplémentaires ou extraordinaires.

Projet de loi affectant aux constructions de lignes télégraphiques une partie des crédits, 28 mars 1855.

23. Détention préventive.

Projet de loi, 8 mars 1855.

24 à 26. Domaine de l'État.

24. Concession des terrains et bâtiments de l'ancien couvent des Grande Carmes, à Lille, à la Congrégation des Filles de l'Enfant Jésus.

Projet de loi du 10 avril 1855.

25. Concession à M. le Baron de Veauce d'extraire dans la forêt domaniale des Colettes (Allier) de la terre à porcelaine.

Projet de loi du 10 avril 1855.

26. Aliénation par la ville de Paris de terrains à retrancher du Bois de Boulogne et concession gratuite à ladite ville des anciennes carrières de Passy.

Projet de loi du 14 avril 1855, avec pièces et plans.

27 à 36. Échanges d'immeubles.

Entre l'État et :

- les hospices de Vesoul ;
- les hospices de Laon ;
- la ville de Saint-Lô ;
- le conseil presbytéral de Rittershoffen (Bas-Rhin) ;
- la commune d'Ensisheim ;
- le sieur François-Marc Pierson, avocat à Villers-lès-Nancy ;
- le sieur Bergevin (forêt de Russy, Loir-et-Cher) ;
- M. Jean-Baptiste de Brabant, à Douai ;
- le sieur Charaît (forêt des Renaudiots, Saône-et-Loire) ;
- le baron de Poilly et la comtesse de Fitz-James (forêt de Coucy, Aisne).

37. Emprunt de la ville de Paris de 60 millions.
Projet de loi portant autorisation, 14 avril 1855.

38 et 39. Emprunt de 500 millions.
Projet de loi portant autorisation, 28 décembre 1854.

C//1043

Ancienne cote C 394

De « emprunts (suite) » à « impositions »

40 à 100. Emprunts d'intérêt local.
Projets de loi portant autorisation : de Alençon à Yonne.

101. Évêché de Laval.
Projet de loi portant création, 10 avril 1855.

102 à 138. Impositions locales extraordinaires.
Projets de loi portant autorisation : de Ain à Vendée.

C//1044

Ancienne cote C 395

De « inventions » à « transcription »

139. Inventions industrielles et dessins de fabriques.
Projet de loi relatif à la garantie, pendant l'exposition universelle, des inventions industrielles et dessins de fabriques, 11 avril 1855.

140. Justices de paix.
Projet de loi relatif à la compétence des justices de paix, 10 avril 1855.

141 à 160. Limites de département, d'arrondissement, de cantons et de communes.
Projets de loi portant modification : de Cher à Haute-Vienne.

161. Organisation municipale.
Projet de loi, 2 avril 1855.

162. Police des villes de Marseille et Toulouse.
Projet de loi retiré.

163 à 164. Récompense nationale.

163. Projet de loi accordant une pension de 20 000 F à Louise de Trazégnies d'Ittre, veuve du maréchal Saint-Arnaud, 18 janvier 1855.

164. Projet de loi accordant une pension de 20 000 F à Élisabeth Jouffre-Lafaye, veuve du maréchal Bugeaud, 18 janvier 1855.

165. Transcription des actes aux bureaux des hypothèques.
Projet de loi, 17 janvier 1855.

C//1044

Ancienne cote C 395

Session extraordinaire de 1855

C//1044

Ancienne cote C 395

Pièces diverses

1. Convocation et clôture de la session.
 - Décret de l'Empereur du 20 juin 1853 convoquant le Sénat et le Corps législatif pour le 2 juillet 1855 ;
 - décret du 13 juillet prononçant la clôture.
2. Demandes de congés et excuses d'absence de députés.
3. Décès de député.
De M. Planté, député des Basses-Pyrénées.
4. Caisse des retraites pour la vieillesse.
Rapport de la commission, année 1854.

C//1044

Ancienne cote C 395

Projets de loi

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

5. Appel de 140 000 hommes sur la classe de 1854.
Projet de loi, 6 juillet 1855.
6. Emprunt de 750 millions.

Projet de loi, 5 juillet 1855.

7. Emprunt à contracter par le gouvernement Ottoman.

Projet de loi relatif à la garantie, 11 juillet 1855.

8. Impôts sur l'alcool, sur les places de chemin de fer, etc.

Projets de loi, 13 juillet 1855.

9. Télégraphie électrique.

Projet de loi élevant la garantie d'intérêt par l'État à la Compagnie de télégraphie électrique sous-marine de la Méditerranée, 13 juillet 1855.

C//1045-C//1049

Session de 1856

C//1045

Ancienne cote C 396

Pièces diverses

1. Convocation et prorogation de la session.

- Décret de l'Empereur du 9 février 1856 convoquant le Sénat et le Corps législatif pour le 3 mars 1856 ;
- décret du 16 juin 1856 prorogeant la session jusqu'au 2 juillet.

2. Nomination du bureau du Corps législatif.

Décrets des 10 et 24 novembre 1855, nommant M. de Horny président du Corps législatif, M.M. Schneider et Réveil, vice-président.

3. Discours de M. de Morny, président.

4. Demandes de congés de députés.

Par M.M. : de Champagny ; de Montalembert ; - de Parien ; etc.

5. Excuses d'absence de divers députés.

6. Démission de député.

Du comte Henri de Mortemart, député de la Seine-Inférieure.

7. Décès de député.

De M. Arnaud Gauthier de la Guistière.

8. Demandes d'autorisations d'impression de leurs discours par des députés.

Par M. de Montalembert, etc.

9. Nomination d'un commissaire du Gouvernement.

Décret du 1er mars 1856 nommant M. Baroche, président du Conseil d'État, commissaire du Gouvernement pour la discussion des senatus-consultes et projets de loi.

10. Traité de Paris.

Message de l'Empereur à propos du Traité de Paris (16 avril 1856) et texte de ce traité.

11. Caisse d'amortissement et Caisse des dépôts et consignations.

Rapport à la commission de Surveillance du 23 avril 1856, avec pièces jointes.

12. Caisse des retraites pour la vieillesse.

Rapport de la commission du 29 juin 1856.

13. Comptabilité intérieure du Corps législatif.

Pièces diverses et projets de loi.

C//1045-C//1049

Projets de loi

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

C//1045

Ancienne cote C 396

De « appareils » à « chemins de fer »

14. Appareils et bateaux à vapeurs.

Projet de loi relatif à la répression des contraventions aux règlements, avec pièces jointes, 13 juin 1856.

15. Appel d'un contingent de 100 000 hommes sur la classe 1856.

Projet de loi, 2 juin 1856.

16. Arbitrage forcé.

Projet de loi supprimant l'arbitrage forcé par l'attribution aux tribunaux de commerce des contestations entre associés pour raison de société, 25 juin 1856.

17 et 18. Brevets d'invention.

Projet de lois relatifs aux brevets d'invention et en particulier à celui du docteur Boucherie de Bordeaux relatif à la coloration des bois d'ébénisterie, 20 mai-9 juin 1856.

19. Budget général de l'État pour 1857.

- Projet de loi du 9 juin 1856 ;
- amendements des députés et de la commission ;
- procès-verbaux des séances de la commission du Budget, du 26 mars au 13 mai 1856 ;
- notes de M. Lequien, président de la commission.

20. Caisse des retraites pour la vieillesse.

Projet de loi modifiant les lois du 18 juin 1850 et 28 mai 1853, 16 juin 1856.

21 et 22. Chemins de fer.

21. Chemin de fer de Lyon à Grenoble et à Valence.

Projet de loi relatif à la concession, 1er juillet 1856.

22. Chemins de fer de Toulouse à Bayonne, avec embranchements sur Foix et Dax ; - d'Agen à Tarbes, par Auch et Rabastens ; - de Mont-de-Marsan à Rabastens.

Projet de loi relatif à la concession, avec pièces jointes et plan, 1er juillet 1856.

C//1046

Ancienne cote C 397

De « comptes » à « drainage »

23. Comptes du budget de 1853.

Projet de loi réglant définitivement les comptes, avec tableaux joints, 14 mai 1856.

24. Concordats par abandon, en cas de faillite.

Projet de loi, 26 juin 1856.

25. Coupe des velours de coton, et teinture et blanchiment des étoffes.

Projet de loi étendant les dispositions de la loi du 7 mars 1850 concernant le tissage et le bobinage, 26 juin 1856.

26 et 27. Crédits supplémentaires et extraordinaires

26. Pour l'exercice 1853.

Projet de loi, avec pièces jointes, 3 avril 1856.

27. Pour les années 1854, 1855, 1856.

Projet de loi du 25 juin 1856, avec tableaux joints.

28. Crédits pour les cérémonies et les fêtes du baptême du prince impérial.

Projet de loi portant ouverture des crédits, 13 mai 1856.

29. Crédits pour les travaux des palais de justice de Montpellier et de Bastia.

Projet de loi portant ouverture des crédits, 5 juin 1856.

30. Crédits pour la création de nouvelles lignes télégraphiques.

Projet de loi portant ouverture des crédits, avec carte, 22 mai 1856.

31 et 32. Crédits pour secours aux inondés.

Projets de loi portant ouverture des crédits, 2 juin et 1er juillet 1856.

33. Défrichements des lois des particuliers.

Projet de loi, 25 juin 1856.

34. Domaine de l'État.

Affectation gratuite d'un immeuble à la congrégation des religieuses Annonciades de Boulogne (Pas-de-Calais) : projet de loi du 26 mars 1856.

35 et 36. Douanes.

Projet de loi, avec pièces jointes, 16 avril 1856.

37. Drainage.

Projet de loi affectant une somme de cent millions à des prêts destinés à faciliter le drainage, 28 juin 1856.

C//1047

Ancienne cote C 398

De « échanges » à « emprunts »

38 à 43. Échanges d'immeubles.

Entre l'État et :

- le sieur Prud'homme à Schlestadt (Bas-Rhin) ;
- les hospices de la ville de Cosne (Nièvre) ;
- le sieur Boucet, forêt de Montargis ;
- les hospices de Dieppe ;
- les communes de Cherbourg et d'Équeurdreville ;
- le sieur Grass architecte à Wolsheim, dans la forêt de Nideck (Bas-Rhin).

44 à 124. Emprunts d'intérêt local.

Projets de loi portant autorisation : de Abbeville à Yonne.

C//1048

Ancienne cote C 399

De « étangs » à « juges d'instruction »

125. Étangs des Dombes.

Projet de loi, 11 juin 1856.

126. Gendarmerie.

Projet de loi modifiant certains règlements de la gendarmerie, 28 juin 1856.

127 à 196. Impositions locales extraordinaires.

Projets de loi portant autorisation : de Ain à Vosges.

197. Juges d'instruction.

Projet de loi modifiant des dispositions du Code d'instruction criminelle relatives aux juges d'instruction, 18 juin 1856.

C//1049

Ancienne cote C 400

De « limites » à « tribunaux correctionnels »

198 à 221. Limites de départements, d'arrondissements, de cantons et de communes.
Projets de loi portant modification : de Ardèche à Vaucluse.

222. Lyon.

Projet de loi autorisant la ville à émettre des obligations jusqu'à concurrence de 3 250 000 pour l'exécution de travaux d'utilité publique, 2 juin 1856.

223. Majorat du duc de Rovigo.

Projet de loi l'autorisant à aliéner une inscription 4,5 % faisant partie de ce majorat, 13 juin 1856.

224 à 227. Octrois de Lille, de Bailleul et d'Amiens.

Projets de loi, 22 mai, 4 juin, 11 juin 1856.

228. Orléans (famille d').

Projet de loi autorisant l'inscription au grand livre de la dette publique de trois rentes, se montant ensemble à 600 000 F, en faveur des héritiers de la Reine des Belges et de Mme la duchesse de Saxe-Cobourg Gotha, et autres projets de loi.

229. Paris.

Projet de loi établissant une taxe municipale sur les voitures et chevaux circulant dans Paris, 2 avril 1856.

230. Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire.

Projet de loi, 2 juillet 1856.

231 et 232. Pensions militaires.

Projet de loi sur les pensions militaires des veuves des militaires tués sur le champ de bataille, 3 avril 1856.

233. Postes.

Projet de loi relatif au transport des imprimés, échantillons etc., avec pièces jointes, 31 mai 1856.

234. Récompenses nationales aux blessés et victimes des journées de juin 1848.

Projet de loi, 25 avril 1856.

235. Sociétés en commandite par actions.

Projet de loi, avec pièces jointes, 30 juin 1856.

236. Sources d'eaux minérales.

Projet de loi ayant pour objet la conservation et l'aménagement des sources d'eaux minérales, 22 mai 1856.

237. Sucres.

Projet de loi portant modification du tarif des sucres des colonies françaises, 17 juin 1856.

238. Télégraphie électrique.

Projet de loi portant modification des tarifs des dépêches, 28 juin 1856.

239. Tribunaux correctionnels.

Projet de loi attribuant aux cours impériales les appels des jugements des tribunaux correctionnels, 15 mai 1856.

C//1050-C//1054

Session de 1857

C//1050

Anclenne cote C 401

Pièces diverses

1. Convocation et prorogations de la session.

- Décret de l'Empereur du 1er janvier 1857 convoquant le Sénat et le Corps législatif pour le 16 février 1857 ;
- décret du 12 mai 1857 prorogeant la session jusqu'au 28 mai 1857.

2. Nomination du bureau du Corps législatif.

Décrets du 14 décembre 1856, nommant M de Morny président du Corps législatif, et MM. Schneider et Reveil vice-présidents.

3. Discours du vice-président le jour de la clôture.

4. Demandes de congés de députés.

De MM. de Montalembert ; etc.

5. Excuses d'absence de députés.

De M. de Morny retenu à Saint-Pétersbourg le 5/17 février 1857 ; etc.

6. Démission de députés.

De M. Benoît-Champy, député de l'Ain.

7. Décès de député.

Du comte de Pennautur, député du Puy-de-Dôme.

8. Demandes d'autorisations d'impression de leurs discours par des députés.

9. Nomination de commissaires du Gouvernement.

Décret du 16 février 1857 nommant M. Baroche, président du Conseil d'État, commissaire du gouvernement pour la discussion des projets de loi soumis au Corps législatif.

10. Caisse d'amortissement et Caisse des dépôts et consignations.

Rapport fait au Corps législatif par la commission de Surveillance le 29 avril 1857.

11. Caisse des retraites pour la vieillesse.

Rapport de la commission, mai 1857.

12. Comptabilité intérieure du Corps législatif.

Pièces diverses.

C//1050-C//1054

Projets de loi

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

C//1050

Ancienne cote C 401

De « appel » à « Banque de France »

13. Appel de 100 000 hommes de la classe 1857.

Projet de loi, 25 mai 1857.

14. Banque de France.

Projet de loi relatif à la prorogation du privilège de la Banque de France, avec pièces jointes, 28 mai 1857.

C//1051

Ancienne cote C 402

De « budget » à « code de justice militaire »

15. Budget général de 1858.

- Projet de loi portant fixation des dépenses et des recettes, 23 mai 1857 ;
- amendements des députés et de la commission du Budget ;
- procès-verbaux des séances de la commission du Budget, du 1er avril au 7 mai 1857.

16. Chemins de fer.

Projets de loi concédant le réseau du Grand central aux compagnies de chemins de fer de Paris à Orléans et de Paris à Lyon, et de Lyon à la Méditerranée, avec pièces jointes, 26 mai 1857.

17. Code de justice militaire.

Projet de loi, avec pièces jointes, 8 mai 1857.

C//1052

Ancienne cote C 403

De « comptes » à « élections »

18. Comptes du budget de 1854.

Projet de loi portant règlement définitif, 18 avril 1857.

19. Crédit foncier de France.

Projet de loi relatif aux avances sur dépôt d'obligations foncières faites par la Société du Crédit foncier de France, 27 mai 1857.

20 à 27. Crédits supplémentaires et extraordinaires.

Projets de loi portant ouverture de crédits :

- pour la dotation du Maréchal Pélissier, duc de Malakoff ;
- pour l'acquisition du tombeau et de l'habitation de Napoléon Ier à Sainte-Hélène ;
- pour l'exposition universelle de 1855 ;
- etc.

Procès-verbaux des séances de la commission des 18 et 19 mai 1857 (1 feuillet).

28. Défrichements.

Commission relative à l'examen du projet de loi sur le défrichement des bois des particuliers :

- procès-verbaux des séances de la commission, du 12 juin 1856 au 22 mai 1857, les huit premières séances n'étant pas datées (un gros cahier in-4°) ;
- amendements à la loi présentés par la commission ;
- lettres reçues par la commission.

29-30. Domaine de l'État.

29. Projet de loi portant cession par l'État à la ville de Boulogne de la caserne dite du Rivage, 21 avril 1857.

30. Projet de loi portant cession par l'État à la ville d'Hesdin de terrains des anciennes fortifications, 16 mai 1857.

31. Dotation de l'armée.

Projet de loi relatif à l'emploi du fonds disponible de la dotation de l'armée, 25 mai 1857.

32. Dotation annuelle de 100 000 F au maréchal Pelissier, duc de Malakoff.

Projet de loi, 5 mars 1857.

33 et 34. Douanes.

Projets de loi, 2 mars 1857.

35 à 41. Échanges d'immeubles.

Entre l'État et :

- le comte de Brosses (forêt de Montargis) ;
- les époux Amenc à Antibes ;
- la congrégation du Saint-Esprit (abbayes de Langonnet et de Lajoye : département du Morbihan) ;

- les Dames religieuses de la Croix, à Soissons ;
- M. Jules Darblay, forêt d'Orléans ;
- Louis-André-Bonaventure Bard, Pousseaux (Nièvre) ;
- Comte de Boussey (forêt d'Ivry, Eure).

42. École centrale des arts et manufactures.

Projet de loi approuvant la cession faite à l'État par M. Alphonse-Robert-Jean Martin Lavallée, Mme Francis-Charles-Alfred Pothier, née Lavallée, sa fille, et M. Alphonse Pierre-Martin Lavallée, son fils de l'École centrale des arts et manufactures, avec pièces jointes, 25 mai 1857.

43. Élections au Corps législatif.

Projet de loi non suivi portant modification au régime des élections.

C//1053

Ancienne cote C 404

De « emprunt » à « impositions »

44 à 94. Emprunt d'intérêt local.

Projets de loi portant autorisation : de Agen à Var.

94 à 138. Impositions locales extraordinaires.

Projets de loi portant autorisation : de Ain à Vaucluse.

C//1054

Ancienne cote C 405

De « landes » à « travail »

139. Landes de Gascogne.

Projet de loi relatif à l'assainissement et à la mise en culture, 25 mai 1857.

140 à 160. Limites de département, d'arrondissements, de cantons et de communes.

Projets de loi portant modifications : de Alpes (Basses-) à Sèvres (Deux-).

161. Marques de fabrique et de commerce.

Projet de loi, 12 mai 1857.

162 à 168. Octrois.

Projets de loi relatifs aux octrois :

- de Lyon ;
- de Lambezellec (Finistère) ;
- de Steenvoorde (Nord) ;
- de Pont-Croix (Finistère) ;
- de Saint-Pol-de-Léon (Finistère) ;
- de Laon (Aisne) ;
- de Rouen.

169. Palais de l'Industrie.

Projet de loi relatif au rachat par l'État du palais, 13 mai 1857.

170. Paquebots transatlantiques.

Projet de loi autorisant le ministre des Finances à concéder l'exploitation de trois lignes de correspondance entre la France et l'Amérique au moyen de paquebots, 27 mai 1857.

171. Paris.

Projet de loi fixant la subvention à fournir par l'État pour le percement du boulevard Sébastopol à Paris, 26 mai 1857.

172. Plombières.

Projets de loi tendant à autoriser la concession à MM. Robillot, Danis et Cie de l'exploitation des sources et de l'établissement thermal de Plombières, 11 mai 1857.

173. Sociétés belges en France.

Projet de loi, 9 mai 1857.

174. Sous-comptoir des entrepreneurs de bâtiments.

Projet de loi, avec pièces jointes, 14 mai 1857.

175. Travail dans les prisons.

Projet de loi, 13 mai 1857.

C//1055-C//1058

Session de 1858

C//1055

Ancienne cote C 406

Pièces diverses

1. Nomination du bureau du Corps législatif.

Décrets de l'Empereur du 2 juillet 1857, nommant le Comte de Morny, président du Corps législatif, et MM. Schneider et Réveil, vice-présidents.

2. Convocation et prorogation de la session.

- Décret de l'Empereur du 10 novembre 1857 convoquant le Sénat et le Corps législatif pour le 28 novembre 1857 ;
- décret du 3 décembre 1857 prorogeant le Corps législatif au 18 janvier 1858 ;
- décret du 9 avril 1858 prolongeant la session du Corps législatif jusqu'au 1er mai 1858.

3. Discours de M. Achille Fould, ministre d'État et de la maison de l'Empereur, à l'ouverture de la session.

4. Discours du comte de Morny, président du Corps législatif.

5. Nomination de commissaire du Gouvernement.

Décret du 27 novembre 1857, nommant M. Baroche, président du Conseil d'État, commissaire du Gouvernement pour soutenir la discussion des projets de loi soumis au Corps législatif.

6. Prestations de serments de députés.

7. Refus de serment de députés.

De MM. Carnot et Goudchaux.

8. Démissions de députés.

De MM. Migeon, du Haut-Rhin, et du Cte E. de Ségur.

9. Demandes de congés de députés.

De MM. de Boissy d'Anglas ; - Cafarelli ; - Calvet-Rogniart ; - Ed. Dalloz ; - Cte de Las-Cases ; - Cte Joachim Murat ; - Baron Reilli ; - Bon de Reinach ; - Schneider ; etc.

10. Excuses d'absence de députés.

10 bis. Demandes d'autorisations d'impression de leurs discours par des députés.

Par MM. Achille Jubinal ; - Manier de la Sizeranne ; - A. Pouyer-Quartier, etc.

11. Régence.

Texte du message et du lettres patentes de l'Empereur concernant la nomination de l'Impératrice comme régente et l'institution d'un conseil privé destiné à devenir éventuellement conseil de Régence, 1er février 1858.

12. Caisse de retraites pour la vieillesse.

Rapport à l'Empereur sur la situation de la caisse, 1857.

13. Caisse d'amortissement et Caisse des dépôts et consignations.

Rapport fait au Corps législatif par la commission de Surveillance, avec pièces jointes, 24 avril 1858.

14. Comptabilité intérieure du Corps législatif.

Pièces diverses.

C//1055-C//1058

Projets de loi

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

C//1055

Ancienne cote C 406

De « appel » à « budget »

15. Appel d'un contingent de 100 000 hommes sur la classe 1858.
Projet de loi, 20 février 1858.

16. Attentat du 14 janvier 1858.
Projet de loi tendant à accorder des secours au pensions aux familles des victimes de l'attentat, avec liste des victimes, 1er mai 1858.

17. Budget de 1859.

- Projet de loi portant fixation des dépenses et des recettes pour l'exercice 1859, 30 avril 1858 ;
- amendement des députés et de la commission du Budget ;
- procès-verbaux des séances de la commission du Budget, du 4 février 1858 au 12 avril 1858 et correspondance adressée à la commission.

C//1056

Ancienne cote C 407

De « capsules » à « échanges »

18. Capsules et amorces.

Projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un impôt sur les capsules et amorces, abandonné.

19 et 20. Circonscriptions cantonales des départements de l'Allier et du Gard.

Projets de loi portant modification de certaines circonscriptions cantonales, 20 février et 22 avril 1858.

21. Code de justice militaire pour l'armée de mer.

Projet de loi, 22 avril 1858.

22. Code de procédure civile.

Projet de loi portant modification aux articles 692, 696, 717, 749 à 779, avec pièces jointes, 13 avril 1858.

23. Comptes du budget de 1859.

Projet de loi portant règlement définitif des comptes du budget de 1859, avec pièces jointes, 8 avril 1858.

24 à 35. Crédits supplémentaires et extraordinaires.

Projets de loi autorisant l'ouverture de crédits pour :

- les dépenses de sûreté générale ;
- la construction d'une nouvelle cathédrale, à Marseille ;
- le rachat des péages du Sund et des Belts (convention du 28 septembre 1857) ;
- l'amortissement de l'emprunt grec ;
- l'établissement d'une manufacture des tabacs à Chateauroux et les modifications à faire à celle de Dieppe et à celle de Toulouse ;
- à l'agrandissement de l'École impériale des Ponts et Chaussées ;
- l'acquisition des collection de fossiles de M. Alcide d'Orbigny ;

- le paiement d'une soulte à la Congrégation du Saint-Esprit par suite du transport à Hennebout du dépôt d'étalons de Longonnet ;
- l'acquisition de la collection ornithologique du prince Charles-Lucien Bonaparte.

36. Domaine de l'État.

Projet de loi portant extension de la partie du domaine de Chantegrillet affectée à l'École des mineurs de Saint-Étienne, 6 avril 1858.

37. Drainage.

Projet de loi ayant pour objet de substituer la société du Crédit foncier de France à l'État pour les prêts à faire, en vertu de la loi du 17 juillet 1856, 6 mai 1858.

38 à 40. Échanges d'immeubles.

Entre l'État et :

- le sieur Touchard, à Versailles (ancienne manutention militaire) ;
- la dame du Blaisel, commune de Champlay, Saône-et-Loire ;
- la ville de Paris, pour le service du Muséum d'histoire naturelle.

C//1057

Ancienne cote C 408

De « emprunts » à « impositions »

41 à 86. Emprunts d'intérêt local.

Projets de loi portant autorisation : de Albi à Versailles.

87. Esclaves possédés par des Français en pays étranger.

Projet de loi, 7 mai 1858.

88. Gardiens de batterie.

Projet de loi, 3 mai 1858.

89. Hôtel Jacques-Cœur, à Bourges.

Projet de loi tendant à autoriser l'acquisition au nom de l'État et du département du Cher de l'hôtel, 7 mai 1858.

90 à 137. Impositions locales extraordinaires.

1858

Projet de lois portant autorisation : de Ain à Vosges.

C//1058

Ancienne cote C 409

De « inondations » à « titres nobiliaires »

138. Inondations.

Projet de loi relatif aux travaux de défense contre les inondations, 4 mai 1858.

139. Juridiction consulaire en Perse et au Siam.

Projet de loi, 1er mai 1858.

140 à 157. Limites de départements, d'arrondissement, de cantons et de communes.
Projets de loi portant modification : de Allier à Vendée.

158. Marchandises déposées dans les magasins généraux.
Projet de loi, 5 mai 1858.

159 à 168. Octrois.

Projets de loi relatifs aux octrois :

- de Pont-L'Abbé (Finistère) ;
- de Lille ;
- de Peullan (Finistère) ;
- de Landerneau (Finistère) ;
- de Châteaulin (Finistère) ;
- d'Audierne (Finistère) ;
- de Crozon (Finistère) ;
- de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) ;
- de Guipavas (Finistère) ;
- de Saint-Pierre-Quilbignon (Finistère).

169. Paris.

Projet de loi portant approbation de la convention passée entre l'État et la ville de Paris, pour l'ouverture ou l'achèvement de diverses grandes voies de communication dans cette ville, avec pièces jointes, 8 mai 1858.

170. Port d'armes en Corse (prohibition du).

Projet de loi prorogeant la loi du 10 juin 1853, 24 avril 1858.

171. Postes.

Projet de loi relatif à la prolongation du marché conclu pour le transport des dépêches entre Marseille, la Corse et la Sardaigne, 24 avril 1858.

172. Recrutement de l'armée.

Projet de loi ayant pour objet de limiter entre frères, beaux-frères et parents jusqu'au 4e degré la substitution de numéros du tirage au sort, 20 février 1858.

173. Sécurité générale (mesures de).

Projet de loi, 19 février 1858.

174. Télégraphie privée.

Projet de loi portant réduction des taxes, 24 avril 1858.

175. Titres nobiliaires.

Projet de loi portant modification de l'article 259 du Code pénal sur l'usurpation des titres nobiliaires, avec pièces jointes, 7 mai 1858.

C//1059-C//1063

Session de 1859

C//1059

Ancienne cote C 410

Pièces diverses

1. Nomination du bureau du Corps législatif.
Décrets de l'Empereur du 24 juin 1858 nommant M. de Morny président, et MM. Schneider et Réveil vice-présidents du Corps législatif.
2. Convocation et prorogation de la session.
 - Décret de l'Empereur du 8 janvier 1859 convoquant le Sénat et le Cour Législatif pour le 7 février 1859 ;
 - décret prorogeant jusqu'au 28 mai la session du Corps législatif.
3. Discours du président du Corps législatif.
4. Décret du 7 février 1859 nommant M. Baroche, président du Conseil d'État, commissaire du gouvernement pour soutenir la discussion des projets de loi au Corps législatif.
5. Communication au Corps législatif du ministre des Affaires étrangères l'informant de l'état de guerre avec l'Autriche.
6. Lettre de M. de Cambacérès, grand maître des cérémonies, informant le président du Corps législatif de la réception qui sera faite par le Prince impérial du bureau du Corps législatif, 23 mai 1859.
7. Décès de représentants.
Mort du marquis de Torcy, député de l'Orne, etc.
8. Démissions de représentants.
De M. Gellibert du Léguins, député de la Charente, et de M. Sapey, député de la Drôme.
9. Demandes de congés de divers députés.
10. Excuses d'absence de divers députés.
11. Demandes d'autorisations d'impression de leurs discours par des députés.
Par MM. Dalloz ; - de Parien ; etc.
12. Caisse des retraites pour la vieillesse.
Rapport à l'Impératrice-Régente sur la caisse.
13. Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations.
Rapport de la commission de Surveillance, avec pièces jointes, 27 avril 1859.

C//1059-C//1063

Projets de loi

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

C//1059

Ancienne cote C 410

De « appels » à « budget »

15 et 16. Appels des classes 1858 et 1859.

Projets de loi, 27 Avril-14 mai 1859.

17. Archevêché à Rennes.

Projet de loi portant création, 29 avril 1859.

18. Attentat du 14 janvier 1858.

Projet de loi portant concessions de pensions à des victimes de l'attentat, 18 mars 1859.

19. Budget de 1860.

- Projet de loi portant fixation des dépenses et des recettes pour 1860 ;
- amendement des députés et de la commission du Budget ;
- procès-verbaux des séances de la commission du Budget, du 23 février 1859 au 16 mai 1859 ;
- notes, rapports, correspondances adressés à la commission.

C//1060

Ancienne cote C 411

De « budgets (suite) » à « comptes »

20. Budgets départementaux.

Projet de loi relatif aux produits des droits de péages, 14 mai 1859.

21. Chemins de fer.

Projet de loi tendant à approuver les conventions passées entre le ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics et les compagnies de chemins de fer d'Orléans, du Nord, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, du Dauphiné, de l'Ouest, de l'Est, des Ardennes, du Midi, avec pièces jointes, 18 mai 1859.

22. Circonscription.

Projet de loi modifiant la circonscription cantonale de Commentry (Allier), 25 mai 1859.

23. Code forestier.

Projet de loi modifiant les articles relatifs au défrichement des bois de particuliers, 7 mai 1859.

24. Comptes de 1856.

Projet de loi portant règlement définitif des comptes, 18 mai 1859.

C//1061

Ancienne cote C 412

De « crédits » à « emprunt »

25 à 32. Crédits supplémentaires et extraordinaires.

Projets de loi autorisant l'ouverture de crédits pour :

- l'amortissement de l'emprunt grec ;
- le traitement du ministre de l'Algérie et des colonies, les établissements de la Guyane et du Sénégal ;
- la formation de l'armée d'Italie ;
- l'expédition de l'Indo-Chine ;
- le service des Haras ;
- les frais de captage et d'aménagement des sources d'eaux minérales de Plombières ;
- les lignes télégraphiques.

33 et 34. Délais des instances devant le Conseil d'État et la Cour de cassation.

Projet de loi, 19 mai 1859.

35. Douanes.

Projet de loi, 27 mai 1859.

36. Dunkerque.

Projet de loi sur les droits à percevoir dans le port, 27 mai 1859.

37 à 42. Échange d'immeubles.

Entre l'État et :

- la ville de Luneville (Meurthe) ;
- les bureaux de bienfaisance de Bergues et Condekerque (Nord) ;
- le sieur de Creutzer (Auguste) (forêts de Falckenstein et de Waldeck) (Moselle) ;
- le sieur Dolard de Myon (forêt de Parroy, Meurthe) ;
- la commune de Verzy (Marne) ;
- les ruines de Vicoigne forêt domaniale de Saint-Armand (Nord).

43. Emprunt de 500 millions.

Projet de loi, 30 avril 1859.

44 à 89. Emprunt d'intérêt local.

Projets de loi portant autorisation : de Agen à Yonne.

C//1062

Ancienne cote C 413

De « impositions » à « limites »

90 à 126. Impositions locales extraordinaires.

Projets de loi portant autorisation : de Ardèche à Vosges.

127 à 154. Limites de départements, d'arrondissements, de cantons, de communes.

Projets de loi portant modification.

C//1063

Ancienne cote C 414

De « Lyon » à « tribunaux de première instance »

155. Lyon.

Projet de loi relatif à l'émission de 10 000 obligations par la ville, pour le rachat des droits de la Compagnie des Ponts sur le Rhône, 14 avril 1859.

156 à 176. Octrois.

Projets de loi autorisant des surtaxes d'octrois :

- Port-Launay (Finistère) ;
- Elbeuf (Seine-Inférieure) ;
- Conquet ;
- Lampaul ;
- Pouldergat ;
- Saint-Marc ;
- Concarneau ;
- Plabennec ;
- Plouvien ;
- Rumengol (Finistère) ;
- Moulins-lès-Lille et Vazemmes (Nord) ;
- Ploudaniel ;
- Lesneven (Finistère) ;
- Briançon (Hautes-Alpes) ;
- Vervins (Aisne) ;
- Dirinon ;
- Daoulas ;
- Hanvec ;
- Irvillac (Finistère) ;
- Armentières (Nord) ;
- Plougastel-Daoulas (Finistère).

177. Paris.

Projet de loi relatif à l'extension des limites de Paris, avec pièces et plans joints, 26 mai 1859.

178. Pêche dans la Bidassoa.

Projet de loi relatif à un règlement de pêche, 13 mai 1859.

179. Poste.

Projet de loi relatif au transport des valeurs déclarées par poste, 9 avril 1859.

180 et 181. Récompense nationale.

180. Projet de loi accordant une pension à Rose-Louise-Hortense Senès, veuve du vice-amiral baron Dubaurdieu, 5 mars 1859.

181. Projet de loi accordant une pension à Élise Éveillard, fille de M. Éveillard consul de France à Djeddah, assassiné dans l'exercice à ses fonctions, 1er avril 1859.

182. Rétribution scolaire dans les écoles communales de filles (perception d'une).
Projet de loi, 26 mai 1859.

183. Tribunaux de première instance de Lyon et de Saint-Étienne.
Projet de loi portant augmentation du personnel, 18 mai 1859.

C//1064-C//1070

Session de 1860

C//1064

Ancienne cote C 415

Pièces diverses

1. Convocation, prorogation de l'ouverture et de la clôture de la session.

- Décret de l'Empereur du 18 janvier 1860 convoquant le Sénat et le Corps législatif pour le 23 février 1860 ;
- décret du 13 février prorogeant l'ouverture au 1er mars ;
- décrets des 30 mai et 25 juin prorogeant la clôture au 30 juin puis au 14 juillet 1860.

2. Nomination du bureau du Corps législatif.

Décret du 19 juin 1859 nommant le comte de Morny, MM. Schneider et Réveil président et vice-président du Corps législatif.

3. Nomination des commissaires du Gouvernement.

Décret du 1er mars 1860 nommant M. Baroche, président du Conseil d'État, commissaire du Gouvernement pour la discussion des projets de loi soumis au Corps législatif.

4. Demande de congés de députés.

5. Excuses d'absence de députés.

Granier de Cassagnac ; etc.

6. Décès de député.

De M. Collot, député de la Meuse.

7. Lettre de M. Riché, député nommé au Conseil d'État, au président du Corps législatif.

8. Discours du comte de Morny, en prenant place au fauteuil.
9. Demande d'enquête sur les opérations électorales de la 3e circonscription d'Ille-et-Vilaine qui a élu député M. de Dalmas.
10. Annexion à l'Empire de la Savoie et de l'arrondissement de Nice.
Communication faite au Corps législatif.
11. Caisse d'amortissement et Caisse du dépôt et consignations.
Rapport du comité de Surveillance, avec pièces à l'appui.
12. Caisse des retraites pour la vieillesse.
Rapport à l'Empereur de la commission.
13. Lettres des ministres au président à divers sujets.
14. Comptabilité intérieure du Corps législatif.
- 14 bis. Demandes d'autorisations d'impression de leurs discours par des députés.

C//1065-C//1070

Projets de loi

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

C//1065

Ancienne cote C 416

De « appel » à « budget »

15 et 16. Appel de 100 000 hommes.

15. Appel de 100 000 hommes sur la classe de 1899 au lieu de 140 000.
Projet de loi, 13 avril 1860.

16. Appel de 100 000 hommes sur la classe 1860.
Projet de loi, 16 juillet 1860.

17. Armes de guerre.
Projet de loi concernant la fabrication et le commerce des armes de guerre, avec pièces jointes, 20 juin 1860.

18. Assurances contre la mortalité du bétail.
Projet de loi, 14 avril 1860.

19. Avancement dans l'armée navale.
Projet de loi modifiant l'article 1er de la loi du 20 avril 1832, 23 avril 1860.

20. Biens communaux.

Projet de loi relatif à la mise en valeur des marais et terres incultes, avec pièces jointes, 19 juillet 1860.

21. Brevets d'invention accordés à Antoine-Joseph Sax, et Adolphe Sax.

Projet de loi prolongeant la durée des brevets, avec pièces jointes, 20 juillet 1860.

22. Budget de 1861.

- Projet de loi partant fixation du dépenses et des recettes pour 1861, 16 juillet 1860 ;
- amendements des députés et de la commission du Budget ;
- procès-verbaux des séances de la commission du Budget, du 19 avril au 6 juillet 1860, etc.

C//1066

Ancienne cote C 417

De « canal » à « chemins de fer »

23. Canal des houillères de la Sarre.

Projet de loi relatif à l'acceptation par l'État de l'offre faite par la ville de Colmar et plusieurs propriétaires et industriels d'Alsace d'avancer la somme de 11 800 000 F pour l'exécution du canal et d'un embranchement du canal du Rhône au Rhin sur la ville de Colmar, 26 avril 1860, avec pièces jointes.

24. Canaux.

Projets de loi relatif au rachat, pour cause d'utilité publique des canaux suivants, 16 juillet 1860, avec pièces jointes :

- d'Arles à Baue, d'Orléans et du Loing ;
- de la Somme et de Manicamp ;
- des Ardennes ;
- de l'Oise canalisée et du canal latéral à l'Oise ;
- de l'écluse d'Ivry, sur l'Escaut ;
- du canal de la Sensée ;
- du canal d'Aire à la Bassée ;
- du canal de Roanne à Digoïn ;
- du canal de Briare.

25 à 29. Chemins de fer.

25. Chemins de fer de l'Algérie.

Projet de loi relatif à l'établissement de chemins de fer en Algérie, avec pièces jointes, 1er juin 1860.

26. Chemin de fer de Graissessac à Béziers.

1859-1860

Divers projets de loi relatif à la convention passée entre le ministre des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer de Graissessac à Béziers.

27. Chemins de fer d'embranchement.

Projet de loi relatif à l'établissement des chemins de fer d'embranchement suivants, 18 juillet 1860 :

- de Caen à Flers ;
- de Mayenne à Laval ;
- d'Épinal à Remiremont ;
- de Luneville à Saint-Dié.

28. Chemins de fer de Strasbourg à Barr, Matzig et Wasselonne, et de Haguenau à Niederbronn.

Projet de loi relatif à l'établissement de chemins de fer avec subvention de l'État, 18 juillet 1860.

29. Chemins de fer de Gray à Besançon, et de Vesoul à Besançon.

Projet de loi relatif à la concession des chemins de fer, 18 juillet 1860.

C//1067

Ancienne cote C 418

De « circonscription » à « domaine de l'État »

30. Circonscription cantonale de Saint-Étienne (division de).

Projet de loi du 28 mars 1860.

31. Comptes de l'exercice 1857.

Projet de loi portant règlement définitif des comptes, 4 juin 1860.

32. Cours et tribunaux.

Projet de loi portant modification de la composition de plusieurs cours et tribunaux, avec pièces jointes, projet retiré.

33. Crédit agricole.

Projet de loi portant approbation d'une convention passée entre l'État et les fondateurs de la société du Crédit agricole, 20 juillet 1860.

34 et 35. Crédit foncier de France.

34. Projet de loi tendant à substituer la société du Crédit foncier de France au Comptoir d'escompte pour tenter les opérations de ce comptoir avec le Sous-comptoir des Entrepreneurs, 7 mai 1860.

35. Projet de loi relatif aux prêts à faire aux départements, aux communes et aux associations syndicales par la société Crédit foncier de France, 11 juin 1860.

36 à 38. Crédits supplémentaires et extraordinaires.

Projets de loi autorisant l'ouverture de crédits pour :

- le concours général et national d'Agriculture ;

- pour les indemnités vues par suite de l'exécution du traité de délimitation de la frontière des Pyrénées.

39 à 45. Domaine de l'État.

Projets de loi portant cession par l'État : à la commune de Soulac (Gironde) de la chapelle du Verdon ; - au sieur Kermarec d'une parcelle de terrain à Quelern (Finistère) ; - à la ville de Perpignan de divers terrains ; - à Marseille, de divers terrain ; - à la ville de Paris, du bois de Vincennes (avec plan) ; - à la ville de Rennes des terrains de l'ancien canal du Murs ; - à Lille, de terrains.

C//1068

Ancienne cote C 419

De « dotation » à « forêts de l'État »

46. Dotation de l'armée.

Projet de loi relatif à la création d'une dotation de l'armée au rengagement, au remplacement, et aux pensions militaires, 4 juillet 1860.

47 à 51. Douanes.

Projets de loi sur :

- l'importation des laines et cotons ;
- les écorces à tan, bois à brûler, charbons de bois ;
- les machines et mécaniques ;
- les droits de douane à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion ;
- le riz importé aux Antilles.

52 à 58. Échanges de terrains et d'immeubles.

Projets de loi concernant des échanges entre l'État et :

- le sieur Grangier à Marcenat (Allier) ;
- la ville d'Aix ;
- la ville d'Abbeville ;
- le département du Gers ;
- la ville de Melun ;
- la ville de Dunkerque ;
- les sieurs d'Haussonville, de la Ferté-Senectère ;
- Michaud, Vignier et Bellan (forêt domaniale de Jouy, Seine-et-Marne).

59. Émigration.

Projet de loi relatif à l'émigration et aux émigrants, 30 juin 1860.

60 à 115. Emprunts d'intérêt local.

Projets de loi portant autorisation : de Agen à Var, 1860.

116. État-major général de l'armée navale.

Projet de loi à la modification du cadre des officiers, 8 juin 1860.

117. Forêts de l'État.

Projet de loi affectant une somme de 5 millions à la création de routes forestières pouvant servir à l'exploitation des coupes, 18 juillet 1860.

C//1069

Ancienne cote C 420

De « impositions » à « limites »

118 à 164. Impositions locales extraordinaires.

Projets de loi portant autorisation : de Ain à Yonne.

165 à 190. Limites de départements, d'arrondissements, de cantons et de communes.

Projets de loi portant modifications : de Aveyron à Vosges.

C//1070

Ancienne cote C 421

De « monnaie » à « Vichy »

191. Monnaie de bronze.

Projet de loi relatif à une nouvelle émission, 30 juin 1860.

192 à 198. Octrois.

Projets de loi relatifs aux octrois de :

- Mespaul ;
- Ploudalmezeau ;
- Plonéour ;
- Plougastel-Saint-Germain ;
- Gouesnou (Finistère) ;
- Saint-Servan (Ille-et-Vilaine) ;
- Nantes (Loire-Inférieure) (surtaxes).

199-200. Paris.

199. Projet de loi fixant la part contributive de l'État dans les dépenses de la police municipale de Paris, 16 juin 1860.

200. Projet de loi ayant pour objet d'autoriser l'émission de 287 618 obligations de 100 F, pour subvenir aux dépenses nécessitées par l'extension des limites de la ville, 19 juillet 1860.

201. Pêches maritimes.

Projets de loi, 18 juillet 1860.

202. Prêts à l'industrie.

Projet de loi affectant une somme de 40 millions à des prêts à l'industrie pour le renouvellement et l'amélioration de son matériel, 17 juillet 1860.

203. Reboisement des montagnes.

Projet de loi, avec pièces jointes, 18 juillet 1860.

204. Savoie et Nice.

Projet de loi ayant pour objet la répartition en ressorts de cours impériales et en départements de la Savoie et de Nice, 15 juin 1860.

205. Sucres, cafés, cacao et thés.

Projet de loi concernant le tarif, avec pièces jointes, 19 mai 1860.

206 et 207. Lignes télégraphiques.

Projets de loi autorisant la création de lignes téléphoniques :

- entre la France et l'Algérie, 23 juin 1860 ;
- entre la France et les États-Unis, touchant à Saint-Pierre et Miquelon, avec pièces jointes, 18 juillet 1860.

208. Travaux d'utilité générale.

Projet de loi affectant 500 millions à des travaux d'utilité générale, 26 juin 1860.

209. Vichy.

Projet de loi tendant à approuver une convention passée entre le préfet de l'Allier et le maire de Vichy au sujet d'une nouvelle répartition des eaux douces de Vichy, 4 mai 1860.

C//1071-C//1078

Session de 1861

C//1071

Ancienne cote C 421

Pièces diverses

1. Décret de l'Empereur du 24 novembre 1860 portant que le Sénat et le Corps législatif voteront chaque année à l'ouverture de la session une adresse à l'Empereur qui sera discutée en présence des commissaires du Gouvernement qui donneront aux chambres toutes les explications nécessaires sur la politique intérieure et extérieure de l'Empire.
2. Décret de l'Empereur du 3 février 1861 sur les attributions de Conseil État, du Sénat, du Corps législatif, la présentation, la discussion le vote des projets de loi, etc.
3. Convocation et propogation de la session.
 - Décret de l'Empereur du 12 janvier 1861 convoquant de Sénat et le Corps législatif pour le 4 février 1861 ;
 - décret du 17 juin prorogeant la durée de la session jusqu'au 27 juin 1861.
4. Nomination du bureau du Corps législatif.

Décrets de l'Empereur du 7 juin 1861 nommant M. de Morny, président du Corps législatif, et MM. Schneider et Réveil, vice-présidents.

5. Nomination des questeurs.

Décret du 7 juin.

6. Demandes de congés de députés.

7. Décès de député.

De M. de Maupas, membre du Corps législatif.

8. Exposé de la situation de l'Empire présenté au Sénat et au Corps législatif (février 1861), avec 1 vol. de Documents diplomatiques, 1861, in - 4°, 278 pages.

9. Adresse du Corps législatif à l'Empereur, 22 mars 1861.

10. Caisse d'amortissement et Caisse des Dépôts et Consignations.

Rapport du comité de Surveillance, 22 mai 1861.

11. Caisse des retraites pour la vieillesse.

Rapport à l'Empereur de la commission, 1861.

12. Demandes d'autorisations d'impression de leurs discours par des députés.

Demandes adressées au président.

13. Résumé des travaux statistiques de l'administration des Mines.

Lettre du ministre du Travaux publics au président, 27 juin 1861.

14. Comptabilité intérieure du Corps législatif.

Pièces diverses.

C//1072-C//1078

Projets de loi

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

C//1072

Ancienne cote C 422

De « appel » à « chemins de fer »

15. Appel de 100 000 hommes sur la classe 1861.

Projet de loi, 24 mai 1861.

16. Budget général pour 1862.

- Projet de loi portant fixation des députés et des recettes pour 1862, avec pièces annexes, 13 juin 1861 ;
- amendements présentés par des députés et par la commission du Budget ;
- procès verbaux des séances de la commission du Budget, du 23 mars au 25 mai 1861.

17. Caisse des retraites pour la vieillesse.

Projet de loi, 16 mai 1861.

18 à 21. Chemins de fer.

18. Chemin de fer d'Aigues-Mortes à la ligne de Nîmes à Montpellier.

Projet de loi tendant à allouer, au nom de l'État, soit une garantie d'intérêt, soit une subvention, en vue de la concession du chemin de fer, 24 mai 1861.

19. Chemins de fer de Rennes à Brest, de Toulouse à Bayonne, de Perpignan à Part-Vendres, de Grenoble à Montméliant de Thonon à Collonges, d'Aix à Annecy.

Projet de loi relatif à l'émission pour le Trésor d'obligations trentenaires affectées à l'exécution, à la charge de l'État des chemins de fer, 19 juin 1861.

20. Chemins de fer algériens.

Projet de loi relatif à la construction, 27 juin 1861.

21. Divers chemins de fer.

Projet de loi du 25 juin 1861, avec pièces jointes, autorisant le ministre des Communes, de l'Agriculture et des Travaux publics à entreprendre les travaux des chemins de fer :

- de ceinture à Paris ;
- de Châteaulin à Landerneau ;
- de Napoléon-Vendée à la Rochelle ;
- de Rochefort à Saintes, de Saintes à Contrats ;
- de Niederbrome à la ligne de Metz à Thionville ;
- de Louvriers à la ligne de Rouen ;
- d'Annonay à Saint Rambert ;
- de Dijon à Langres ;
- de Châtillon-sur-Seine à Chaumont ;
- de Chaumont à Toul ;
- de Bergerac à Libourne ;
- de Saintes à Angoulêmes ;
- de Saint-Girons à la ligne de Toulouse à Tarbes ;
- de Grasse à la ligne de Toulon à Nîmes ;
- de Napoléon-Vendée aux Sables-d'Olonne ;
- de Napoléon-Vendée à la ligne d'Angers à Niort ;
- de Napoléonville à Saint-Brieuc ;
- d'Auxerre à la ligne de Nevers à Chagny par Clamecy ;
- de Clermont à Montbrison ;
- de Commeny à la ligne de Saint-Germain des Cossis à Clermont ;
- de Part-Vendres à la frontière d'Espagne.

Allocation par le même projet de loi d'une subvention en vue de l'exécution :

- d'un embranchement de Sainte-Marie à Schlestadt, sur la ligne de Strasbourg à Bâle ;
- d'un embranchement de Dieuze à la ligne de Paris à Strasbourg, entre Avricourt et Rechicourt ;

- d'une dérivation sur Boulogne de la lignes de Boulogne de Calais.

C//1073

Ancienne cote C 423

De « comptes » à « domaine de l'État »

22. Comptes du budget de 1858.

Projet de loi portant règlement définitif des comptes, avec pièces annexes, 20 juin 1861.

23. Contrainte par corps.

Projet de loi modifiant l'article 29 de la loi de 17 avril 1832, 3 avril 1861.

24. Cours et tribunaux.

Décret du 18 mai 1861 retirant un projet de loi portant modification de la composition de plusieurs cours et tribunaux.

25 à 34. Crédits supplémentaires et extraordinaires.

Projets de loi portant ouverture de crédits :

- pour les dépenses de l'exposition, en 1961 des œuvres des artistes vivants ;
- pour le service du Haras ;
- pour le paiement de l'indemnité stipulée par le traité du 2 février 1861 pour la cession de Menton et de Roquebrune à la France ;
- pour le paiement d'intérêts garantis par l'État à la compagnie du télégraphe sous-marin de la Méditerranée ;
- pour grands travaux d'utilité générale ;
- pour les frais de l'enquête sur l'industrie parisienne ;
- pour l'appropriation au service sanitaire de l'ancien Lazaret de Trompeloup (Gironde) ;
- pour les inondations 1856 ;
- pour l'acquisition du musée Campana ;
- pour l'exposition de Londres, en 1862.

35 à 38. Domaine de l'État.

Projets de loi portant cession par l'État :

- à la communauté des religieuses ursulines de Redon de terrains et de bâtiments ;
- aux sieurs Coulomb et aux sieur et dame Long de terrains de la forêt domaniale de Terres-Gastes du Pujet (Var) ;
- à la ville de Dinan, des bâtiments dits de la Victoire ;
- à la ville de Toulon, des terrains des anciennes fortifications.

C//1074

Ancienne cote C 424

« Douanes »

39. Projet de loi relatif à la modification du régime douanier des céréales.

- Amendements proposés par la commission chargée d'examiner le projet de loi ;

- enquête réalisée par le Conseil d'État annexée au projet de loi : *Conseil d'État. Enquête sur la révision de la législation des céréales*. Paris, 1859 (3 volumes).
- *Conseil d'État. Enquête sur la boulangerie du département de la Seine*. Paris, 1859.
- *Question de la boulangerie du département de la Seine. Deuxième rapport aux sections réunies du commerce et de l'intérieur du Conseil d'État, sur les commerces du blé, de la farine et du pain*, par M.F. Le Play ... Paris, 1860.

40. Projet de loi relatif au tarif des droits à la sortie des villes, retiré.

41. Projet de loi relatif au régime des douanes aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, 26 juin 1861.

C//1075

Ancienne cote C 425

De « échanges » à « emprunts »

42. Échanges de terrains ou d'immeubles.

Entre l'État et :

- le sieur Berthomier, (forêt domaniale de Tronçais, Allier),
- les époux Odard de Parigny (forêt domaniale de Chandelais et étang de Bouchillon, Maine-et-Loire) ;
- les sieurs Leurtaut et Young, à Libourne (Gironde) ;
- le sieur Béjot dans la forêt domaniale de Carnelles (Seine-et-Oise) ;
- la ville de Laon ;
- les sieurs Luber et Rieder dans la forêt domaniale de la Harth (Haut-Rhin) ;
- le sieur César-Jean-François Mousoir (dans la forêt d'Orléans) ;
- Christophe-Alexandre Bouglé et Mélanie-Hélène-Ernestine Van-Geonen, sa femme, dans la forêt d'Orléans, commune de Bougy ;
- le département de la Côte-d'Or (palais de justice de Dijon).

52 à 109. Emprunts d'intérêt local.

Projets de loi portant autorisation : de Alpes-Maritimes à Vosges.

C//1076

Ancienne cote C 426

De « impositions » à « limites »

110 à 139. Impositions locales extraordinaire.

Projets de loi portant autorisation : de Aisne à Tarn-et-Garonne.

140. Légalisations des signatures des notaires et officiers de l'état civil.

Projet de loi, 3 avril 1861.

141 à 162. Limites de département, d'arrondissements, de cantons et de communes.

1861

Projets de loi portant modifications de limites, avec pièces et plans joints : de Aveyron à Yonne.

C//1077

Ancienne cote C 427

De « octrois » à « pensions »

163 à 186. Octrois.

Projets de loi portant surtaxe sur les octrois de : Plaré ; - Locmaria - Plouzané ; - Landéda ; - Plouarzel ; - Loperhet ; - Ploudiry ; - Milizac ; - Ouessant ; - Bohars ; - Kerlouan ; - Logonna - Daoulas ; - la Martyre ; - Guilers ; - Plouézoch ; - Plouénour-Trez ; - Bourg - Blanc ; - Kernilis ; - Telgruc (Finistère) ; - Cherbourg (Manche) ; Grenoble (Isère) ; - Quintin (Côtes-du-Nord) ; - Annecy (Haute-Savoie) ; - Givors (Rhône).

187. Opéra.

Projet de loi relatif aux dépenses de construction de la nouvelle salle, avec pièces et plan joints, 27 juin 1861.

188. Pensions de l'armée de terre.

Projet de loi tendant à modifier la loi du 11 avril 1831, avec pièces jointes, 15 juin 1861.

189. Pensions de l'armée de mer.

Projet de loi tendant à modifier la loi du 18 avril 1831, 17 juin 1861.

C//1078

Ancienne cote C 428

De « presse » à « vente publique »

190 et 191. Presse.

190. Projet de loi exemptant de timbre et des droits de poste les suppléments des journaux exclusivement consacrés à la publication des débats législatifs, 17 avril 1861.

191. Projet de loi modifiant l'article 32 de la loi du 17 février 1852 sur la suppression des journaux, 18 juin 1861.

192. Récompense nationale.

Projet de loi accordant une pension de 6000 F à Marie-Anne Couat, veuve Bosquet, mère du Maréchal Bosquet, 30 mai 1861.

193. Service postal entre la France et l'Indochine.

Projet de loi approuvant les stipulations financières contenues dans la convention passés entre le ministre des Finances et la Compagnie des services maritimes des messageries impériales pour l'exécution du service postal, avec pièces jointes, 17 juin 1861.

194. Service postal entre la France, les États-Unis et les Antilles.

Projet de loi portant approbation des stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre des Finances et la Compagnie générale maritime et la société du Crédit mobilier pour l'exploitation du service postal, avec pièces jointes, 17 juin 1861.

195. Télégraphie privée.

Projet de loi relatif à la correspondance télégraphique privée dans l'intérieur de l'Empire, avec pièces jointes, 21 juin 1861.

196. Vente publique de marchandises en gros autorisées au ordonnées par la justice consulaire.

Projet de loi, 26 juin 1861.

C//1079-C//1085

Session de 1862

C//1079

Ancienne cote C 429

Pièces diverses

1. Convocation et prorogation de la session.

- Décret du 8 janvier 1862 convoquant le Sénat et le Corps législatif pour le 27 janvier 1862 ;
- Décret du 7 juin 1862 prorogeant la session jusqu'au 27 juin 1862.

2. Nomination du bureau du Corps législatif.

Décrets du 7 juin 1861 nommant le Cte de Morny président, MM. Scheider et Réveil vice-présidents du Corps législatif.

3. Nomination des questeurs.

Décret du 7 juin.

4. Demandes de congés de députés.

5. Excuses d'absence de députés.

6. Démission de député.

Lettre de démission de M. de Bellecombe, député de la Savoie.

7. Décès de député.

De M. Carteret, député de la Marne.

8. Discours du Cte de Morny, président du Corps législatif, en prenant place au fauteuil.

9. Exposé de la situation de l'Empire au Sénat et au Corps législatif : janvier 1862, Paris, 1862, in 4° ; - Documents diplomatiques Paris, 1862, in - 4°.

10. Adresse du Corps législatif à l'Empereur, 20 mars 1862.

11. Caisse d'amortissement et Caisse des dépôts et consignations.
Rapport du comité de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations, 7 mars 1862.

12. Demandes d'autorisations d'impression de leurs discours par des députés.

13. Comptabilité intérieure du Corps législatif.

C//1079-C//1085

Projets de loi

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

C//1079

Ancienne cote C 429

De « agents de change » à « brevets d'invention »

14. Agents de change.

Projet loi modifiant les articles 74, 75 et 90 du code du commerce, 3 juin 1862.

15. Appel de 100 000 hommes sur la classe 1862.

Projet de loi, 29 avril 1862.

16. Brevets d'invention.

Projet de loi relatif aux brevets d'invention resté à l'état de rapport, avec pièces jointes.

C//1080

Ancienne cote C 430

« Budget »

17. Budget rectificatif de l'exercice 1862.

Projet de loi, 26 juin 1862.

18. Budget de 1863.

- Projet de loi portant fixation des dépenses et du recettes de 1866, 25 juin 1862 ;
- amendements des députés et de la commission du Budget ;
- procès-verbaux des séances de la commission du Budget, du 3 avril au 26 juin 1862.

C//1081

Ancienne cote C 431

« Budget (suite) »

18. Budget de 1863.

Documents administratifs sur les services des différents ministères, 1862.

19. Budget extraordinaire de 1863.

Projet de loi créant un fond affecté spécialement aux dépenses, 25 juin 1862.

C//1082

Ancienne cote C 432

De « chemins de fer » à « échanges »

20. Chemins de fer de Valenciennes à Achette, de Lille à la frontière belge dans la direction de Tournai.

Projet de loi relatif à la création des chemins de fer, avec pièces jointes, 27 juin 1862.

21. Chemins de fer de Napoléon-Vendée à la Rochelle, de Rochefort à Saintes, de Saintes à Coutras, de Saintes à Angoulême.

Projet de loi relatif à l'exécution des chemins de fer, avec pièces jointes, 27 juin 1862.

22. Chemin de fer de Belfort à Guebwiller.

Projet de loi ayant pour objet l'allocation d'une subvention en vue de l'exécution d'un chemin de fer, avec pièces jointes, 27 juin 1862.

23. Cours et tribunaux.

Projets de loi relatif à l'augmentation de personnel dans divers cours et tribunaux, 27 juin 1862.

24. Crédit foncier de France.

Projet de loi relatif aux emprunts à faire par les départements, les communes, les hospices au Crédit foncier de France, 17 février 1862.

25 à 33. Crédits supplémentaires au extraordinaires.

Projet de loi portant ouverture de crédits pour :

- le Musée Campanie ;
- la construction de la nouvelle salle de l'opéra ;
- l'emprunt grec ;
- le reboisement des montagnes, etc.

34 et 35. Délais judiciaires.

Projets de loi relatifs aux délais des pourvois devant la Cour de cassation, d'ajournement, de signification et d'appel en matière civile et commerciale, avec pièces jointes, 25 mars et 9 mai 1862.

36. Domaine de l'État.

Projet de loi portant cession par l'État à la ville de Bapaume de terrains domaniaux, 21 mars 1862.

37. Dotation de 50 000 F par an au Général Cousin Montauban, duc de Palikao.
Projet de loi retiré.

38 à 46. Échange de terrain et d'immeubles.

Projets de loi relatifs à des échanges entre l'État et :

- le département de la Meurthe (Forêt de Haye) ;
- le sieur Hibert (forêt de l'Isle Adam) ;
- les époux Chambaud (forêt domaniale de Seillontin) ;
- le sieur Pinet (Forêt domaniale des Minimes, Nièvre) ;
- le Sieur Louis-Victor Ruzé (Maison centrale de Gaillon, Eure, et le Bois de Rouen) ;
- la commune d'Ancerville (Meuse) ;
- la ville de Dax (Landes) ;
- Gilbert-Ernest Biton, à Nérès ;
- la ville de la Frère (Aisne).

C//1083

Ancienne cote C 433

« Emprunts d'intérêt local »

46 à 115. Projets de loi portant autorisation : de Aix à Villefranche (Rhône).

C//1084

Ancienne cote C 434

De « impositions » à « limites »

116 à 150. Impositions locales extraordinaires.

Projets de loi portant autorisation : de Ain à Tarn.

151. Juridiction des Conseils de France au Japon.

Projet de loi, 19 février 1862.

152 à 176. Limites de départements, d'arrondissement, de cantons et de communes.

Projets de loi portant modification de limites : Ain à Vienne.

C//1085

Ancienne cote C 435

De « octrois » à « tabacs »

177 à 188. Octrois.

Projet de lois autorisant des surtaxes dans les octrois de :

- Sizun (Finistère) ;
- Laon (Aisne) ;
- Plouhinec (Finistère) ;
- Nice (Alpes-Maritimes) ;
- Tréglonou (Finistère) ;
- Conquet (Finistère) ;
- Bouneville (Haute-Savoie) ;
- Rumilly (Haute-Savoie),

- Taninges (Haute-Savoie) ;
- Sallanches (Haute-Savoie) ;
- Cluses (Haute-Savoie) ;
- La Roche (Haute-Savoie).

189. Pension à titre de récompense nationale accordée à Mme Hannah-Léonie Rodrigues-Henriquès, veuve de M. Jacques-François-Élie Fromontal Halévy.
Projet de loi, 27 juin 1862.

190. Pensions de retraite des ouvriers des ports et de divers agents de la marine.
Projet de loi, 10 juin 1862.

191. Plombières.

Projet de loi autorisant la garantie par l'État d'un emprunt de 600 000 F à contracter par la compagnie des Thermes de Plombières, 27 juin 1862.

192 à 194. Ponts à péage.

Projets de loi du 25 juin 1862 portant rachat des concessions des pont de Vichy sur l'Allier, pont de Bordeaux sur la Garonne, pont de Trilpart sur la Marne.

195. Rentes 4,5 % et 4%.

Projet de loi relatif à la conversion facultative des rentes, 8 février 1862.

196. Service postal de l'Indochine.

Projet de loi approuvant les stipulations financières contenues dans la convention passée entre le ministère des Finances et la Compagnie des Services maritimes des messageries impériales relative à l'exploitation provisoire d'une partie du service postal, 25 juin 1862.

197. Tabacs.

Projet de loi ayant pour objet de proroger jusqu'au 1er janvier 1873 l'effet de la loi du 3 juillet 1852 qui attribue à l'État le monopole du tabac, 23 mai 1862.

C//1086-C//1093

Session de 1863

C//1086

Ancienne cote C 436

Pièces diverses

1. Convocation et prorogation de la session.

- Décret de l'Empereur du 20 décembre 1862 convoquant le Sénat et le Corps législatif pour le 12 janvier 1869 ;
- décret du 29 avril prorogeant au 7 mai la clôture de la session.

2. Nomination du bureau du Corps législatif.

Scrutins pour l'élection des secrétaires du Corps législatif, janvier 1863.

3. Demandes de congés de députés.
4. Excuses d'absence de députés.
5. Démissions de députés.
6. Décès de députés.
7. Discours du président à l'ouverture et à la clôture de la session.
8. Naissance du prince Victor Napoléon.
Lettre de ministre d'État informant que le 18 juillet 1862 à 5 h du matin S.A.I. la princesse Marie-Clotilde Napoléon a donné naissance à un prince.
9. Exposé de la situation de l'Empire prescrite au Sénat et au Corps législatif. janvier 1863 ; Paris, 1863, in 4° ; - Documents diplomatiques, Paris 1863, in 4° ; - Documents diplomatiques, Paris 1863, in 4° (affaires de Pologne).
10. Adresse à l'Empereur, 12 février 1863.
11. Caisse d'amortissement et Caisse des dépôts et consignations.
Rapport par la commission de Surveillance, 31 mai 1863.
12. Caisse des retraites pour la vieillesse.
Rapport à l'Empereur par la commission.
13. Demandes d'autorisations d'impression de leurs discours par des députés.
14. Comptabilité intérieure du Corps législatif.

C//1086-C//1093

Projets de loi

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

C//1086

Ancienne cote C 436

De « appel » à « budget »

15. Appel de 100 000 hommes sur la classe 1863.
Projet de loi, 27 mars 1863.
16. Budget rectificatif de 1863.
 - Projet de loi, 28 avril 1863 ;
 - procès-verbaux des séances de la commission du Budget de 1864, du 30 janvier au 17 avril 1863.

C//1087

Ancienne cote C 437

« Budget (suite) »

17. Budget de 1864.

Projet de loi portant fixation des dépenses et du recettes pour 1864, 28 avril 1863 ;

Amendements des députés et de la commission du Budget ;

Documents administratifs :

- ministère d'État : Voyages et missions ; Monuments historiques ; etc. ;
- ministère de la Justice : Imprimerie nationale ;
- ministère de la Guerre : Gouvernement de l'Algérie ;
- ministère de la Marine : Caisse des Invalides de la Marine ;
- ministère de l'Instruction publique : Muséum d'histoire naturelle, etc.

18. Budget extraordinaire de 1864.

Projet de loi, avec pièces jointes, 28 avril 1863.

C//1088

Ancienne cote C 438

De « canaux » à « comptes »

19 à 26. Canaux.

Projets de loi relatifs au rachat des canaux, 29 avril 1863 :

- d'Arles à Boue ;
- de la Somme, de Manicamp, des Ardennes, de l'Oise canalisée, du canal latéral à l'Oise ;
- de l'écluse d'Ivry-sur-l'Escaut ;
- du canal de la Sensée ;
- du canal d'Aire à la Bassée ;
- du canal de Roanne à Digoin ;
- du canal de Briare ;
- des canaux d'Orléans et du Loing.

27 à 37. Chemins de fer.

27. Chemins de fer de Napoléon-Vendée aux Sables-d'Olonne et de Napoléon-Vendée à Bressuire.

Projet de loi approuvant les classes financières applicables à l'exécution des chemins de fer, 2 février 1863.

28. Chemins de fer de Sathonay à Bourg et dessèchement d'une partie de l'étangs des Douches.

Projet de loi portant approbation d'une convention relative à l'exécution des chemins de fer.

29. Chemins de fer de Perpignan à Prades.

Projet de loi relatif à l'exécution d'un chemin de fer, 20 avril 1863.

30. Chemins de fer de l'Ouest.

Projet de loi approuvant la convention passée entre le ministre des Travaux publics et la compagnie des Chemins de fer de l'Ouest, avec pièces jointes, 5 mai 1863.

31. Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.

Projet de loi approuvant la convention passée entre le ministre de l'Agriculture, du Commerce et du Travaux publics et la Compagnie de chemins de fer, avec pièces jointes, 6 mai 1863.

32. Chemin de fer Victor-Emmanuel à Chambéry.

Projet de loi approuvant la convention passée entre le ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics et la compagnie du chemin de fer, 5 mai 1863.

33. Chemins de fer de l'Est.

Projet de loi approuvant la convention passée entre le ministère de l'Agriculture, du Commerce et du Travaux publics et la Compagnie des chemin de fer, avec pièces jointes, 2 mai 1863.

34. Chemin de fer de Reims à Metz.

Projet de loi autorisant l'allocation par l'État d'une subvention de dix millions en vue de l'exécution du chemin de fer, retiré.

35. Chemin de fer d'Orléans.

Projet de loi approuvant la convention passée entre le ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics et la compagnie du chemin de fer, avec pièces jointes, 5 mai 1863.

36. Chemins de fer Algériens.

Projet de loi approuvant la convention passée entre le ministre de la Guerre et la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, 6 mai 1863.

37. Chemins de fer du Midi et Canal latéral à la Garonne.

Projet de loi approuvant la convention passée entre le ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics et la compagnie des chemins de fer, 6 mai 1863.

38. Code pénal.

Projet de loi modifiant diverses dispositions du Code pénal, avec pièces jointes, 18 avril 1863.

39. Comptes du budget de 1859.

Projet de loi portant règlement définitif des comptes, avec pièces annexes, 6 mars 1863.

C//1089

Ancienne cote C 439

De « comptes (suite) » à « échanges »

40. Comptes du budget de 1860.

Projet de loi portant règlement définitif des comptes, avec pièces annexes, 7 mai 1863.

41. Comptes du budget de 1861.

Projet de loi portant règlement définitif des comptes, non rapporté.

42. Cour impériale de Paris.

Projet de loi portant création d'une cinquième chambre civile, 17 mars 1863.

43. Cour impériale d'Alger.

Projet de loi portant dérogation aux articles 429 et 431 du code d'instruction criminelle, en ce qui concerne le ressort de la Cour impériale d'Alger, 28 avril 1863.

44 à 52. Crédits supplémentaire et extraordinaires.

Projet de loi portant ouverture de crédits pour :

- l'industrie cotonnière ;
- l'agrandissement de la maison d'Écouen ;
- les funérailles du Cardinal Morlot ;
- la section française de l'Exposition de Londres, en 1862 ;
- l'exposition, en 1865, des oeuvres des artistes vivants.

53. Cession par l'État aux départements de Savoie et Haute-Savoie d'immeubles affectés à des services départementaux.

Projet de loi, 1er mai 1863.

54. Douanes.

Projet de loi portant conversion en loi de décrets rendus depuis la loi du 18 juin 1859, en matière de douanes, avec pièces jointes, 29 avril 1863.

55. Droit de tournage dans les ports d'Algérie.

Projet de loi, 7 mai 1863.

56 à 68. Échanges de terrains et d'immeubles.

Entre l'État et :

- le département du Pas-de-Calais ;
- le sieur de Lauzon (forêt domaniale de Chizé, Deux-Sèvres) ;
- le comte de Morgan-Prucourt (forêt de Parroy, Meurthe) ;
- la famille Dubois (forêt domaniale de Saint-Antoine, Haute-Saône) ;
- le sieur Victor Desboves (forêt domaniale de Retz, Aisne) ;
- les époux Damas (forêt domaniale de Jouy, Seine-et-Marne) ;
- les époux Geurreau (forêt domaniale de Jouy, Seine-et-Marne) ;
- le duc des Cars (forêt domaniale de Châtellerauld) ;
- les hospices de Douai ;
- le sieur Auguste-Ferdinand-Louis Moreau et Henriette Adèle Dandin (forêt domaniale de Retz, Aisne) ;

- les époux Langlais (forêt domaniale de Saint-Gildas, Loire-Inférieure) ;
- Jean-Victor Alexandre Niquet (forêt domaniale de Retz, Aisne).

C//1090

Ancienne cote C 440

« Emprunts d'intérêt local »

69 à 141. Projets de loi portant autorisation : de Aisne à Viré (ville de).

C//1091

Ancienne cote C 441

De « étangs » à « impositions »

142. Étangs des Dombes.

Projet de loi relatif à la suppression des étangs des Dombes, retiré.

143. État-major général de l'armée navale.

Projet de loi relatif à l'organisation de l'état-major, 21 avril 1863.

144. Flagrants délits.

Projet de loi relatif à l'instruction des flagrants délits, 7 mai 1863.

145. Gages et commissionnaires.

Projet de loi tendant à modifier le titre VI du livre 1er du code de commerce, 4 mai 1863.

146. Hospices.

Projet de loi portant répartition du paiement des dépenses des enfants assistés entre tous les hospices, retiré.

147 à 190. Impositions locales extraordinaires.

Projet de lois portant autorisation : de Ain à Yonne.

C//1092

Ancienne cote C 442

De « limites » à « octroi »

191 à 219. Limites de département, d'arrondissements, de cantons et de communes.

Projets de loi portant modification de limites : de Ain à Tarn-et-Garonne.

220 à 237. Octroi.

Projets de loi autorisant à percevoir des taxes sur les octrois de :

- Albertville (Savoie) ;
- Amiens (Savoie) ;
- Clamency (Nièvre) ;
- Douarnenez (Finistère) ;
- Estaires (Nord) ;
- Havre (Le) (Seine-Inférieure) ;

- La Roche (Finistère) ;
- La Rochelle (Charente-Inférieure) ;
- Lorient (Morbihan) ; - Lyon (Rhône) ;
- Marseille ;
- Montmélian ;
- Moutiers (Savoie) ;
- Ploumoguer (Finistère) ;
- Pont-de-Beauvoisin (Savoie) ;
- Quimperlé (Finistère) ;
- Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) ;
- Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).

C//1093

Ancienne cote C 443

De « ponts » à « télégraphie »

238 et 239. Ponts à péage.

Projet de loi relatif au rachat des droits de péage sur les péages de Bordeaux sur la Garonne et de Trilport sur la Marne, 29-30 avril 1863, avec pièces jointes.

240. Port d'armes en Corse.

Projet de loi portant prorogation de la prohibition du port d'armes, 7 mai 1863.

241. Postes entre Nice et la Corse.

Projet de loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention relative au service des postes, 7 avril 1865.

242. Postes.

Projet de loi relatif à la taxe supplémentaire des lettres, 28 avril 1863.

243. Sociétés à responsabilité limitée.

Projet de loi, avec pièces jointes, 5 mai 1863.

244. Sociétés en communauté.

Projet de loi tendant à modifier l'article 28 du code du commerce, 21 avril 1863.

245. Télégraphie privée.

Projet de loi, 7 mai 1863.

C//1094-C//1099

Session de 1864

C//1094

Ancienne cote C 444

Pièces diverses

1. Convocation et prorogation de la session.

- Décret de l'Empereur du 10 octobre 1863 convoquant le Sénat et le Corps législatif pour le 5 novembre 1863 ;
- décret du 25 mai 1864 prorogeant la session jusqu'au 28 mai 1864.

2. Nomination du bureau du Corps législatif.

- Décret du 23 juin 1863 nommant le comte de Morny, président du Corps législatif ;
- décret du 29 juin nommant MM. Schneider et Vernier, vice-présidents du Corps législatif ;
- scrutins pour la nomination des Secrétaires.

3. Nomination des questeurs.

Décret du 29 juin 1863 nommant MM. Hébert et de Romeuf questeurs.

4. Prestation de serments de députés.

Dont Jules Favre.

5. Option de député.

Option de M. Jules Favre pour le département du Rhône.

6. Demandes de congés de députés.

7. Excuses d'absence de députés.

8. Décès de députés.

M. Ernest André.

9. Discours du Comte de Morny, président, à l'ouverture et à la clôture de la session.

10. Demandes d'autorisations d'impression de leurs discours par des députés.

11. Exposé de la situation de l'Empire présenté au Sénat et au Corps législatif (novembre 1863) (imprimé) Paris, 1863, in. 4° ; - Documents diplomatiques, Paris, 1865, in - 4° .

12. Adresse à l'Empereur, 29 janvier 1864.

13. Caisse d'amortissement et Caisse des dépôts et consignations.

Rapport de la commission de surveillance du 20 avril 1864, avec pièces annexes.

14. Caisse des retraites pour la vieillesse.

Rapport à l'Empereur de la commission, 1864.

15. Vérification des élections.

Décret du 7 novembre 1863 nommant divers conseillers d'État commissaires du Gouvernement pour la vérification des élections.

16. Funérailles de l'amiral Hamelin.

Lettre de M. de Chasseloup Laubat, ministre de la Marine, 19 janvier 1864.

17. Comptabilité intérieure du Corps législatif.

Arrêté rendu par la commission chargée du jugement et de l'apurement des comptes du trésorier pour l'exercice 1862, 12 mai 1864.

C//1094-C//1099

Projets de loi

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

C//1094

Ancienne cote C 444

De « alignements » à « budget »

18. Alignements sur les routes impériales et départementales.

Projet de loi, 11 avril 1864.

19 et 20. Appel de 100 000 hommes sur la classe 1864.

Projet de loi, 14 avril 1864.

21. Avancement dans l'armée navale.

Projet de loi modifiant la loi du 20 avril 1832, 22 avril 1864.

22. Budget rectificatif de l'exercice 1864.

Projet de loi, avec pièces annexes, 28 mai 1864.

C//1095

Ancienne cote C 445

« Budget de 1865 »

- 23. Projet de loi portant fixation des dépenses et des recettes pour 1865, 26 mai 1864 ;
- amendements des députés et de la commission du Budget ;
- documents administratifs : divers ministères.

C//1096/B

Ancienne cote C 446

« Budget de 1865 »

23. Procès-verbaux des séances de la commission du Budget, du 12 février au 26 mai 1864.

C//1096/A

Ancienne cote C 446

De « budget (suite) » à « douanes »

24. Budget extraordinaire de l'exercice 1864.

- Projet de loi, 27 mai 1864 ;
- documents administratif : publication de l'ouvrage de M. Place, sur Ninive ;
- travaux aux palais de Justice d'Agen et Bourges ;

- reconstruction du lycée Louis le-Grand, avec 2 photographies, etc.

Type de classement

Les deux photographies ont été extraites du dossier pour des raisons de conservation et cotées C//1096/C et C//1096/D.

25. Caisse des retraites pour la vieillesse.

Projet de loi modifiant la loi du 12 juin 1861, 7 avril 1864.

26. Chemins vicinaux.

Projet de loi relatif aux rues des communes formant le prolongement des chemins vicinaux, 23 mai 1864.

27. Coalitions de patrons et d'ouvriers.

Projet de loi modifiant les articles 414-416 du code pénal, 2 mai 1864.

28. Comptes du budget de 1861.

- Projet de loi portant règlement définitif des comptes, 28 mai 1864 ;
- procès-verbaux des séances de la commission chargée d'examiner le projet de loi du 19 décembre 1863 au 6 avril 1864 ;
- rapports des sous-commissions, etc.

29. Conseils de Prud'hommes.

Projet de loi relatif au régime disciplinaire, 23 mai 1864.

30 à 35. Crédits supplémentaires et extraordinaires.

Projet de loi du 9 janvier 1864 portant ouverture de crédits pour :

- la médaille commémorative du Mexique ;
- l'acquisition de terrains pour les établissements militaires ;
- les funérailles de M. Billault, ministre d'État ;
- la surveillance des chemins de fer ;
- la construction et l'outillage de la manufacture d'armes de Saint-Étienne.

36 à 38. Domaine de l'État.

Projets de loi des 16 mars, 16 et 19 avril 1864 portant :

- concession par l'État au département de la Seine de terrains dépendant de la forêt domaniale de Retz ;
- renonciation de l'État à divers terrains au profit de la ville d'Andres (Pas-de-Calais) ;
- concession à la ville d'Amiens d'un terrain dépendant du palais de justice.

39. Douanes.

Projet de loi, 24 mai 1864.

C//1097

Ancienne cote C 447

De « échanges » à « gazonnement »

40 à 54. Échanges de terrains ou d'immeubles.

Entre l'État et :

- les époux Rabeux (Jean Rabeux et Henriette Gaillardot) (forêt domaniale de Retz) ;
- la veuve Dufont (forêt domaniale de Saint-Amand, Nord) ;
- le sieur Clavamont (Privat-Joseph), comte Pelet de la Lozère (forêt de Retz, Aisne) ;
- le département de la Moselle (arsenal du génie de Metz) ;
- la commune de Moliets-et-Mâa (Landes) ;
- la dame Fassiaux (forêt de Saint-Armand, Nord) ;
- le sieur Herbomez (forêt de Saint-Amand, Nord) ;
- Marie-Antoinette Turrault, veuve de Jacques Louet, et Marie-Louise Louet, femme de Louis-Émile Rolland, (enclos domanial des Viantais, commune de Beaulieu, Indre-et-Loire) ;
- la dame Mauroy (forêt domaniale de Saint-Armand, Nord) ;
- les sieurs Alphonse Mathalin, Hubert Wilbert, etc. (forêt domaniale du Chenot et l'étang de Véry, Meurthe) ;
- la commune du Pin-au-Haras (Orne) ;
- le sieur Sant-Yago Drake del Castillo (poudrerie du Ripault, Indre-et-Loire) ;
- le sieur Vasseur (forêt domaniale de Vouvant, Vendée) ;
- le sieur Kermoalquin, les dames de Miniac, de Kérouartz, Salaün de Kertanguy (bâtiments du séminaire de Vannes, et la propriété dite du Gros d'Or, située dans cette ville) ;
- la ville de Marseille (établissements diocésains).

55. Emprunt de 300 millions.

Projet de loi, 24 décembre 1863.

56 à 111. Emprunts d'intérêt local.

Projet de loi autorisant des emprunts : de Aisne à Viré (ville de).

112. Gazonnement et reboisement des montagnes.

Projet de loi, 24 mai 1864.

C//1098

Ancienne cote C 448

De « impositions » à « limites »

113 à 145. Impositions locales extraordinaires.

Projet de lois portant autorisation : de Abbeville à Yonne.

146 à 181. Limites de départements, d'arrondissements, de cantons et de communes.

Projets de loi portant modification de limites : de Allier à Tarn-et-Garonne, avec pièces annexes et plans.

C//1099

Ancienne cote C 449

De « logements » à « Vichy »

182. Logements insalubres.

Projet de loi modifiant la loi du 13 avril 1850, 3 mai 1864.

183. Monnaie d'argent.

Projet de loi relatif à la fabrication de nouvelles pièces de monnaies, 3 mai 1864.

184 à 205. Octrois.

Projets de loi autorisant à percevoir des surtaxes les octrois de :

- Aix-les-Bains ;
- Chambéry (Savoie) ;
- Cherbourg (Manche) ;
- Les Échelles (Savoie) ;
- Gouesnou (Finistère) ;
- Guilers (Finistère) ;
- Guipavas (Finistère) ;
- Landéda (Finistère) ;
- Landivisiau (Finistère) ;
- Lille (Nord) ;
- Milizac (Finistère) ;
- Nantes (Loire-Inférieure) ;
- Ploudalmezeau (Finistère) ;
- Ploudaniel (Finistère) ;
- Pont-de-Beauvoisin (Isère) ;
- Pont-l'Abbé (Finistère) ;
- Quimperlé (Finistère) ;
- Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) ;
- Saint-Marc (Finistère) ;
- Saint-Pol de Léon (Finistère) ;
- Tourcoing (Nord) ;
- Vannes (Morbihan).

206. Ouvriers des professions maritimes.

Projet de loi, 23 mai 1864.

207. Récompense nationale.

Projet de loi accordant une pension à M. Crespel-Dellisse, pour services exceptionnels dans l'industrie sucrière, 4 mars 1864.

208. Pont à péage du Port-Jouet.

Projet de loi portant rachat de la concession du pont à péage, 24 mai 1864.

209. Port du Havre.

Projet de loi relatif à l'amélioration du port, 23 mai 1864.

210. Réhabilitation.

Projet de loi étendant le bénéfice de la loi du 3 juillet 1852 sur la réhabilitation aux notaires, greffiers, et officiers ministériels, 4 mars 1864.

211. Sucres.

Projet de loi relatif au régime du sucre, avec pièces jointes, 19 avril 1864.

212. Télégraphie.

Projet de loi approuvant les stipulations financières contenues dans la convention arrêtée entre le ministre de l'Intérieur et les sieurs Rowett, Limon et Trotter pour l'établissement d'une ligne télégraphique sous-marine qui reliera la France et les États-Unis, soit directement, soit en touchant à l'une des îles Saint-Pierre-et-Miquelon, et aux îles Açores, 24 mai 1864.

213. Vichy.

Projet de loi tendant à approuver une convention passée entre le ministre de l'Agriculture, du Commerce et du Travaux publics du nom de l'État et la compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy, avec pièces jointes et plans, 20 avril 1864.

C//1100-C//1106

Session de 1865

C//1100

Ancienne cote C 450

Pièces diverses

1. Convocation et prorogation de la session.

- Décret de l'Empereur du 25 janvier 1865 convoquant le Sénat et le Corps législatif pour le 15 février 1865 ;
- décret du 29 juin prorogeant la session jusqu'au 8 juillet.

2. Nomination du bureau du Corps législatif.

Décrets du 14 juin 1864 nommant le duc de Morny président, MM. Scheider et Alfred Le Roux vice-présidents du Corps législatif.

3. Nomination des questeurs.

Décret du 14 juin 1864 nommant MM. Hébert et de Romeuf questeurs.

4. Funérailles du duc de Morny.

5. Demandes de congés de députés.

6. Excuses d'absence de députés.

7. Décès de députés.

Marquis de Caulaincourt ; - etc.

8. Discours de M. Schneider, vice président, à la clôture de la session.
9. Exposé de la situation de l'Empire présentée au Sénat et au Corps législatif (février 1865). Paris, 1865, in 4° ; - Documents diplomatiques (1864), Paris, 1865, in 4°.
10. Décret nommant deux conseillers d'État commissaires du Gouvernement pour la vérification des pouvoirs, 15 février 1865.
11. Adresse à l'Empereur, 15 avril 1869.
12. Caisse d'Amortissement et Caisse des dépôts et consignation.
Rapport de la commission de Surveillance, avec pièces annexes, 10 mai 1865.
13. Attentat contre la vie du président des États-Unis, Abraham Lincoln.
Communication au Corps législatif du ministre d'État.
14. Plainte.
Lettre de MM de Lanjuinais, Bethmont, Dorian pour se plaindre au président de n'avoir pu obtenir communication des procès-verbaux de la commission du Budget, 27 avril 1869.
15. Demandes d'autorisation d'impression de discours par des députés.
16. Funérailles de M. le Maréchal Magnan.
Lettre au président.
17. Comptabilité intérieure du Corps législatif.

C//1100-C//1106

Projets de loi

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

C//1100

Ancienne cote C 450

De Algérie à Associations syndicales

18. Algérie.
Projet de loi approuvant la convention provisoire passée entre le ministre de la Guerre et une société financière pour l'exécution de travaux publics, 3 juillet 1865.
19. Appel de 100 000 hommes sur la classe 1865.
Projet de loi, 4 mai 1865.
20. Associations syndicales.
Projet de loi, avec pièces jointes, 20 mai 1865.

C//1101

Ancienne cote C 451

Budget

21. Budget rectificatif de l'exercice 1865.

Projet de loi, 9 juin 1865.

22. Budget ordinaire de 1866.

- Projet de loi portant fixation du dépenses et des recettes pour 1866, 24 juin 1869 ;
- amendements des députés et de la commission du Budget ;
- documents administratifs ;
- procès-verbaux des séances de la commission du Budget, du 10 mars au 17 juin 1865.

23. Budget extraordinaire de l'exercice 1866.

Projet de loi, avec pièces annexes, 27 juin 1865.

C//1102

Ancienne cote C 452

De caisse d'amortissement à emprunt

24. Caisse d'amortissement.

Projet de loi relatif à l'annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, 10 juin 1865.

25. Canal de Vitry à Saint-Dizier.

Projet de loi, 22 mars 1865.

25 bis. Chambres et bourses de commerce.

Projet de loi concernant les contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses annuelles des chambres et bourses de commerce, non voté.

26. Chemins de fer d'intérêt local.

Projet de loi, avec pièces jointes, 4 juillet 1865.

27. Chemin de fer de ceinture à Paris.

Projet de loi, 3 juillet 1865.

28. Chèques.

Projet de loi, avec pièces jointes, 23 mai 1865.

29. Conseils de préfecture.

Projet de loi, 27 mai 1865.

30 à 34. Crédits supplémentaires et extraordinaires.

Projets de loi relatifs aux crédits pour :

- acquisition de terrains militaires ;
- transformation de la flotte, etc.

35. Domaine de l'État.

Cession à la ville de Lyon du séminaire Saint-Irénée et des fortifications de la Croix-Rousse, 30 juin 1865.

36 à 54. Échanges de terrains ou d'immeubles.

Entre l'État et :

- la ville de Toulouse (École vétérinaire) ;
- le sieur Sylvain Compoin (forêt domaniale de Vierzon) ;
- les sieurs Hébrard et Arnould (forêt domaniale de la Valbonne, Gard) ;
- le sieur Plantin de Villeperdrix (forêt domaniale de la Valbonne) ;
- le comte de Lambel (forêt domaniale de Beaumehaye ou de Prény, Meurthe) ;
- le prince du Wagram, la dame Brac de la Perrière de Bourdonnel, née de Besse (terres situés à Santeny (Seine-et-Oise) et Servon (Seine-et-Marne) et dépendant du majorel du prince de Wagram et de terres sises à Villecresne (Seine-et-Marne), lieu-dit le Mont-Ezard) ;
- le sieur Petit (forêt domaniale de Retz, Aisne) ;
- les époux Bourdon de Vatry (forêt domaniale d'Ermenouville, Oise) ;
- la dame Petit, épouse Prud'homme (forêt domaniale de Retz) ;
- le sieur Mac-Nab (forêt domaniale de Vierzon) ;
- les hospices civils de Lyon (terrains de la Port-Dieu) ;
- les époux Cuvillier (terrains de la maison de Saint-Denis) ;
- le sieur Laperche (forêt d'Ermenouville, Oise) ;
- Alexandrine Ménager, veuve de Joseph-Coustant Regnard (forêt domaniale de Montceaux (Seine-et-Marne) ;
- Jean-Charles-Louis-Eugène Durival (forêt du Val, Haute-Marne) ;
- les époux de Scitivaux de Greische (forêt domaniale de Haye, Meurthe) ;
- le sieur Lecerf (forêt de Halatte, Oise) ;
- Edmond-Jean-Guillaume Gravier, comte de Vergennes, (forêts domaniales de Bellary et des Bertranges, Nièvre) ;
- les hospices de Dieppe.

55. Emprunt de 250 millions par la ville de Paris pour travaux d'utilité publique. Projet de loi, avec pièces jointes, 1er juillet 1865.

C//1103

Ancienne cote C 453

Emprunts d'intérêt local.

56 à 129. Projet de lois portant autorisation : de Aix à Vendôme.

C//1104

Ancienne cote C 454

De enseignement secondaire à liberté

130. Enseignement secondaire.

Projet de loi portant organisation, avec pièces jointes, 31 mai 1865.

131. Exposition universelle de 1867.

Projet de loi approuvant la convention passée entre l'État, la ville de Paris et la société de garantie instituée pour l'exposition, avec pièces jointes, 29 juin 1865.

132. Hypothèques dans les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie et dans l'arrondissement de Nice.

Projet de loi concernant les états et certificats d'inscriptions délivrés par les conservateurs, 18 mai 1865.

133 à 181. Impositions locales extraordinaires.

Projets de loi portant autorisation : de Ain à Yonne.

182. Instruments de musique mécaniques.

Projet de loi relatif aux instruments de musique mécaniques et au droit de reproduction des avis du domaine privé, 4 juillet 1865.

183. Liberté provisoire.

Projet de loi relatif à la mise en liberté provisoire, 28 juin 1865.

C//1105

Ancienne cote C 455

Limites de départements, d'arrondissement, de cantons et de communes.

184 à 223. Projets de loi portant modification de limites, avec pièces jointes et plans, 1865

C//1106

Ancienne cote C 456

De octrois à services postaux de navigation

224 à 245. Octrois.

Projets de loi autorisant ou prorogeant des surtaxes perçues aux octrois de :

- Armentières (Nord) ;
- Bourg-Blanc (Finistère) ;
- Briançon (Hautes-Alpes) ;
- Châteaugiron (Ille-et-Vilaine) ;
- Concarneau (Finistère) ;
- Le Conquet (Finistère) ;
- Fécamp (Seine-Inférieure) ;
- Guiclan (Finistère) ;
- l'Hôpital-Camfrout (Finistère) ;
- Lambezellec (Finistère) ;
- Landerneau (Finistère) ;
- Lesneven (Finistère) ;
- Loc-Mélard (Finistère) ;
- Mayenne (Mayenne) ;
- Menton (Alpes-Maritimes) ;

- Plouénan (Finistère) ;
- Plougonvélin (Finistère) ;
- Plouigneau (Finistère) ;
- Pont-Croix (Finistère) ;
- Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) ;
- Saint-Servan (Ille-et-Villaine) ;
- Voiron (Isère).

246. Pêche au saumon et à la truite.

Projet de loi, 15 mai 1865.

247. Ponts à péages.

Projet de loi du 29 juin 1865 portant rachat des péages des ponts à péages de : la Gare, du Part-Mouton, de Serin, de Saint Vincent, de la Feuillée, du Palais de justice, de Saint-Georges, d'Ainay, de la Mulatière sur la Saône, à Lyon et des trois ponts situés dans la même ville dans l'axe du Cours Napoléon sur la Saône, le Rhône et la Lône de la Vitriolerie.

248. Port du Havre.

Projet de loi relatif à l'amélioration du port, 30 juin 1865.

249. Routes agricoles du département des Landes.

Projet de loi relatif à l'entretien, 3 juillet 1865.

250. Services postaux de navigation dans les mers de l'Inde et de la Chine.

Projet de loi approuvant les stipulations financières contenues dans une nouvelle convention relative à l'exploitation des services postaux, 25 avril 1865.

C//1107-C//1112

Session de 1866

C//1107

Ancienne cote C 457

Pièces diverses

1. Convocation et prorogation de la session.

- Décret de l'Empereur du 3 janvier 1866 convoquant le Sénat et le Corps législatif pour le 22 janvier 1866 ;
- décret du 16 juin prorogeant la session jusqu'au 30 juin 1866.

2. Discours du comte Waleski, président du Corps législatif, à l'ouverture de la session.

3. Nomination du bureau du Corps législatif.

- Décrets, du 9 juin nommant le Cte Walewski et MM. Schneider et Alfred Le Roux président et vice-présidents du Corps législatif ;
- scrutins pour la nomination des secrétaires.

4. Nomination des questeurs.

Décret du 9 juin nommant MM. Hébert et de Romeuf questeurs du Corps législatif.

5. Exposé de la situation de l'Empire présenté au Sénat et au Corps législatif, janvier 1866 (impr), Paris, 1866, in 4°.

6. Documents diplomatiques - 1866 - Paris, 1866, in - 4° ; 2 vol. imprimés.

7. Adresse du Corps législatif à l'Empereur.

Adresse, 22 mars 1866.

Amendements de députés relatifs :

- aux affaires d'Italie, d'Allemagne, et de Pologne ;
- à l'expédition du Mexique ;
- aux colonies de la Cochinchine, etc.

8. Demandes de congés de députés.

9. Excuses d'absence de députés.

10. Démissions de députés.

11. Décès de députés.

12. Demandes d'autorisation d'impression de discours de députés.

13. Demandes de scrutin par divers députés de l'opposition.

Jules Favre ; - Eugène Pelletan ; Jules Simon ; Marie ; Garnier-Pagès ; - Émile Ollivier ; etc.

13. Nomination de commissaires du Gouvernement.

Décret du 23 janvier 1866 nommant divers conseillers d'État commissaires du Gouvernement pour la discussion relative à la vérification des pouvoirs.

14. Caisse d'Amortissement et Caisse des dépôts et consignations.

Rapport de la commission de Surveillance, 26 mai 1866.

15. Caisse des retraites pour la vieillesse.

Rapport à l'Empereur.

16. Comptabilité intérieure du Corps législatif.

C//1107-C//1112

Projets de loi

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

C//1107

Ancienne cote C 457

De « amortissement » à « appel »

17. Amortissement.

Projet de loi relatif à l'amortissement par l'affectation à la Caisse d'amortissement des biens de l'État de la nue propriété des chemins de fer, 11 juin 1866.

18. Appel de 100 000 hommes sur la classe 1866 pour le recrutement des armées de terre et de mer.

Projet de loi, 3 mai 1866.

C//1108

Ancienne cote C 458

« Budget »

19. Budget rectificatif de 1866.

Projet de loi, avec annexes, 12 juin 1866.

20. Budget ordinaire de 1867.

- Projet de loi portant fixation des dépenses et de recettes pour 1867, avec annexes, 27 juin 1866 ;
- amendements des députés et de la commission du Budget ;
- documents administratif : amortissement ;
- ventes de forêts de l'État (dossier, avec plans) ;
- travaux de Paris : compte moral et financier des opérations, 1866 (Imp.) in - 4° ;
- procès-verbaux des séances de la commission du Budget, du 14 février au 16 juin 1866.

21. Budget extraordinaire de 1867.

Projet de loi, avec annexes, 30 juin 1866.

C//1109

Ancienne cote C 459

De « chemin de fer » à « droits »

22. Chemin de fer du Nord.

- Projet de loi approuvant l'article 1er de la convention passée entre le ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, au nom de l'État, et la compagnie du Chemin de fer du Nord, retiré le 19 février 1865 ;
- amendements.

23. Budget de 1862.

- Projet de loi portant règlement définitif du budget, avec annexes, 23 avril 1866 ;
- procès-verbaux des séances de la commission du Budget, du 22 avril 1864 au 7 juin 1865 ;
- note sur la fusion du budget de l'Imprimerie impériale dans le budget de l'État.

24. Conseils généraux et conseils municipaux.

Projet de loi relatif aux attributions, avec pièces jointes et amendements, 23 mai 1866.

25. Convention monétaire passée entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse.

Projet de loi, 27 juin 1866, avec le texte de la convention et autres pièces, amendements.

26. Courtiers de marchandises.

- Projet de loi, 29 juin 1866, avec pièces jointes ;
- amendements

27 et 28. Crédits extraordinaires ou supplémentaires.

Projets de loi portant ouverture de crédits pour :

- les approvisionnements de la flotte ;
- les dépenses des facultés.

29. Crimes, délits et contraventions commis à l'étranger.

- Projet de loi, 31 mai 1866 ;
- amendements.

30. Deauville.

Projet de loi autorisant l'acceptation de l'offre faite par la société anonyme des Immeubles de Deauville d'avancer une somme à l'État pour l'amélioration du port de Trouville, retiré.

31 à 33. Domaine de l'État.

Projet de loi portant cession par l'État :

- à Marseille de l'Observatoire impérial ;
- à Lyon de terrains provenant des fortifications de la Croix-Rousse ;
- à la compagnie de Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée de terrains situés à Vienne.

34. Droits des héritiers et des ayant cause des auteurs.

- Projet de loi, 27 juin 1866 ;
- procès verbaux des séances de la commission chargée de l'examen du projet de loi, du 6 avril au 8 juin 1866 (un registre) ;
- amendements, pièces jointes, dont une lettre de Paul Féval, président de la Société des gens de lettres.

C//1110

Ancienne cote C 460

De « échanges » à « étangs »

35 à 43. Échanges d'immeubles ou de terrains.

Entre l'État et :

- les époux de Gargan (forêt domaniale de Florange, Moselle) ;

- les héritiers Gravier de Vergennes (forêt domaniale des Bertranges, Nièvre) ;
- les sieurs Irroy, (forêt domaniale de Darney-Martinville) (Vosges) ;
- le sieur Col (forêt domaniale de Guérigny, Nièvre.) ;
- le sieur Amédée Morin (forêt domaniale des Bertranges, Nièvre) ;
- le sieur Martin (forêt domaniale de Bord, Eure) ;
- le sieur Parin (carrière domaniale des Fourches à Octeville, Manche) ;
- les héritiers du sieur Joseph Morin (forêt domaniale des Bertranges, Nièvre) ;
- le sieur Sonis (forêt domaniale de Montherhausen, Moselle).

44 à 104. Emprunts d'intérêt local.

Projets de loi portant autorisation : de Agen à Valenciennes.

105. Enregistrement.

Projet de loi portant modification des droits d'enregistrement, retiré.

106. Étangs des Dombes.

Projet de loi portant réduction des droits d'enregistrement en faveur des actes relatifs au dessèchement et à la mise en valeur des étangs, 29 juin 1866.

C//1111

Ancienne cote C 461

De « impositions » à « limites »

107 à 144. Impositions locales extraordinaires.

Projet de lois portant autorisation : de Alpes (Hautes-) à Yonne.

145 à 168. Limites de départements, d'arrondissement, de cantons et de communes.

Projets de loi portant modification de limites : de Ardèche à Vienne, avec pièces jointes et plans.

C//1112

Ancienne cote C 462

De « lycée » à « usines »

168 bis. Lycée Louis-le-Grand.

Projet de loi portant approbation des stipulations financières contenues dans une convention passée entre l'État et la ville de Paris et ayant pour objet la translation du lycée, non voté.

169. Marine marchande.

Projet de loi, avec pièces jointes, 20 avril 1866.

170 à 182. Octrois.

Projet de lois autorisant des surtaxes aux octrois de :

- Annecy (Haute-Savoie) ;
- Bailleul (Nord) ;
- Clamecy (Nièvre) ;

- Elbeuf (Seine-Inférieure) ;
- Évian (Haute-Savoie) ;
- Hazebrouck (Nord) ;
- Merville (Nord) ;
- Plouvorn (Finistère) ;
- Quimperlé (Finistère) ;
- Quintin (Côtes-du-Nord) ;
- Steenvoorde (Nord) ;
- Valenciennes (Nord) ;
- Villefranche (Alpes-Maritimes).

183. Paris.

Projet de loi ayant pour objet d'augmenter de 400 000 F le maximum de la part contributive de l'État dans la dépense annuelle de la police municipale de Paris, 25 mai 1866.

184. Pile de Volta.

Projet de loi portant institution d'un prix de 50 000 F pour une nouvelle application économique de la pile, 2 février 1866.

185. Services postaux dans la mer des Antilles.

Projet de loi portant approbation des stipulations financières contenues dans une nouvelle convention avec la Compagnie générale transatlantique relative à des additions aux services postaux, 27 juin 1866.

186. Télégraphie privée.

Projet de loi, 22 mai 1866.

187. Travaux extraordinaires.

- Projet de loi, retiré ;
- procès-verbaux des séances de la commission chargée de l'examen du projet.

188. Typhus contagieux de bêtes à corne.

Projet de loi relatif aux indemnités à accorder, 11 juin 1866.

189. Usages commerciaux.

Projet de loi déclarant applicable les usages commerciaux, à défaut de convention contraire, dans les ventes commerciales, 26 mai 1866.

190. Usines métallurgiques.

Projet de loi portant abrogation des dispositions de la loi du 21 avril 1810 relative à l'établissement des forges, fourneaux et usines et aux droits établis à leur profit sur les minières du voisinage, 6 avril 1866.

C//1113

Ancienne cote C 463

Pièces diverses

1. Convocation et clôture de la session.

- Décret de l'Empereur du 25 janvier 1867 convoquant le Sénat et le Corps législatif pour le 14 février 1867 ;
- décret du 24 juillet clôturant la session.

2. Nomination du bureau du Corps législatif.

- Décret du 2 avril 1867 nommant M. Schneider président du Corps législatif ;
- décret du 17 avril nommant M. Gouin et le baron Jérôme David vice-présidents ;
- scrutins pour l'élection des secrétaires du Corps législatif.

3. Nomination des questeurs.

Décret du 8 juin nommant MM Hébert et de Romeuf, questeurs.

4. Décret du 19 janvier 1867 réglant le droit d'interpellation, la délégation spéciale des ministres pour représenter le gouvernement dans la discussion du projet de loi, la suppression de l'adresse.

5. Nomination de délégués du Gouvernement.

Décrets du 15 février 1867 déléguant M. Baroche, Gardes des Sceaux, et M. de Fercade de la Roquette, ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, pour représenter le Gouvernement devant le Sénat et le Corps législatif.

6. Exposé de la situation de l'Empire présenté au Sénat et au Corps législatif janvier 1866 (sic), Paris 1866 (sic), in - 4°.

7. Documents diplomatiques 1866 ; Paris, 1866, in - 4°.

8 à 23. Demandes d'interpellations.

- Par MM de Lanjuinais ;
- Picard, Jules Favre sur la saisie des lettres à la poste ;
- MM. Picard, Jules Favre, etc. sur le senatus-consulte modificatif des attributions constitutionnelles du Sénat ;
- le Corps législatif ;
- MM. Guérout et S. Pelletan sur l'état des travaux du jardin du Luxembourg ;
- MM de Parieu, Mège, etc. sur les chemins de fer ;
- demande de MM. Thiers Hallez, Claparède sur les questions d'Allemagne et d'Italie ;
- MM. Jules Favre, Garnier-Pagès sur la question du Grand duché de Luxembourg.

24. Affaire du Grand duché de Luxembourg.

Communication du ministre des Affaires étrangères, etc.

25. Demandes de congés de députés.

26. Excuses d'absence de députés.

27. Démission de député.

De M. de Wendel, député de la Moselle.

28. Décès de députés.

29. Discours de M. Walewski président, et de son successeur M. Schneider en prenant place au fauteuil.

30. Demandes d'autorisation d'impression de discours par des députés.

31. Nomination d'un commissaire du Gouvernement.

Décret nommant M. Genteur, conseiller d'État, pour prendre part comme commissaire du Gouvernement à la discussion relative à la vérification des pouvoirs.

32. Caisse d'amortissement et Caisse des dépôts et consignations.

Rapport de la commission de Surveillance, 8 juin 1867.

33. Comptabilité intérieure du Corps législatif.

34. Service d'honneur du Corps législatif.

C//1114-C//1118

Projets de loi

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

C//1114

Ancienne cote C 464

De « Algérie » à « budget »

35. Algérie.

Projet de loi relatif au régime commercial, 28 juin 1867.

36 et 37. Budget rectificatif de l'exercice 1867.

Projets de loi, avec annexes, 6 juillet 1867.

38. Budget ordinaire de l'exercice 1868.

- Projet de loi fixant les dépenses et les recettes de l'exercice 1868, 22 juillet 1867 ;
- amendement des députés et de la commission du Budget ;
- documents administratifs ;
- procès-verbaux de la commission du Budget du 1er mars au 27 juin 1867.

C//1115

Ancienne cote C 465

De « budget (suite) » à « crédits »

39. Budget extraordinaire de 1868.

Projet de loi, avec annexes, 24 juillet 1867.

40. Canalisation de la Moselle entre Frouand et Thionville.

Projet de loi autorisant l'acceptation de l'offre faite par le département de la Moselle d'avancer à l'État une somme de 11 500 000 F destinée à l'exécution des travaux, 23 juillet 1867.

41. Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et chemin de fer Victor-Emmanuel.

Projet de loi approuvant les articles 2 à 5, 7 à 10 d'une convention passée entre le ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics et les compagnies de chemins de fer, avec pièces jointes, 20 juin 1867.

42. Comptes de 1863.

- Projet de loi portant règlement définitif des comptes, avec annexes, 20 mars 1867 ;
- procès-verbaux des séances de la commission chargée de l'examen du projet.

43. Conseils municipaux.

- Projet de loi sur les attributions et le renouvellement des conseils municipaux, avec pièces jointes, 24 mai 1867 ;
- registre des procès-verbaux des séances de la commission chargée de l'examen du projet du 8 mars 1864 au 15 mai 1867.

44. Contrainte par corps.

Projet de loi, avec pièces jointes, 15 avril 1867.

45. Crédits supplémentaires et extraordinaires.

Projet de loi, 22 juin 1867.

C//1116

Ancienne cote C 466

De « domaines » à « enseignement primaire »

46 et 47. Domaines.

Projets de loi, avec tableaux joints, 13 mars 1867.

48 à 57. Échanges de terrains ou d'immeubles.

Entre l'État et :

- Pierre-Gustave Mahou et Henriette Quenoble sa femme (forêt domaniale de Retz) ;
- la ville de Saverne (terrains dans la ville) ;
- les hospices civils de Provins (forêt domaniale de Jouy, Seine-et-Marne) ;
- le département de l'Isère (palais de justice de Grenoble) ;
- le sieur Parmentier (forêt de Paroy, Meurthe) ;

- le sieur Godeau-Percereau (forêt domaniale d'Ambroise) ;
- le sieur Sury (forêt domaniale de Mormal, Nord) ;
- le sieur Aubry (forêt domaniale de Darney, Vosges) ;
- le sieur Paquier et la dame Boilevin (immeubles à Angoulême) ;
- les époux Simon-Grandidier (forêt domaniale de Beaulieu, Meuse).

58 à 104. Emprunts d'intérêt local.

Projets de loi portant autorisation : de Ain à Villefranche (Rhône).

104 bis. Engrais.

Projet de loi relatif à la répression des fraudes dans la vente des engrais, 6 mai 1867.

105. Enseignement primaire.

Projet de loi, avec pièces jointes, 11 mars 1867.

C//1117

Ancienne cote C 467

De « enseignement technique » à « limites »

105 bis. Enseignement technique.

Projet de loi, avec pièces jointes, non voté.

106 à 119. Impositions locales extraordinaires.

Projet de lois portant autorisaiton : de Alpes-Maritimes à Trouville (ville de).

120. Inventions susceptibles d'être brevetées et dessins de fabrique.

Projet de loi relatif à la garantie des inventions qui seront adressées à l'exposition universelle, 27 mars 1867.

121 à 154. Limites des départements, arrondissements, cantons et communes.

Projets de loi portant modification de limites : de Ain à Vienne (Haute-), avec pièces jointes et plans.

C//1118

Ancienne cote C 468

De « naturalisation » à « sociétés »

155. Naturalisation.

Projet de loi, 23 mai 1867.

156 à 164. Octrois.

Projets de loi autorisant à percevoir des surtaxes les octrois de : Audierne ; - Châteaulin (Finistère) ; - les Cluses (Haute-Savoie) ; - Crozon (Finistère) ; - Plouzevedé (Finistère) ; - Privas (Ardèche) ; - Roscoff (Finistère) ; - Rumilly (Haute-Savoie) ; - Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).

165. Paris.

Projet de loi ayant pour objet de porter de 4 247 000 F à 5 207 000 F le maximum de la part contributive de l'État dans la dépense annuelle de la police municipale, 18 juin 1867.

166. Plombières.

Projet de loi ayant pour objet de modifier le tarif perçu par la Compagnie des Thermes de Plombières, 14 juin 1867.

167. Récompense nationale.

Projet de loi ayant pour objet d'accorder à M. Alphonse de Lamartine une somme de 500 000 F exigibles à son décès et dont les intérêts à 5% lui seront servis pendant sa vie, 15 avril 1867.

168. Révisions des procès criminels et correctionnels.

Projet de loi, 11 mai 1867.

169. Sociétés.

Projet de loi, avec pièces jointes, 13 juin 1867.

C//1119-C//1128

Session de 1868

C//1119-C//1120

Pièces diverses

C//1119

Ancienne cote C 469

1. Convocation et clôture de la session.

- Décret de l'Empereur du 28 octobre 1867 convoquant le Sénat et le Corps législatif pour le 18 novembre 1867 ;
- décret du 28 juillet clôturant la session du Corps législatif.

C//1119

Ancienne cote C 469

2. Nomination du bureau du Corps législatif.

Décrets :

- du 18 novembre 1867 nommant M. Du Miral vice-président du Corps législatif ;
- du 18 mars 1868 nommant M. Schneider président ;
- du 15 avril 1868 nommant M. le Baron Jérôme David, vice-président ;
- du 6 juin 1868 M. Alfred Le Roux, vice-président ;

Scrutins pour la nomination des secrétaires.

C//1119

Ancienne cote C 469

3. Nomination de questeurs.

Décret du 6 juin 1868, nommant MM. Hébert et de Romeuf questeurs du Corps législatif.

C//1119

Ancienne cote C 469

4. Nomination de délégués du Gouvernement.

Décrets du 20 novembre 1867, nommant M. Baroche, Garde des sceaux, et M. de Forcade, ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics pour représenter le gouvernement devant le Sénat et le Corps législatif.

C//1119

Ancienne cote C 469

5. Nomination de commissaires du Gouvernement.

Décrets nommant divers conseillers d'État comme commissaires du Gouvernement pour la vérification des pouvoirs.

C//1119

Ancienne cote C 469

6. Exposé de la situation de l'Empire ; novembre 1867. (Imp) Paris, 1867, in - 4°.

C//1119

Ancienne cote C 469

7. Documents diplomatiques 1867, n° X. (Impr.) Paris, 1867, in - 4°.

C//1119

Ancienne cote C 469

8. Demandes de congés de députés.

L. Buffet ; - Calvet-Rogniat ; - Chesnelong ; - Darian ; - Vte de Grouchy ; - le Cte Joachim Murat ; - etc.

C//1119

Ancienne cote C 469

9. Excuses d'absence de députés.

C//1119

Ancienne cote C 469

10 et 11. Démission et décès de députés.

C//1119

Ancienne cote C 469

12 à 30. Interpellations.

- Sur la liberté individuelle (Jules Simon, Jules Favre, Marie, Garnier-Pagès, etc. ;
- sur les surtaxes établies sur les grains importés (MM. Berger, Marquis de Grammont, etc.) ;
- sur les droits imposés aux grains (MM. Angot des Rotours Stiévenart, etc.) ;
- sur la situation faite à l'industrie parisienne par l'application des droits d'octroi (MM. Jules Favre, Marie, le duc de Marmier, etc.) ;
- sur l'élection d'un conseil municipal par la ville de Lyon (MM. le duc de Marmier, Bethmont, etc.) ;
- sur le droit d'interpellation (MM. le Comte de Chambrun ; Chevandier de Valdrome, etc.) ;

- sur les dettes de la ville de Paris (MM. Picard, Jules Favre, etc.) ;
- sur l'interdiction en France des journaux italiens et allemands (MM. Picard, Jules Favre, Pelletan, etc.) ;
- sur une circulaire du préfet de police (MM. Pelletan, Jules, Favre, etc.) ;
- sur la modification des circonscriptions électorales (MM Jules Simon, Pelletan, etc.) ;
- sur les cimetières de Paris et en particulier le cimetière Montmartre (MM. de Lanjuinais, Gerard, Jules Simon, etc.) ;
- sur les comptes-rendus et appréciations par les journaux des débats législatifs (MM. Bethmont, J. Favre, J. Simon, etc.) ;
- sur le refus d'une enquête judiciaire sur les faits reprochés à un juge de paix de l'arrondissement de Loudéac (MM. de Jauzé, Richard, Piéron-Leroy, etc.) ;
- sur l'application des lois relatives à l'élaboration des prud'hommes (MM. J. Simon, Peletan, etc.) ;
- sur la situation de la population de l'Algérie (MM. Pouyer-Quertier, de Jauzé, etc.) ;
- sur le régime économique (MM. Pouyer-Quertier, Rolle-Bernard, etc.).
- sur les affaires d'Allemagne et d'Italie (MM. Jules Favre, Garnier-Pagès, Jules Simon, Marie, etc.) ;
- sur la seconde expédition de Rome (MM. Jules Favre, Guiroult, Garnie-Pagès, Eugène Pelletan, Carnot, etc.) ;
- sur le même sujet (MM. Chesnelong, baron de Mackan, Baron de Benoist, etc.).

C//1119

Ancienne cote C 469

31. Demandes d'autorisations d'impression de leurs discours par des députés.

Berryer ; - Bethmont ; - Buffet ; - Calvet-Rogniat ; - Carnot ; - Jules Favre ; - Garnier-Pagès ; - Glais - Bézerin ; - Lanjuinais ; - Stephen Liégeard ; - baron de Mackan ; - Magnin ; - Émile Ollivier ; - Pelletan ; - Jules-Simon ; - Thiers, etc.

C//1120

Ancienne cote C 470

32. Demandes de scrutins.

- Sur l'organisation de l'armée (MM. Buffet ; - Talhouët ; - Chevandier de Valdrôme ; - Picard ; - Jules Simon ; - Glais - Bizoin ; - Garnier - Pagès ; - Bethmont ; - Stephen Liégeard, -Eugène Pelletan, etc.) ;
- sur les Chemins de fer de l'Ouest (MM. Magnin ; - Garnier - Pagès ; - Jules Simon ; - Eug. Pelletan, etc.) ;
- sur la seconde expédition de Rome (de Benoist ; - Janvier de la Motte ; - Chesnelong ; etc.) ;
- sur les affaires d'Allemagne (Jules Favre ; - Magnin ; - Jules Simon ; - Pelletan ; - Dorian, etc.) ;
- sur le régime de la presse (Comte de Chambrung - Buffet ; - Jules Favre ; - Jules Simon ; - Pelletan ; - Bérryer ; - etc.)

C//1120

Ancienne cote C 470

33. Offenses envers le Corps législatif.

Poursuites contre le *Figaro*, et la *Situation* pour leurs numéros du 10 mars 1868.

C//1120

Ancienne cote C 470

34. Demandes de poursuites.

Contre :

- M. de Kervegnen, député, par Édouard Bertin directeur des *Débats* ;
- Émile de Girardin, directeur de la *Liberté* ;
- Peyrat, rédacteur en chef de l'*Avenir national*.

C//1120

Ancienne cote C 470

35. Caisse d'amortissement et Caisse des dépôts et consignations.

Rapport de la commission de Surveillance, 22 juin 1868.

C//1120

Ancienne cote C 470

36. Comptabilité intérieure du Corps législatif.

Relevé général.

C//1120-C//1128

Projets de loi

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

C//1120

Ancienne cote C 470

37. « Armée » et « garde nationale mobile »

- Projet de loi, avec les notes de la commission chargée de l'examen du projet, 14 janvier 1868 ;
- amendements ;
- délibération du Conseil d'État ;
- documents communiqués ;
- adresses des populations contre le projet de loi classées par département : Bouches-du-Rhône ; - Calvados ; - Côte d'or ; - Doubs ; - Isère ; - Loire ; - Marne ; - Morbihan ; - Basses Pyrénées ; - Haut-Rhin ; - Seine-Inférieure ; - Vendée ; - Vosges ; Yonne, etc.

C//1121

Ancienne cote C 471

De « appel » à « budget ordinaire »

38. Appel de 100 000 hommes sur la classe 1867.

Projet de loi, 9 mars 1868.

39. Appel de 100 000 hommes sur la classe 1868.

Projet de loi, 26 juin 1868.

40. Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne).

Projet de loi autorisant la concession de l'exploitation de l'établissement thermal civil de Bourbonne-les-Bains, 25 mai 1868.

41. Budget rectificatif de l'exercice 1867.

Projet de loi relatif à de nouveaux suppléments de crédits de l'exercice 1867 et à un budget rectificatif de l'exercice 1867, 6 juillet 1868.

42. Budget rectificatif de l'exercice 1868.

Projet de loi relatif à des suppléments de crédits de l'exercice 1868 et à un budget rectificatif de l'exercice 1867, 27 juillet 1868.

43. Budget ordinaire de 1869.

- Projet de loi portant fixation des dépenses et des recettes pour 1869, 27 juillet 1868 ;
- procès-verbaux des séances de la commission du Budget du 24 mars au 14 juillet 1868.

C//1122

Ancienne cote C 472

« Budget ordinaire de 1869 (suite) »

- 43. Amendements des députés et de la commission du Budget ;
- documents administratifs communiqués par les ministères ;
- caisses des Travaux publics de la Ville de Paris ;
- pièces diverses relatives : au classement des tribunaux ; - au régime de l'entrepôt à domicile, etc.

C//1123

Ancienne cote C 473

« Budget ordinaire de 1869 (suite et fin) »

43. Réclamations des porteurs d'obligations mexicaines adressées directement ou par des banquiers et des journaux à la commission du Budget.

C//1124

Ancienne cote C 474

De « budget extraordinaire » à « chemins de fer »

44. Budget extraordinaire de 1869.

Projet de loi portant fixation de recettes et des dépenses du budget extraordinaire, 28 juillet 1868 :

- créance de la France contre l'Angleterre en vertu des traités de 1815 et 1818 ;
- amendement
- restauration de la cathédrale de Paris ;
- construction de la cathédrale de Marseille ;
- agrandissement de la cathédrale de Moulins ;
- reconstruction de la cathédrale de Cambrai ;
- achèvement de la cathédrale de Clermont-Ferrand ;

- programme des travaux à exécuter en Algérie ;
- programme général des travaux de ponts et chaussées ;
- aliénation d'une parcelle de la forêt domaniale des Pothées (Ardennes).

45. Caisses d'assurances.

- Projet de loi relatif à la création de deux caisses d'assurances, l'une en cas de décès, l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles ou industriels, 30 mai 1868 ;
- amendements ;
- procès-verbaux des séances de la commission chargée de l'examen du projet, du 23 novembre 1867 au 21 avril 1868 (un cahier) ;
- documents administratifs ;
- protestation de la compagnie d'assurances *La Prévoyante* ;
- statuts de la compagnie.

46 et 47. Chemins de fer

46. Chemins de fer de l'Ouest.

Projet de loi approuvant les stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'Agriculture, du Commerce, et des Travaux publics, au nom de l'État, et la compagnie de chemins de fer, avec pièces jointes, 6 Juin 1868.

47. Chemins de fer d'Orléans.

Projet de loi approuvant les stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'Agriculture, de Commerce et des Travaux publics, et la compagnie de chemin de fer, avec pièces jointes, 24 juin 1868.

C//1125

Ancienne cote C 475

De « chemins de fer (suite) » à « chemins vicinaux »

48 à 53. Chemins de fer (suite)

48. Chemins de fer du Midi et canal latéral à la Garonne.

Projet de loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre de l'Agriculture, du Commerce et du Travaux publics et la compagnie de chemins de fer, avec pièces jointes, 24 juin 1868.

49. Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.

Projet de loi approuvant les stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics et la compagnie de chemin de fer, avec pièces jointes, 15 juin 1868.

50. Chemin de fer des Charentes.

Projet de loi approuvant les stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics et la compagnie de chemin de fer, avec pièces jointes, 12 juin 1868.

51. Chemins de fer de l'Est.

Projet de loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics et la compagnie des chemins de fer, avec pièces jointes, 20 juin 1868.

52. Chemin de fer de Vitry à Fougères.

Projet de loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics et la compagnie de chemin de fer, avec pièces jointes, 8 juillet 1868.

53. Divers chemins de fer.

Projet de loi du 20 juin 1868 autorisant le ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics à entreprendre les travaux des chemins de fer suivants :

- de Lérrouville à Sedan ;
- d'Épinal à Neufchâteau ;
- de Besançon à la frontière suisse, par Morteau ;
- d'Orléans à Châlons-sur-Marne, par Montargis, Sens, Troyes, et Arcis-sur-Aube ;
- de Clermont-Ferrand à Tulle ;
- d'Aurillac à Saint-Denis-les-Martel sur la ligne de Périgueux à Figeac ;
- de Niort à Ruffec sur la ligne de Tours à Bordeaux ;
- de Bressuire à Poitiers ;
- de Bressuire à Monts, près de Tours, sur la ligne de Tours à Bordeaux ;
- de Saint-Nazaire au Croisic ;
- de Sottevast, sur la ligne de Paris à Cherbourg, à Coutances ;
- d'Arras à Étaples, avec embranchements sur Béthune et sur Abbeville ;
- de Lyon à Montliseron ;
- de Cercy-la-Tour à Gilly-sur-Loire ;
- d'Auxerre à la ligne du Bourbonnais en un point à déterminer entre Gien et Briare ;
- de Tours à Montluçon, par la vallée de l'Indre ;
- de Gravelines à la ligne de Lille à Calais en un point à déterminer de Audruicq à Watten.

Avec pièces jointes, procès-verbaux des séances de la commission du 11 mai au 16 juin 1868 (un registre).

54. Chemins vicinaux.

- Projet de loi relatif à l'achèvement des chemins vicinaux et à la création d'une caisse spéciale pour leur exécution, avec pièces jointes, 15 juin 1868 ;
- procès-verbaux des séances de la commission, du 27 avril au juin 1868 (un cahier) ;
- amendements ;
- délibérations du Conseil d'État.

C//1126

Ancienne cote C 476

De « code rural » à « emprunts »

55. Code rural.

Projet non voté.

56. Comptes du budget de l'exercice 1864.

Projet de loi portant règlement définitif des comptes, avec pièces annexes, 22 avril 1868.

57. Comptes du budget de l'exercice 1866.

Projet de loi portant règlement définitif des comptes, non voté.

58 à 62. Crédits supplémentaires ou extraordinaires.

Projets de loi portant ouverture de crédits pour :

- subvention aux populations de l'Algérie ;
- frais d'une mission scientifique à Saïgon, etc.

63 à 68. Domaine de l'État.

Projets de loi portant cessions de terrains par l'État :

- à la ville de Metz (remparts Belle-Isle) ;
- à la Compagnie P.-L.-M. à Lyon ;
- à la Société immobilière de Paris, concessionnaire de la ville de Paris, pour le percement du boulevard Saint-Germain et de la rue de Solferino (immeuble de la rue de l'Université, n° 71, affecté au ministère de la Guerre) ;
- à la ville de Grenoble ;
- au Sieur Antonioz (forêt domaniale de Bellevaux, Savoie) ;
- à la ville de Moutiers, de la saline de Moutiers pour être convertie en établissement thermal.

69. Douanes.

Projet de loi, avec pièces jointes, 1er mai 1868.

70 à 76. Échanges d'immeubles ou de terrains.

Entre l'État et :

- la ville des Sables-d'Olonne ;
- le sieur Pierre Rivailon (terrain dépendant des forges impériales de la Chaussade, Nièvre) ;
- le sieur Chuillier (forêt domaniale de Crécy, Somme) ;
- les consorts Le Beux (forêt domaniale de Carnoët, Finistère) ;
- le sieur Lingart-Hennequin (forêt domaniale dite Petite-Forêt de Signy-l'Abbaye, Ardennes) ;
- le sieur Lechauff (forêt de Gérardmer, Vosges) ;
- le département de la Vienne (bâtiments de l'évêché actuel de Poitiers).

77. Emprunt de la commission européenne du Danube.

Projet de loi relatif à la garantie, 23 juillet 1868.

78. Emprunt de 440 millions.

Projet de loi, avec pièces jointes, 28 juillet 1868.

79 à 99. Emprunts d'intérêt local.

Projets de loi portant autorisation : de Angers à Troyes.

C//1127

Ancienne cote C 477

De « enfants assistés » à « port d'armes »

100. Enfants assistés.

Projet de loi relatif à la répartition des dépenses intérieures, pièces jointe, retirés.

101. Faillites.

Projets de loi ayant pour objet de modifier l'article 550 du code de commerce, non voté.

102 à 105. Impositions locales extraordinaires.

Projets de loi portant autorisation : Ain ; - Aisne ; - Rodez ; - Seine.

106. Inventions susceptibles d'être brevetées et dessins de fabrique.

Projet de loi relatif à la garantie des inventions qui seront admises aux expositions publiques, 11 mai 1868.

107. Légion d'honneur.

Projet de loi autorisant le Grand Chancelier à aliéner une certaine quantité de rentes dont le produit sera affecté à l'acquisition d'un terrain contigu au Palais de la Légion d'honneur et à la construction de bâtiments à y élever, 24 juillet 1868.

108 à 120. Limites de départements, d'arrondissements, de cantons et de communes.

Projets de loi portant modification à des limites : de Ain à Seine-Inférieure, avec pièces jointes et plans.

121. Louage d'ouvriers et de domestiques.

Projet de loi portant abrogation de l'article 1781 du Code civil, 27 juillet 1868.

122 à 150. Octrois.

Projets de loi autorisant des surtaxes sur les octrois de : Bayonne (Basses-Pyrénées) ; - Concarneau (Finistère) ; - Daoulas (id.) ; - Dieppe (Seine-Inférieure) ; - Dirinon (Finistère) ; - Douarnenez (id.) ; - Évian-les-Bains (Haute-Savoie) ; - Fresnoy-le-Grand (Aisne) ; - Hanvec (Finistère) ; - Haubourdin (Finistère) ; - Irvillac (id.) ; - Lampaul (id.) ; - Laon (Aisne) ; - Mayenne (Mayenne) ; - Montmélian (Savoie) ; - Plabennec (Finistère) ; - Plougastel - Daoulas (id.) ; - Plouvien (id.) ; - Port-Launay (Finistère) ; - Pouldergat (Finistère) ; - Poullan (Finistère) ; - La Roche (Haute-Savoie) ; - Rumengol (Finistère) ; - Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) ; - Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) ; - Saint-Pierre Quilbignon (Finistère) ; - Sallanches (Haute-Savoie) ; - Taninges (Haute-Savoie) ; - Turcoing (Nord).

151. Port d'armes.

Projet de loi portant prorogation de la prohibition de port d'armes en Corse, retiré.

C//1128

Ancienne cote C 478

De « ports » à « ventes judiciaires »

152 à 154. Ports.

Projet de loi relatif à des améliorations dans les ports de Bordeaux, de Dunkerque, de Gravelines.

155. Presse.

- Projet de loi relatif au régime de la presse, avec pièces jointes, 9 mars 1868 ;
- amendements de députés et de la commission chargée de l'examen du projet, etc.

156. Réunions publiques.

Projet de loi, avec pièces jointes, 25 mars 1868.

157 à 159. Services postaux.

Projet de lois portant approbation des stipulations financières contenues dans les conventions passées entre le ministre des Finances la Compagnie générale transatlantique, la Compagnie des services maritimes des messageries impériales, la Compagnie Valéry pour l'exécution des services postaux :

- entre Panama et Valparaiso ;
- dans les mers des Indes, de la Chine et du Japon ;
- entre la France continentale, la Corse, la Sardaigne et l'Italie.

160. Suez.

Projet de loi ayant pour objet d'autoriser la Compagnie du Canal de Suez à faire une émission de titres remboursables avec lots par la voie du sort, 16 juin 1868.

161. Télégraphie privée.

Projets de loi ayant pour objet de fixer la taxe des dépêches, avec pièces jointes, 2 juin 1868.

162. Ventes judiciaires d'immeubles, partage et purge des hypothèques.

Projet de loi non voté.

C//1129-C//1134

Session de 1869

C//1129

Ancienne cote C 479

Pièces diverses

1. Convocation et clôture de la session.

- Décret de l'Empereur du 26 décembre 1868 convoquant le Sénat et le Corps législatif pour le 18 janvier 1869 ;

- décret du 26 avril 1869 portant clôture de la session.

2. Nomination du bureau du Corps législatif.

- Décret de l'Empereur du 16 mars 186, nommant M. Schneider président du Corps législatif ;
- décret du 17 novembre 1868 nommant M. du Miral vice-président du Corps législatif ;
- décret du 10 avril 1869 nommant M. le baron Jérôme David vice-président du Corps législatif ;
- scrutins pour la nomination des secrétaires du Corps législatif.

3. Nomination de délégués du Gouvernement.

Décrets du 19 janvier chargeant par délégation M. Baroche, garde des sceaux, et M. Farcade de la Roquette, ministre de l'Intérieur, de représenter le Gouvernement devant le Sénat et le Corps législatif.

4. Nomination de commissaires du Gouvernement.

Décret du 6 janvier 1869 désignant M. Genteur, Chassaing-Gayon, et Jolibois, conseillers d'État, pour prendre part comme commissaires du Gouvernement devant le Corps législatif à la discussion relative à la vérification des pouvoirs.

5. Exposé de la situation de l'Empire présenté au Sénat et au Corps législatif (Janvier 1869), Paris, 1869, in - 4°.

6. Documents diplomatiques : Janvier 1869 (n° XI) ; - mars 1869 (n° XII). Paris, 1869, 2 vol. n° - 4°.

7. Demandes de congés de députés.

MM. : Carnot ; - Girod de l'Ain ; - le baron de Mackau ; - Masséna, duc de Rivoli ; - Émile Ollivier ; etc.

8. Excuses d'absence de députés.

9. Décès de députés.

10. Démissions de députés.

11 à 18. Interpellations de députés.

- Sur les événements accomplis à l'île de la Réunion (Jules Simon, Glain-Bizoin, Garnier-Pagès, Eugène Pelletan, etc.) ;
- sur la politique intérieure (Buffet, de Chambrun, etc.) ;
- idem (Jules Favre, Jules Simon, etc.) ;
- sur la loi relative aux réunions publiques (Baron de Reinach, Stéphen Liégeard etc.) ;
- sur les cimetières de Paris et spécialement le cimetière Montmartre (Carnot, Pelletan, Jules Simon etc.) ;
- sur les manœuvres électorales (baron Jérôme David, etc.).

19. Demandes d'autorisation d'impression de leurs discours par des députés.

Par : Buffet, E. Dalloz, Garnier-Pagès ; Jules Simon, etc.

20. Demandes de scrutin sur divers amendements et questions.

- Travaux de la place du Roi de Rome et du jardin du Luxembourg ;
- le Crédit foncier, etc.

21. Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations.

Rapport de la commission de Surveillance, 24 avril 1869.

22. Comptabilité intérieure du Corps législatif.

Relevé général.

23. Obsèques de M. Troplang, président du Sénat.

24. Discours de M. Schneider, président du Corps législatif, à la clôture de la session.

C//1129-C//1134

Projets de loi

C//1129

Ancienne cote C 479

De « appel » à « budget »

25. Appel de 100 000 hommes sur la classe 1869.

Projet de loi, 22 mars 1869.

26. Budget.

Projet de loi sur les suppléments de crédits sur les exercices 1868 et 1869, 8 avril 1869 :

- liquidation des obligations mexicaines ;
- restauration de l'église Sainte-Anne à Jérusalem, etc.

C//1130

Ancienne cote C 480

« Budget ordinaire »

27. Budget ordinaire de 1870 :

- Projet de loi portant fixation des dépenses et des recettes pour 1870 ;
- amendements des députés et de la commission du Budget ;
- procès-verbaux des séances de la commission, du 29 janvier au 23 avril 1869 (un registre).

C//1131

Ancienne cote C 481

De « budget extraordinaire » à « échange »

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

28. Budget extraordinaire de l'exercice 1870.

Projet de loi, avec pièces annexes, 26 avril 1869.

29. Chemin de fer de Lyon à Montbrison.

Projet de loi approuvant les articles 3, 4 et 5 d'une convention passée entre le ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics et les sieurs Mangini relativement à la concession d'un chemin de fer de Lyon à Montbrison, avec pièces jointes, 22 avril 1869.

30. Chemins de fer du Nord.

Projet de loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics et la compagnie de chemin de fer, avec pièces jointes, 22 avril 1869.

31. Chemins de fer à exécuter dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais et de l'Aisne.

Projet de loi approuvant les articles 4 et 5 d'une convention relative à la concession à MM. le comte Anatole de Melun, le Comte Charles-Werner de Mérode, Louis Dupont, Florimond de Coussemaker, Isidore-David Portau et Benjamin Cabarbe de plusieurs, avec pièces jointes, 22 avril 1869.

32. Comptes du budget de l'exercice 1865.

Projet de loi portant règlement définitif des comptes, avec pièces annexes, 19 mars 1869.

33. Comptes du budget de l'exercice 1867.

Projet de loi portant règlement définitif des comptes, non voté.

34. Crédits supplémentaires et extraordinaires.

Projets de loi portant ouverture de crédits pour couvrir les dépenses de loi du 10 avril 1867 sur l'enseignement primaire.

35 à 37. Domaine de l'État.

Projets de loi portant :

- cession réciproque de terrains entre l'État et la ville de Valence (esplanade Saint-Félix, remparts, ancien palais du gouvernement) ;
- cession par l'État à la ville de Toulouse d'un immeuble rue Pergaminière affecté à la justice de paix du canton nord ;
- cession par l'État à la ville de Lyon de terrains sis presque à Perrache, à Villeurbanne, au Grand-Camp.

38 à 42. Échanges de terrains et d'immeubles.

Entre l'État et :

- la ville de Versailles (Hôpital militaire et rue des Récollets) ;
- le sieur Lagneaux (forêt domaniale de Signy-l'Abbaye, Ardennes) ;
- la dame de Beaucaire-Murolle (forêt domaniale du Tronçais, Allier) ;

- le sieur Bessard-Duparc (forêt domaniale de Saint-Gildas, Loire-Inférieure) ;
- le sieur Cau (forêt domaniale de Saleich, Haute-Garonne).

C//1132

Ancienne cote C 482

De « emprunt » à « juridiction »

43 à 86. Emprunts d'intérêt local.

Projets de loi portant autorisation : de Basses-Alpes à Vosges.

87. Enfants assistés.

Projet de loi relatif aux dépenses du service des Enfants assistés, 23 avril 1869.

88 à 106. Impositions locales extraordinaires.

Projets de loi portant autorisation : de Ain à Var.

107. Juridiction de la Cour impériale de Saïgon.

Projet de loi attribuant les appels de jugements des tribunaux consulaires de Chine, de Siam et du Japon à la Cour impériale de Saïgon, 15 mars 1869.

C//1133

Ancienne cote C 483

De « limite » à « Paris »

108 à 118. Limites de départements d'arrondissements, de cantons et de communes.

Projets de loi portant modification de limites : de Corrèze à Var.

119. Livrets d'ouvriers.

Projet de loi portant abrogation de la loi du 22 juin 1854, non voté, avec pièces annexes, notamment *Enquête sur les conseils de prud'hommes et les livrets d'ouvriers*, 3 vol. 1859, in - 4° (enquête du ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie).

120 à 138. Octrois.

Projets de loi autorisant des surtaxes sur les octrois de : Bohars (Finistère) ; Estaires (Nord) ; - Le Havre (Seine-Inférieure) ; - Kernilis (Finistère) ; - Loc-Maria - Clouzané (Id.) ; - Loperhet (Id.) ; - Lyon (Rhône) ; - La Martyre (Finistère) ; - Mespaul (Id.) ; - Nantes (Loire-Inférieure) ; - Ouessant (Finistère) ; - Ploaré (Id.) ; - Plogastel - Saint-Germain (Id.) ; - Plouénour-Lanveru (Id.) ; - Plouarzel (Id.) ; - Ploudiry (Id.) ; - Plougonven (Id.) ; - Plouénour-Trez (Id.) ; - Plouzané (Id.).

139. Paris.

- Projet de loi portant approbation d'une convention passée entre l'État et la ville de Paris au sujet de la place du Roi de Rome (plateau et pentes du Trocadéro) et autorisant l'aliénation de terrains domaniaux détachés du jardin du Luxembourg, 18 mars 1869 ;
- procès-verbaux des séances de la commission chargée d'examiner le projet de loi, du 5 juin 1867 au 16 mars 1869 (un cahier) ;

- amendements ;
- délibérations du Conseil d'État ;
- documents administratifs.

C//1134

Ancienne cote C 484

De « Paris (suite) » à « pensions »

140. Paris.

Projet de loi ayant pour objet d'approuver le traité passé entre la ville de Paris et la Société du Crédit foncier de France au sujet du remboursement d'une somme de 398 440 040 F due par la ville de Paris pour l'exécution de travaux d'utilité publique, avec pièces jointes, plans, etc., 6 mars 1869.

141. Pensions de l'armée de mer.

Projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 18 avril 1831, 17 mars 1869.

142. Pensions des anciens militaires de la République et de l'Empire.

Projet de loi portant création, 26 avril 1869.

C//1135

Ancienne cote C 485

Session extraordinaire de 1869

Pièces diverses.

1. Convocations, prorogation et clôture de la session.

- Décret de l'Empereur du 9 juin 1869 convoquant le Corps législatif en session extraordinaire pour le 28 juin 1869 ;
- décret du 12 juillet 1869 prorogeant la session du Corps législatif ;
- décret du 2 octobre 1869 convoquant le Sénat et le Corps législatif pour le 29 novembre 1869 ;
- décret du 27 décembre 1869 déclarant close la session du Corps législatif ouverte le 28 juin 1869 et ouverte la session de 1870.

2. Nomination du bureau du Corps législatif.

- Décrets du 19 juin 1869 nommant M. Schneider président du Corps législatif, et MM. Alfred Le Roux, baron Jérôme David, du Miral, vice-présidents ;
- décret du 26 juin nommant M. Hébert et le Général Le Breton questeurs ;
- scrutins pour la nomination des secrétaires ;
- scrutins pour la nomination des présidents, vice-présidents et questeurs.

3. Communication du ministre d'État à l'ouverture de la session extraordinaire le 28 juin 1869.

4. Message de l'Empereur au Corps législatif lu dans la séance de 12 juillet 1869.

Conservé par la division des Archives de l'Assemblée nationale.

5. Rapports entre le Gouvernement et les grands corps de l'État.

Décret de l'Empereur du 8 novembre 1869.

6. Nomination de délégués du Gouvernement.

Décrets du 26 juin 1869 chargeant M. Baroche, garde du sceaux, et MM. Forcade de la Roquette, ministre de l'Intérieur, de représenter le Gouvernement devant le Corps législatif durant la session extraordinaire.

7 et 8. Commissaires du Gouvernement.

7. Vérification des pouvoirs : décret du 21 juin désignant divers conseillers d'État comme commissaires du Gouvernement pour prendre part devant le Corps législatif à la discussion relative à la vérification des pouvoirs.

8. Affaires de la Ville de Paris.

9. Prestations de serments de députés.

10. Options de députés pour une circonscription.

Lettre de Léon Gambetta ; - Ernest Picard ; - Jules Limon.

11. Demandes de congés de députés.

12. Excuses d'absence de députés.

13 à 19. Demandes d'interpellations.

- Sur le retard apporté par le Gouvernement à la convocation du Corps législatif (Jules Favre, Emmanuel Arago, Eugène Pelletan, Horace de Choiseul, etc.) ;
- sur la répression des troubles du bassin de la Loire (Jules Favre Gambetta, Gaumir-Pagès etc.) ;
- sur les troubles du bassin houiller de l'Aveyron (Gambetta, E. Picard, etc.) ;
- sur le rôle imposé à un grand nombre d'instituteurs pendant les dernières élections générales (Jules Simon, Jules Ferry, Jules Grévy, Barthélemy-Saint-Hilaire, etc.).

20. Demandes de scrutin sur les élections.

Jules Ferry, Em. Arago de Barante, Keller, Barthelemy-Saint-Hilaire de Kératry, E. Pelletan, Dorian, Jules Favre, Lefèvre-Pontalis, E. Picard, etc.

21. Demandes d'autorisation d'impression de leurs discours par des députés.

C//1136-C//1163

Session de 1870

C//1136-C//1138

Pièces diverses

C//1136

Ancienne cote C 486

1. Nomination du bureau du Corps législatif.

Scrutins pour la nomination du président et du vice-président.

C//1136

Ancienne cote C 486

2. Allocutions du président.

En présentant à l'Empereur les résultats du plébiscite (21 mai 1870) et au moment de la séparation.

C//1136

Ancienne cote C 486

3. Demandes de congés de députés.

De Barante ; - baron Reille ; - Daniel Wilson ; - Zorn de Bulach, etc.

C//1136

Ancienne cote C 486

4. Excuses d'absence de députés.

C//1136

Ancienne cote C 486

5. Décès de députés.

De M. Perras, député du Rhône.

C//1136

Ancienne cote C 486

6 à 55. Demandes d'interpellation.

Sur :

- le traité de commerce passé entre l'Angleterre et la France le 4 février 1860 (Jules Brame, Mis de Grammont, etc.) ;
- sur l'administration intérieure du pays (Jules Favre, Gambetta, Grévy, Ferry, etc.) ;
- sur les candidatures officielles (les mêmes) ;
- sur la nécessité de rendre justiciables des tribunaux ordinaires les membres de la famille Bonaparte (Guyot-Montpayroux) ;
- sur l'affaire du prince Pierre Bonaparte (Jules Ferry) ;
- sur les troubles survenus à Besançon à l'occasion des élections (ordinaire) ;
- sur les Jésuites (de Kératry) ;
- sur le jugement contre Rochefort (Crémieux) ;
- sur le plébiscite (Horace de Choiseul ; - Cte de Kératry) ;
- sur les rigueurs exercées contre divers membres de l'armée à raison de leur vote contre le plébiscite (F.-V. Raspail) ;
- sur le renvoi dans ses foyers de la classe 1870 pour y faire les moissons (Horace de Choiseul) ;
- sur la candidature éventuelle d'un prince de la famille royale de Prusse au trône d'Espagne (Cochery ; - de Leusse ; - etc.) ;
- sur les événements de Chine (Kolb-Bernard) ;
- sur des complications possibles avec la Prusse (Clément Duvernois ; - Cte de Leusse) ; - etc.

C//1136

Ancienne cote C 486

56. Demandes de scrutins.

Sur les amendements proposés au sujet des diverses questions portées aux interpellations ci-dessus (voir dossiers 6 à 55).

C//1136

Ancienne cote C 486

57. Demandes d'autorisation d'impression de leurs discours par des députés.

C//1136

Ancienne cote C 486

58 et 59. Commission d'enquête parlementaire sur le régime économique institué en vertu de l'ordre du jour motivé du 29 janvier 1870.

Scrutins pour la nomination des membres.

C//1136

Ancienne cote C 486

60 et 61. Nomination de commissaires du Gouvernement.

Décrets de nomination de divers conseillers d'État comme commissaire du Gouvernement auprès du Corps législatif, février-juin 1870.

C//1137

Ancienne cote C 487

62. Règlement du Corps législatif.

- Règlement adopté par le Corps législatif le 2 février 1870 ;
- procès-verbaux de la commission du Règlement du Corps législatif ;
- pièces jointes, etc.

C//1137

Ancienne cote C 487

63. Exposé de la situation de l'Empire présenté au Sénat et au corps Législatif (novembre 1869). Paris, 1869, in-4°.

C//1137

Ancienne cote C 487

64. Documents diplomatiques (novembre 1869, n° XIII). Paris, 1869, in- 4°.

C//1137

Ancienne cote C 487

65. Plébiscite du 8 mai 1870.

Recensement des votes par bureau.

C//1137

Ancienne cote C 487

66. Rapports entre le Gouvernement et les grand corps de l'État.

Décret du 29 mai 1870.

C//1137

Ancienne cote C 487

67. Préliminaires de la guerre avec la Prusse.

Communication du Gouvernement à la suite de la demande d'interpellation de M. Cochery sur la candidature d'un prince de la famille royale de Prusse au trône d'Espagne.

C//1137

Ancienne cote C 487

68. Liquidation de l'indemnité mexicaine.

Réponse du Gouvernement à une question de M. de Keratry.

C//1137

Ancienne cote C 487

69. Situation de la compagnie des paquebots transatlantiques.

Réponse du ministre des Finances à une demande de M. Magnin avec pièces jointes.

C//1138

Ancienne cote C 488

70. Caisse d'amortissement et Caisse des dépôts et consignations.

Rapport fait au Sénat et au Corps législatif par la commission, avec pièces annexes, le 20 avril 1870.

C//1138

Ancienne cote C 488

71. Comptabilité intérieure du Corps législatif.

C//1138

Ancienne cote C 488

72 et 73. Algérie.

- Adresse de 3640 citoyens français de la province de Constantine au Corps législatif en vue d'une représentation légale et d'un régime civil pour l'Algérie, déposée par M. Jules Favre dans la séance du 8 mars 1870 ;
- Adresses de remerciements envoyés d'Algérie au Corps Législatif à l'occasion du vote du 9 mars 1870.

C//1138

Ancienne cote C 488

74. Clôture de la session.

Décret de l'Empereur du 23 juillet 1870 déclarant close la session de 1870.

C//1138-C//1148

Projets de loi et propositions

Type de classement

Classement par ordre alphabétique des objets des propositions et projets.

C//1138

Ancienne cote C 488

De « accusation » à « associations »

75. Accusation du Ministère.

Demande de mise en accusation à l'occasion des troubles du mois de juin 1869 par F.-V. Raspail.

76. Administrations centrales du Ministère.

Proposition de MM. Paul Dupont etc. sur la réorganisation.

77 à 79. Admissions temporaires, de divers produits.

Propositions et résolutions, mars-mai 1870.

70 à 82. Agriculture.

80. Proposition de Ernest Picard sur les comices agricoles.

81. Propositions de M. d'Andelarre, de Chambrun, etc. sur la représentation de l'agriculture par les comices cantonaux, etc., 21 juillet 1870.

82. Proposition de M. Estancelin sur la création d'un ministère de l'agriculture.

83. Algérie.

Proposition de M. Jules Favre, etc. sur le régime de l'Algérie.

84. Aliénés.

Proposition de Gambetta sur les établissements d'aliénés.

85 et 86. Annonces judiciaire et légales.

Projet de loi, avec pièces jointes, 14 juin 1870.

87 à 102. Armée.

87. Proposition de M. de Kératry sur le recrutement de l'armée, 17 février 1870.

88. Proposition de M. Kératry sur la création d'une milice algérienne.

89. Proposition du même sur l'avancement dans l'armée.

90. Proposition d'étendre les dispenses du service militaire faite par M. Thoinnet de la Turmelière, 11 mars 1870.

91. Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 1832 en ce qui concerne le remplacement militaire dans l'armée, 2 juin 1870.

92. Appel de 90 000 hommes sur la classe 1870.

Projet de loi, 1er juillet 1870.

93. Proposition de M. de Jouvencel concernant l'organisation de compagnies de tirailleurs volontaires, 8 avril 1870.

94. Proposition de MM. des Rotours et Proix-Paris de réduire à 90 000 hommes le contingent de la classe 1869, 28 mars 1870.

95. Proposition de naturaliser les fils d'étrangers nés en France et résidant en France, 27 juillet 1870.

96. Engagements volontaire en temps de guerre.
Projet de loi, 15 juillet 1870.

97. Interdiction de rendre compte des mouvements et opérations militaires.
Projet de loi, 19 juillet 1870.

98. Appel de 140 000 hommes sur la classe 1870.
Projet de loi, 18 juillet 1870.

99. Franchise des lettres adressées aux militaires en opération.
Projet de loi, 20 juillet 1870.

100. Indemnité accordée aux femmes des soldats de la réserve et de la garde nationale mobile.
Proposition de M. d'Andelarre.

101 et 102. Ouverture d'un crédit de 4 millions pour venir en aide aux femmes des soldats de la réserve et de la garde nationale mobile.
Projet de loi, 20 juillet 1870.

103. Assistance publique des mineurs.
Proposition de M. Gustave Fould, 26 mars 1870.

104. Associations de plus de 20 personnes.
Proposition de M. Jules Favre sur la liberté accordée aux associations, 1870.

C//1139

Ancienne cote C 489

De « baux » à « budget »

105. Baux à ferme.
Proposition de M. Gagneur, 4 avril 1870.

106. Bibliothèques populaires.
Proposition de M. Barthélemy Saint-Hilaire sur la fondation de bibliothèques populaires, 21 février 1870.

107 à 110. Boissons.

- Propositions diverses sur les droits sur les boissons ;
- procès verbaux de la commission chargée de l'examen de ces propositions.

111. Budget rectificatif des exercices 1868, 1869 et 1870.

Projet de loi, avec pièces jointes, 8 juillet 1870.

C//1140

Ancienne cote C 490

« Budget (suite) »

112. Budget général de 1871 :

- projet de loi portant fixation des dépenses et des recettes pour 1871, 20 juillet 1870 ;
- amendement des députés et de la Chambre ;
- documents administratifs ;
- procès-verbaux des séances de la commission du Budget du 16 mars au 12 juillet 1870.

C//1141

Ancienne cote C 491

« Budget (suite et fin) »

112. Budget général de 1871 (suite) :

- Documents administratifs (suite) : Finances ; - Guerre ; - Algérie ; - Marine et Colonies ; - Instruction publique ; - Agriculture et commerce ; - Travaux publics ; - Lettres, sciences et Beaux-Arts (École de Langues orientales vivantes) ;
- budget extraordinaire : Construction de la cathédrale de Gap ; - Reconstruction du palais de justice à Paris ; etc.
- budget spécial de la Caisse d'amortissement ; Dispositions sur le cumul, etc.

C//1142

Ancienne cote C 492

De « cadastre » à « conseil de préfecture »

113. Cadastre.

Proposition de M. Guillaumin et autres sur la révision du cadastre, 23 juin 1870.

114. Cafés, cabarets et débits de boissons.

Proposition de M. Lefèvre-Pontalis relative à l'abrogation du décret du 29 décembre 1851.

115. Caisses d'épargne.

Proposition de M. Garmer Pagès.

116 à 118. Chambres de commerce.

Propositions diverses relatives aux chambres de commerce et notamment proposition de M. Magnin sur l'élection de leurs membres, avec pièces jointes.

119 à 127. Chemins de fer.

119-124. Nouvelles lignes de chemins de fer.

119. Chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne.

Projet de loi ayant pour objet d'approuver les clauses financières applicables à l'exécution du chemin de fer, 29 janvier 1870.

120. Chemins de fer de la Vendée.

Projet de loi approuvant les articles 2 et 3 d'une convention passée entre le ministre des Travaux publics et la Compagnie de chemin de fer, 25 mai 1870.

121. Chemins de fer de Bressuire à Poitiers.

Projet de loi approuvant les clauses financières applicables à l'exécution du chemin de fer, 21 juin 1870.

122. Chemin de fer de Clermont-Ferrand à Tulle, avec embranchement sur Vendes.

Projet de loi ayant pour objet d'approuver les clauses financières applicables à l'exécution du chemin de fer, non voté.

123. Chemin de fer d'Épinal à Neuf-Château.

Projet de loi ayant pour objet d'approuver les clauses financières de la convention passée entre le ministre des Travaux publics et la Compagnie des Chemins de fer de l'Est pour l'exécution du chemin de fer, non voté.

124. Chemin de fer de Bordeaux au Verdon.

Projet de loi ayant pour objet d'autoriser l'allocation d'une subvention à la compagnie du Médoc pour l'achèvement du chemin de fer, non voté.

125. Annuités aux compagnies concessionnaires.

Projet de loi sur le mode de paiement des subventions allouées par l'État aux compagnies de chemins de fer, non voté.

126. Chemins de fer d'intérêt local.

Propositions de M. Houssard, 26 mars 1870.

127. Percée du Simplon.

Proposition de M. Delamarre (Creuse) et plusieurs autres.

128. Chemins vicinaux.

Proposition de M. Ordinaire et projet de loi du 2 juin 1870.

129. Code d'instruction criminelle.

Proposition de M Crémieux tendant à modifier divers articles du code.

130. Code forestier.

Proposition de M. Ordinaire tendant à modifier l'article 90 du code, avec pièces jointes.

131. Code maritime.

Propositions ayant pour objet la modification pendant la guerre du code, par M. Garnier-Pages.

132 et 133. Code pénal.

Propositions de M. Crémieux et de M. Raspail modifiant divers articles.

134. Code rural.

Projet non voté.

135 à 138. Comptes des budgets de 1866, 1867, 1868.

Projets de loi portant règlement définitif des comptes dont celui des comptes de 1866, seul voté le 1er juillet 1870.

139. Conseils de préfecture.

Proposition de M. Josseau, 29 janvier 1870.

C//1143

Ancienne cote C 493

De « conseils » à « forêts »

140 à 144. Conseils généraux et d'arrondissements.

Projets de loi des 7 juin, 18 et 20 juillet 1870, et proposition diverses.

145 à 150. Conseils municipaux des villes de Paris, Lyon, Saint-Denis, Sceaux, etc.

Projet de loi du 8 juin et proposition diverses de MM. Crémieux, Ferry, Gambetta, Arago, Pelletan.

151. Magistrature.

Proposition de M. Martel en vue d'assurer l'indépendance de la magistrature.

152. Tribunal de 1ère Instance de la Seine.

Projet de loi portant augmentation du personnel, 16 juin 1870.

153 à 162. Crédits supplémentaires ou extraordinaires.

Projets de loi portant ouverture de crédits pour :

- les services généraux des divers ministères ;
- les dépenses de la guerre avec la Prusse.

163 à 165. Députés au Corps législatif.

Proposition diverses relatives à l'État, aux privilèges, etc.

166 et 167. Domaine de l'État.

Projets de loi des 7 et 24 mars 1870 portant cessions de terrains entre l'État et :

- la ville de Lyon (terrain dépendant du Gymnase militaire ; ancienne enceinte fortifiée de la Croix-Rousse) ;
- la ville de Bastia.

168. Domaine public.

Proposition de M. Many sur l'aliénation du domaine public.

169 et 170. Échanges de terrains.

Entre l'État et :

- Mlle de Bourbon-Busset (forêt domaniale de Verneuil, Cher) ;
- les sieurs Franchet, Arnould et Pramotton (forêt domaniale de Montrieux, Var).

171 à 176. Lois électorales et élections.

Propositions diverses de MM. Gambetta, Arago, Ferry, Kératry, E. Picard, Magnin.

177 à 203. Emprunts d'intérêt local.

Projets de loi portant autorisation : de Hautes-Alpes à Var.

204. Enregistrement.

Proposition de M. Josseau relative aux droits d'enregistrement.

205. Exécution capitales.

Propositions de M Steenackers et autres.

206. Faillites.

Projet de loi modifiant l'article 550 du code de commerce, non voté.

207. Fonctionnaires publics.

Propositions de MM. Jules Favre, Grévy, etc. demandant l'abrogation de l'article 75 de la Constitution du 22 frimaire an VIII.

208. Forêts des Maures et de l'Esterel.

Projet de loi concernant les mesures à prendre contre les incendies, avec pièces jointes et plan, 13 avril 1870.

209 et 210. Forestière.

Proposition diverses concernant l'administration forestière.

C//1144

Ancienne cote C 494

De « garde nationale » à « Paris »

211 et 212. Garde nationale mobile.

Projet de lois relatifs à la mobilisation et à l'organisation de la garde nationale, 15-18 juillet 1870.

213 et 214. Garde nationale sédentaire.

Propositions de Jules Favre et autre.

215. Haute-Cour de justice.

Proposition de M. Jules Ferry tendant à abolir la Haute-Cour de justice.

216. Hôpitaux, hospices, bureaux de bienfaisance.

Proposition de M. Tassin et autres.

217. Hôtel des Invalides.

Proposition de MM. Glais-Bizoin, Pelletan, etc. sur la suppression de l'Hôtel des Invalides et le versement des 900 invalides dans leurs familles ou des établissements hospitaliers.

218. Huissiers.

Proposition de M. le Baron d'Yvoire sur les dispenses d'âge des candidats.

219 à 224. Impositions locales extraordinaires.

Projets de loi portant autorisation : de Aisne à Vendée.

225 à 230. Impôts.

Propositions diverses de MM Cochery, Laroche-Joubert, etc.

231. Instituteurs primaires.

Proposition de M. Barthélemy, Saint-Hilaire sur la nomination des instituteurs primaires.

232. Instruction primaire.

Proposition de M. Jules Simon et autres.

233. Juges de paix.

Proposition de M. Stéphen Liégeard sur les attributions des juges de paix.

234. Jury.

Proposition de M. Crémieux.

235 à 240. Limites de départements, d'arrondissements, de cantons et de communes.

Projets de loi portant modifications de limites : de Corse à Savoie.

241. Livrets d'ouvriers.

Projet de loi portant abrogation de la loi du 22 juin 1854, non voté.

242. Machines meurtrières et explosibles.

Projet de loi relatif à la fabrication et à la détention, 28 mai 1870.

243 à 246. Maires et adjoints.

Projet de loi relatif à la nomination, 28 juin 1870, et diverses propositions à ce sujet.

247. Marchandises dangereuses.

Projet de loi relatif au transport par eau, 26 mars 1870.

248. Monnaies pontificales.

Proposition à M. Gérault sur le retrait et le remboursement des monnaies pontificales.

249 à 252. Octrois.

249. Proposition de MM Glais-Bizoin et Crémieux relative à la suppression des octrois.

250 à 252. projets de loi autorisant des surtaxes d'octroi à : Aix-les-Bains (Savoie) ; - Chambéry (Id) ; - Kerlouan (Finistère).

253. Organisation communale et générale.
Proposition par Rochefort et Raspail.

254 et 255. Paris (Entrepôts de).

- Projet de loi créant un nouvel entrepôt réel des boissons à Paris, non voté ;
- proposition relative à la faculté d'entrepôt à domicile accordée aux entrepositaires des communes annexées à Paris en 1860.

256 à 258. Paris (budget de la ville de).

Projets de loi des 26 janvier et 27 mai concernant les mesures provisoires à prendre pour le budget extraordinaire de la ville de Paris, 1870.

C//1145

Ancienne cote C 495

« Paris (budget de la ville de, suite) »

259. Projet de loi portant fixation du budget des recettes et des dépenses extraordinaires de la ville de Paris et autorisant un emprunt, non voté.

260. Autre projet de loi modifiant le précédent et voté le 19 juillet 1870.

- Projet de loi avec pièces jointes ;
- procès-verbaux des séances de la commission du Budget de la ville de Paris du 13 avril au 11 juillet 1870 ;
- mémoires et documents imprimés ;
- budget extraordinaire de 1870 ;
- emploi de l'emprunt, etc.

C//1146

Ancienne cote C 496

« Paris (budget de la ville de, suite) »

259 et 260. Pièces annexes, imprimés, mémoires, rapport sur les travaux, les finances, etc. de la ville de Paris (2 plans).

C//1147

Ancienne cote C 497

« Paris (budget de la ville de, suite et fin) » à « travaux publics »

259 et 260. Paris (budget de la ville de, suite).

Dossiers divers :

- achèvement de l'avenue du prince Jérôme, aux Ternes ;
- achèvement du boulevard Saint-Germain ;
- achèvement de l'avenue Napoléon entre la rive gauche et la rive droite, entre les rues de Rivoli et Saint-Honoré ;
- abaissement de l'avenue d'Eylan ;
- achèvement de la place du château-d'Eau ;
- achèvement du boulevard Haussmann ;
- propositions de combinaisons financières ;
- dérivation des eaux de la Vanne ;
- pétitions diverses relatives à l'achèvement des grands travaux de Paris.

261 à 264. Octroi et droits d'entrée dans Paris.

Propositions diverses de MM Gramer de Cassagnac, Pelletan, Jules Limon, Gambetta, Ferry etc.

265. Pêches maritimes.

Projet de loi concernant les encouragements aux pêches maritimes, 18 juillet 1870.

266. Peine de mort.

Proposition d'abolition, par MM. Jules Limon, Garnier-Pagès, Pelletan, Jules Ferry etc.

267 et 268. Pensions civiles et retraites.

Propositions de Paul Dupont, et autres.

269. Pensions des dossiers militaires de la République et de l'Empire.

Proposition de MM. Terme et Peynusse.

270. Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire.

Proposition de M. Steenackers et autres.

271 à 273. Plébiscite.

Proposition diverses de MM. Lefèvre-Pontalis, Barthélemy-Saint-Hilaire, Gambetta et autres.

274. Port du Havre.

Projet de loi relatif à l'agrandissement du port, 27 mai 1870.

275 à 277. Postes.

Projets de loi relatifs aux conventions postales entre la France, l'Angleterre, l'Espagne, 12 avril-20 juillet 1870.

278. Pouvoir constituant.

Propositions de M. Jules Favre et autre.

279 à 284. Presse.

Divers projets de loi votés et propositions relatifs au régime de la presse, avec pièces jointes.

285 à 290. Règlement du Corps législatif.

Diverses propositions.

291. Saisies-arrêts, significations de transport et appositions de toute nature.

Proposition de M. de Dalmos.

292. Sénateurs.

Projet de loi relatif à l'indemnité des sénateurs, non voté.

293. Serment.

Proposition de F.-V. Raspail relative à l'abolition du serment.

294 et 295. Sociétés de secours mutuels.

Proposition.

296 à 298. Sûreté générale.

Projets de loi portant abrogation du décret du 8 décembre 1851, des lois du 9 juillet 1852, et du 27 février 1858, 24 mars-17 juin 1870.

299. Terres vaines et vagues.

Projet de loi relatif au partage des terres vaines et vagues dans les 5 départements de Bretagne, 21 juillet 1870.

300 et 301. Travaux publics.

Projet de loi et proposition, 18 juin-21 juillet 1870.

C//1148

Ancienne cote C 498

« Tribunaux de commerce »

302. Proposition de M. Adolphe Cochery sur les élections des juges, 10 janvier 1870, avec les avis des tribunaux de commerce en réponse au questionnaire de la commission spéciale.

C//1148

Ancienne cote C 498

Commissions d'initiative parlementaire

303. Procès verbaux des séances des six commissions (6 registres, voir également C//1163).

C//1149-C//1161

Commission d'enquête sur le régime économique

C//1149

Ancienne cote C 499

1 à 7. Registres.

Voir aussi C//8274.

1. Commission d'enquête sur le régime économique.
Procès-verbaux des séances du 15 février au 18 juillet 1870.
2. Première sous-commission : métallurgie, mines et arts mécaniques.
Procès-verbaux des séances du 18 février au 20 juillet 1870.
3. Quatrième sous-commission : industries diverses.
Procès-verbaux des séances du 22 février au 17 mai 1870.
4. Première sous-commission : métallurgie.
Registre des demandes, pétitions correspondances.
5. Deuxième sous-commission : textiles.
Registre des demandes, pétitions correspondances.
6. Troisième sous-commission : agriculture.
Registre des demandes, pétitions correspondances.
7. Quatrième sous-commission : industries diverses et voies de transport.
Registre des demandes, pétitions correspondances.

C//1150

Ancienne cote C 500

8 à 15. Registres divers.

8. Journal des lettres reçues par la commission.
9. Registre d'envoi de convocations devant la commission aux présidents des chambres de commerce, industriels, négociants, etc.
10. Registre-brouillard contenant les envois de questionnaires aux aux présidents des chambres de commerce, industriels, négociants, etc., du 3 mars au 19 juillet 1870.
11. Registre journal contenant le relevé du brouillard.
12. Registre journal indiquant le nombre de fascicules du compte rendu sténographique des séances publiques de l'enquête parlementaire reçus et expédiés.
13. Registre journal des questionnaires répondus.
14. En déficit.
15. Registre des demandes d'audition devant la commission et de cartes d'entrée.

C//1151-C//1152

16. Correspondance reçue par les sous-commissions.

C//1151

Ancienne cote C 501

Première sous-commission (métallurgie) et deuxième sous-commission (textiles).

C//1152

Ancienne cote C 502

Troisième sous-commission (agriculture) et quatrième sous-commission (industries diverses et frais de transport).

C//1153

Ancienne cote C 503

17. Première et deuxième parties.

Première partie :

- 1) pièces relatives au travail de la commission ;
- 2) documents relatifs aux questions générales ; échantillons ;
- 3) statistiques et tableaux divers.

Deuxième partie :

- 1) pétitions des propriétaires négociants, conseils municipaux de la Charente et de la Charente-Inférieure en faveur de la liberté du commerce adressées à la Commission ;
- 2) pétitions de 63 communes de la Marne, sur le même objet.

C//1154

17. Troisième partie.

- 1) Pétitions des habitants des départements du Calvados, de l'Orne, d'Eure-et-Loire, du Loiret et de la Sarthe en faveur de l'établissement du chemin de fer du Centre-Ouest ;
- 2) Pétitions des cultivateurs de la Haute-Marne, au sujet de la crise que traverse le commerce des laines ;
- 3) Pétitions diverses des communes du canton d'Altkirch (Haut-Rhin) sur les octrois municipaux ; - de quelques communes de la Marne sur la question des laines ; Commission d'enquête sur le régime économique.

C//1154

18. Réponses des Consuls de France à l'étranger aux questionnaires de la commission. Métallurgie ; agriculture ; textiles ; industrie diverses ; voies de transports.

C//1155-C//1161

19. Réponses aux questionnaires d'enquête envoyés par la commission.

C//1155

Ancienne cote C 505

Métallurgie ; coton.

C//1156

Ancienne cote C 506

Chanvres et jutes ; laines ; soies ; agriculture.

C//1157

Ancienne cote C 507

Agriculture.

C//1158

Ancienne cote C 508

Agriculture.

C//1159

Ancienne cote C 509

Agriculture.

C//1160

Ancienne cote C 510

Agriculture.

C//1161

Agriculture ; industries diverses ; voies de transport.

C//1161

20. Pièces diverses relatives au Comité pour la défense de la liberté commerciale.
Procès-verbaux des séances du comité ; correspondance ; etc., 1869-1870.

C//1162

Ancienne cote C 512

Sous-commission d'enquête parlementaire sur la marine marchande.

- Correspondance ;
- réponses aux questionnaires de la commission d'enquête ;
- pièces diverses.

C//1163

Ancienne cote C 513

7e commission d'initiative parlementaire.

68. Procès-verbaux des séances, du 19 au 30 août 1870 (voir également C//1148).

C//1163

Ancienne cote C 513

Session extraordinaire de 1870

C//1163

Ancienne cote C 513

Pièces diverses

Août-Septembre 1870

1. Convocation par l'Impératrice Eugénie du Sénat et du Corps législatif pour le 9 août 1870.

Décret de l'Impératrice (7 août 1870).

2. Demandes de congé de députés.

3. Excuses d'absence de députés.

4. Décès de députés.

De M. Boucaumont, député de la Nièvre.

5. Demandes de scrutins.

- Sur l'urgence ;
- sur la garde nationale mobile ;
- sur le Comité exécutif de défense, etc.

6. Demandes de comité secret.

7 et 8. Protestations à l'occasion du bombardement de Strasbourg et de l'occupation de Nancy par les Allemands.

C//1163

Ancienne cote C 513

Projets de loi et propositions

9. Algérie.

Projet de loi relatif à l'émission des billets de la banque d'Algérie, 1er septembre 1870.

10. Alsace.

Proposition de M. Keller et autres ayant pour objet la nomination d'une commission chargée d'examiner la situation de l'Alsace, 31 août 1870.

11 à 22. Armée.

Projets de loi et propositions relatives à l'organisation de l'armée et à la défense du pays, août 1870.

23 à 25. Armes de guerre.

Projets de loi et propositions relatives à la fabrication et à l'importation en France des armes de guerre, août 1870.

26. Bannissement.

Proposition de M. Estancelin de rapporter la loi de bannissement votée le 26 mai 1848 contre les princes de la maison d'Orléans.

27 à 30. Banque de France.

Projets de loi et propositions sur les émissions de billets, août 1870.

31 et 32. Comité de défense de Paris.

Proposition de M. de Kératry, 29 août 1870 .

33. Conseils généraux.

Proposition de M. Roll-Bernard tendant à la convocation immédiate des conseils généraux, 24 août 1870.

34 et 35. Corps législatif.

Proposition relative au rôle qui doit être joué pendant la guerre par le Corps législatif, août 1870.

36 à 41. Effets de commerce.

Projets de loi et propositions, août 1870.

42. Emprunt d'un milliard.

Projet de loi, 11 août 1870.

43. Faillites et loyers pendant la guerre.

Proposition de M. Crémieux, 2 septembre 1870.

44 à 46. Garde nationale mobile.

Propositions, 31 août-2 septembre 1870.

47 à 50. Garde nationale sédentaire.

Projets et propositions de loi, 9 août-2 septembre 1870.

51 à 53. Gouvernement de la France.

Projet et propositions de lois conservés par la division des Archives de l'Assemblée nationale.

54 à 56. Guerre.

- Proposition de M. Glan-Bizoin tendant à déclarer qu'aucun traité ne sera ratifié tant que les armées ennemies seront sur le territoire français (11 août 1870) ;
- proposition de M. de Jouvencel relative aux mesures à prendre pour la défense de Paris (25 août 1870) ; - etc.

57. Loyers.

Propositions de F.-V. Raspail ayant pour objet d'accorder aux ouvriers sans travail un délai de 2 mois à partir d'octobre prochain pour le paiement de leurs loyers, 14 août 1870.

58. Magasins généraux.

Proposition de M. de Soubeyran concernant les marchandises déposées, 23 août 1870.

59. Maires.

Proposition de F.V.- Raspail sur la nomination des maires par les conseils municipaux, 25 août 1870.

60. Ministères.

Proposition de M. Dallor relative au travail intérieur des bureaux dans les ministères, 30 août 1870.

61. Officiers ministériels.

Propositions de M. Cochery sur le remplacement pendant la guerre des officiers ministériels, 13 août 1870.

62 à 64. Paris.

Diverses propositions sur les secours aux familles des citoyens appelés sous les drapeaux, les logements, les entrepôts de Paris, août 1870.

65. Presse.

Proposition de Glais-Bizoin tendant à supprimer le timbre sur les journaux exigé par les lois sur la presse, 19 août 1870.

66. Secours aux familles des soldats.

Proposition de M. Steenackers et autres, 30 août 1870.

67. Secours mutuels aux victimes de la guerre.

Proposition de comités de secours mutuels aux victimes de la guerre par Jules Favre, Gambetta, Jules Ferry, Jules Simon etc., 31 août 1870.